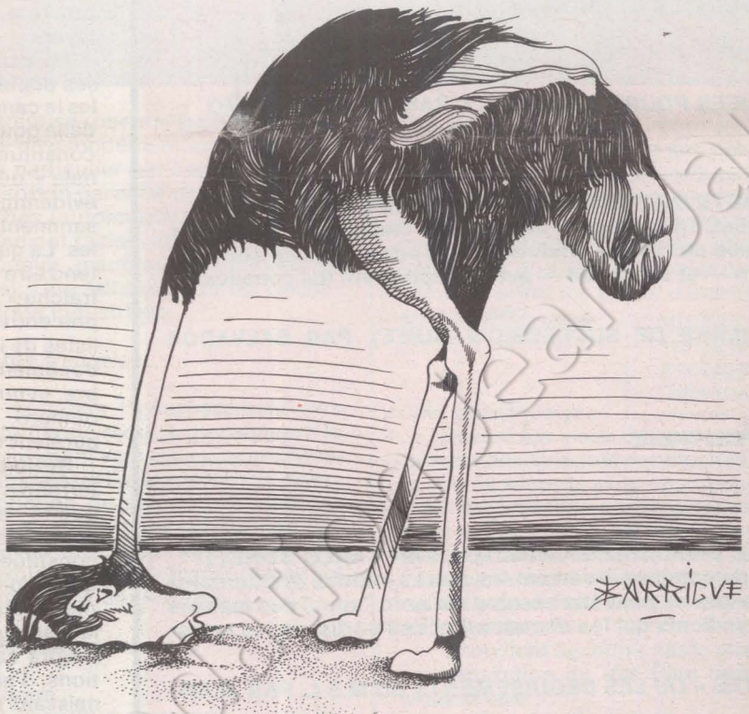
L'unité

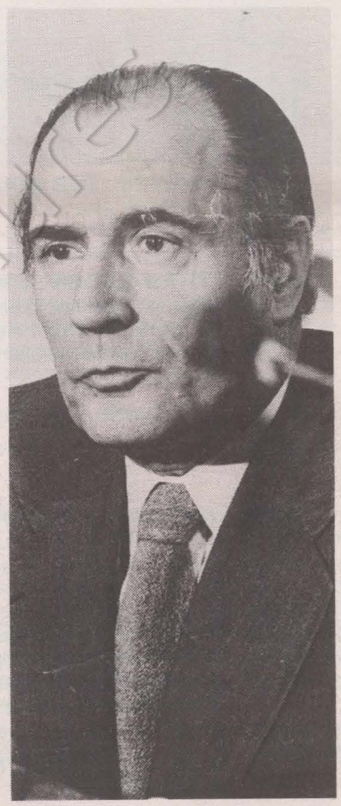
N° 125 -4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 27 Septembre 1974

Titan Coder : l'acte d'accusation

Italie : le cancer démocrate chrétien

Le texte intégral des Assises (page 23)





CRISE : LE PLAN DE LA GAUCHE

Parlera, parlera pas ? Pour un certain nombre de nos confrères — et non des moindres — la vie politique française semble se résumer à cette seule interrogation d'ailleurs curieusement formulée : le président de la République va-t-il enfin se décider à dire la vérité aux Français sur la gravité de la crise économique et financière ?

Jusqu'à présent, donc, Valéry Giscard d'Estaing n'aurait pas dit la vérité ? Ses discours de l'été n'étaient que du vent ? Et de même ses initiatives spectaculaires que pourtant ces mêmes confrères répercutaient complaisamment ?

Le vent, en tout cas, a tourné. « Les lampions sont éteints », écrit Raymond Aron dans « Le Figaro », reprenant ainsi, avec 15 jours de retard, le titre de « l'Unité » du 6 septembre : « le spectacle est terminé ». Tout le monde paraît donc bien d'accord là-dessus mais cet accord n'a pas grande signification. Car à lire attentivement les « lettres ouvertes » adressées au président on ne comprend pas très bien ce que leurs auteurs attendent de lui. Qu'il parle ? Certes, mais pour dire quoi ? Il est sans doute plus aisé de parler à la Sorbonne de la « mondialisation de la violence » que d'expliquer aux Français que les mesures prises depuis quatre mois, à grand renfort de publicité, sont totalement inadaptées à la situation.

Ce n'est plus ici le discours qui compte mais le fond des choses. Que peut dire Giscard qui soit une réponse véritable aux préoccupations des Français à la fois inquiets devant une crise dont ils voient se multiplier les effets autour d'eux, déconcertés par les propos contradictoires, pour ne pas dire parfois incohérents, que tiennent les ministres qui monopolisent chaque soir les

(suite page 2)

Sommaire

3 **CRISE : LE PLAN DE LA GAUCHE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND**

6 **ELECTIONS-LA BAULE : UN BARON DANS SON FIEF, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
En Loire-Atlantique, la gauche revient de loin mais elle va très vite...

7 **SENATORIALES : + 4 POUR LA GAUCHE, PAR ROGER FAJARDIE**

8 **ENTRETIEN AVEC MARCEL BLUWAL : « O.R.T.F. PAS MORT »**

10 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

11 **GREVES : DES BOUEES POUR « FRANCE » ?, PAR NICOLAS BRIMO**

12 **TITAN-CODER : L'ACTE D'ACCUSATION, PAR MICHELE BACKMANN**
Lip, la Transat, Berliet, Titan-Coder : un scénario classique où caprices, erreurs, incompétence des P.d.g. conduisent à la crise. Mais ce sont toujours les travailleurs — et eux seuls — qui en supportent les conséquences.

14 **ESPAGNE : LA GUERRE DE SUCCESSION (SUITE), PAR SALVADOR MARTI**

15 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

16 **ITALIE : LE CANCER DEMOCRATE-CHRETIEN, PAR CARLO BONETTI**
L'Italie est en train de comprendre avant les autres nations occidentales que la crise économique ne peut être résolue qu'avec l'appui des masses travailleuses, des syndicats qui les encadrent et des partis qui les représentent.

LES « NAZIFASCISTES » OU LES DEGUISEMENTS DU M.S.I., PAR JEAN-CLAUDE RIEU

19 **C.I.A. : LE COUP D'ETAT PERMANENT, PAR MAURICE FABIEN**
Comment Kissinger a fait abattre Allende.

20 **UNIVERSITES : PARIS-NORD EN DANGER, PAR JEAN-PIERRE MOULINS**
L'Université de Villetaneuse, Paris-Nord, offre un contre-modèle aux projets de Soisson et une solution au problème de la formation des maîtres, c'est sans doute pourquoi elle est en danger.

21 **LE PRIX D'UN PETIT FRANÇAIS, PAR JOSETTE BARBIERI**

23 **ASSISES NATIONALES DU SOCIALISME : POUR LE SOCIALISME**
Nous publions intégralement le texte qui sera présenté aux Assises du socialisme les 12 et 13 octobre prochains.

31 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

32 **LA REUNION : LA FIN DU DEBREISME, PAR ALAIN VIVIEN**
Alain Vivien, député de Seine-et-Marne, chargé des Dom revient de La Réunion où il a assisté à la naissance de la nouvelle fédération socialiste.

PHOTOS ET DESSINS
Adja (page 13), A.f.p. (pages 8, 9, 11, 16), Barrigues (pages 1, 31), Coureuil (pages 14, 17, 18, 23), Pascal Lehr (pages 1, 3, 5), Solo (pages 7, 11).

→

écrans de la télévision ? Pas plus que l'optimisme béat de ces dernières semaines, la dramatisation systématique qui lui a succédé n'est de nature à entraîner la conviction d'une opinion qui attend non pas des mesures de circonstance mais un plan précis permettant de lutter efficacement à la fois contre l'inflation et le chômage. Comme en conviennent aujourd'hui des hommes qui ont été longtemps engagés dans la majorité, la gauche est seule à proposer un tel plan. François Mitterrand l'a rappelé cette semaine dans une déclaration qui a recueilli d'autant plus d'écho qu'elle lui a permis de démontrer que la crise actuelle n'est pas fatale et que la mise en œuvre d'une autre politique permettrait de l'enrayer.

Du coup, rebondissent les supputations, émises depuis quelque temps déjà, suivant lesquelles le candidat de la gauche à l'élection présidentielle pourrait être appelé par Giscard d'Estaing à constituer un gouvernement d'« union nationale » ou même d'« union sacrée ». Hypothèse évidemment absurde, l'histoire nous ayant suffisamment appris ce que signifient de telles formules. La gauche, a dit clairement Mitterrand, n'entend être ni la « roue de secours », ni la « peinture fraîche » de la droite. Tout aussi absurde est l'espoir entretenu par certains de détacher les socialistes de leurs alliés du programme commun. Le document préparé pour les Assises du 12 octobre, et que nous publions intégralement dans ce numéro, est une réponse suffisante à ceux qui auraient encore sur ce point quelque doute.

Restent deux hypothèses que François Mitterrand n'a pas écartées. Celle où la gauche ayant gagné les élections législatives — à leur échéance normale ou à une date plus avancée — constituerait le gouvernement avant la fin du septennat de Giscard d'Estaing. Et celle ou ce dernier, toujours à l'Elysée, confierait de lui-même à la gauche unie le soin d'appliquer, selon son propre calendrier, son programme et ses solutions, l'actuelle majorité présidentielle reconnaissant de ce fait même son échec et son impuissance.

On en n'est pas là. Cependant la force et la logique des propos de Mitterrand ont rendu plus lourd encore le silence de Giscard. La rentrée parlementaire peut lui fournir l'occasion de le rompre. Mais pour qu'il parle, il faudrait qu'il sache quoi dire et donc qu'il sache quoi faire.

CLAUDE ESTIER

Guy Lesage

ON NE PEUT PAS ATTENDRE LE SOCIALISME

(Version abrégée : raisonnements de base)

Ed. Grassin .....5 F

Des raisonnements que tout le monde devrait connaître et comprendre.
Bloquer les prix et augmenter périodiquement les salaires en plus : c'est possible !
Une solution immédiatement réalisable par l'action des travailleurs.
Par correspondance : Ed. Grassin, 50 r. Rodier, Paris (9e).
Joindre 5 F, chèque ou mandat, C.C.P. 157.79.08 Paris
En vente dans les librairies suivantes :

19 r. St. Séverin (5e) — 135 Bd. St. Michel (5e)
26 r. Montholon (9e) — 146 r. fg. Poissonnière (10e)
3 r. Ternaux (11e) — 4 r. Aligre (12e)
14 r. Maison Blanche (13e) — 9 R. Borromée (15e)
7 pl. Clichy (17e) — 371 r. d. Pyrénées (20e)



budget de l'Etat et en partie par les entreprises par une taxe spécifique.

— mise sur pied d'une banque de développement industriel dont les ressources seront constituées en particulier par l'emprunt de 20 milliards et prêtant pour assurer à la fois la garantie de l'emploi et la reconversion dans les secteurs touchés (automobile, bâtiment, textile), supprimer les goulots d'étranglement (acier) et restructurer les secteurs d'avenir (machines-outils, papier, meubles, mécaniques de prévision, électronique, informatique). Une telle banque est nécessaire au lancement d'une vraie politique industrielle.

b) une restructuration de l'industrie française.

A un moment où il convient de réorienter l'investissement vers certains secteurs, on ne peut se contenter de réduire globalement le crédit. Il est urgent de l'orienter sélectivement vers les secteurs d'avenir et la recherche industrielle et ne plus laisser l'aveuglement bureaucratique des banques définir, en fonction de ses propres critères financiers à court terme, le droit de vie ou de mort des entreprises. Les investissements urgents doivent pouvoir être financés par des ressources longues, ce qui n'est possible que s'il est mis fin à la fois au vol de l'épargne et à la politique d'argent cher à court terme.

c) une politique économique extérieure cohérente

Trois aspect majeurs à cette politique :

1°) Sans une refonte complète de la **politique agricole** commune (qu'il faut en particulier fonder sur l'aide à la personne et non plus sur l'aide au produit), les agriculteurs français verront durablement baisser leur revenu. Ce qui est inacceptable. Déjà, il est significatif de la faiblesse économique de la France qu'elle n'ait pu obtenir la hausse des prix agricoles de 8 %, minimum nécessaire à la survie de bien des petites exploitations. L'agriculture est, dans ce monde de pénurie, une des chances de l'économie française. A condition qu'elle soit fortement encouragée vers l'exportation et que les industries alimentaires, source essentielle de la valeur ajoutée, soient développées sur une base nationale et cessent d'être achetées par les grandes entreprises étrangères.

2°) S'adapter aux bouleversements actuels se fera lentement. L'Europe s'engloutira si elle ne tente pas collectivement de préparer cette réorientation. Trois actions sont particulièrement prioritaires :

— émettre des emprunts communautaires pour financer les déficits de payements des pays les plus touchés.

— consacrer une partie des ressources de ces emprunts à une politique régionale, dont l'urgence est aujourd'hui particulièrement sensible.

— négocier collectivement avec les pays producteurs et sans l'intermédiaire des compagnies pétrolières, des accords à long terme. L'Europe a besoin de pétrole. Le Tiers Monde a besoin de technologie. Equiper le moyen-orient d'un réseau de télé-communications coûte 100 milliards de $. L'Europe peut le faire en quelques années.

— donner à l'Inde ou à l'Afrique les moyens d'une autonomie agricole exige des investissements colossaux que les pays arabes peuvent financer avec la collaboration technique de l'Europe. Exaltante aventure !

Une vraie politique à l'égard du Tiers Monde exige de repenser complètement le statut des travailleurs immigrés, en particulier en leur accordant un certain nombre de droits politiques.

3°) Le redéploiement de nos exportations ne se fera pas en un an. Raison de plus pour l'entreprendre et l'accompagner d'une analyse très soigneuse de nos importations. L'incohérence de nos importations de viande au cours des dix dernières années n'est plus à souligner. On importe des remorques alors qu'une entreprise française du même secteur est obligée de fermer ses portes.

C'est tout notre commerce extérieur qui est à repenser en relation avec la politique industrielle volontaire dont je viens de parler si l'on veut éviter que les secteurs les plus modernes de l'économie française tombent entre les mains d'entreprises étrangères.

Devant les aléas du monde moderne, c'est consciemment et non pas par des mesures ponctuelles et changeantes que seront assurés à la fois la sécurité et le changement de l'économie française.
Il est inadmissible que le commissariat au Plan soit aujourd'hui laissé sans responsables, sans directives, qu'il n'existe aucun calendrier de préparation du VIIe Plan alors qu'il commencera le 1er janvier 1976 ! L'absence de prévision énergétique sérieuse dans les années récentes se fait aujourd'hui cruellement sentir. Veut-on voir se renouveler de telles erreurs ?

Il convient de réunir dès le mois d'octobre 1974 les commissions de la préparation du VIIe Plan dont les trois missions essentielles devraient être :

1) Réduire les gaspillages
2) Tendre vers l'autonomie du développement
3) Une production plus équitable

1) Les gaspillages sont partout dans la société française. Ils vont bien au-delà de la consommation d'essence pour les particuliers. Les vrais gaspillages, ce sont les luxueux guichets de banques, les séminaires de P.D.G. à l'étranger, les subventions à fonds perdus à Dassault, les yachts dans les ports et les importations des voitures de luxe. Les plus riches gaspillent. C'est à eux qu'il faut s'en prendre et non pas seulement à la dérisoire consommation du dimanche des travailleurs.

2) L'autonomie extérieure. Il faut tirer la leçon de la crise actuelle: la France n'a pas de commerce extérieur solide malgré les apparences. Il faut entreprendre la constitution d'une industrie exportatrice digne de ce nom ; c'est-à-dire dont la production soit indispensable à nos partenaires. La création d'un holding public de la machine outil, la maîtrise du crédit, le renforcement du secteur public sont les bases d'une telle politique. Il n'est que trop urgent de l'organiser.

3) Enfin, seule une réorientation planifiée de la production vers des biens plus durables, plus collectifs, moins consommateurs d'énergie et d'importations pourra effectivement épargner à la France les conséquences à long terme d'une dépendance internationale. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Une telle réorientation suppose une justice sociale et une association de tous aux responsabilités dans l'entreprise et dans l'Etat incompatibles avec le maintien des privilèges actuels. Le retour à l'abondance par l'avènement d'un nouveau modèle de civilisation reste un objectif possible à distance.

La crise actuelle de l'économie mondiale rappelle, dans sa brutalité et ses angoisses, que le socialisme a rendez-vous avec l'Histoire.

FRANÇOIS MITTERRAND

UN BARON DANS SON FIEF

Elections - La Baule

(de notre envoyé spécial)

Provocateur !... A l'usine... » C'est en ces termes que les 3 000 personnes venues écouter François Mitterrand, lundi dernier, à la Chapelle-des-Marais (Loire Atlantique) ont conspué Olivier Guichard. Elles n'ont visiblement pas apprécié la démonstration à l'issue de « leur » meeting.

Malgré la tempête qui avait sévi depuis le matin, des paysans, des pêcheurs, des ouvriers, des paludiers et beaucoup d'autres s'étaient donné rendez-vous dans ce village de la Brière de 2 500 habitants. A six jours de l'élection législative partielle qui opposera essentiellement, dans la 7e circonscription de la Loire-Atlantique, le candidat socialiste Philippe Segrétain à l'ancien ministre de l'Equipement, la foule enthousiaste [illegible] sée dans ce vaste garage d'autocar [illegible] gnait que la dynamique de la gauc[illegible] pas retombée après les élections p[illegible] tielles.

Succédant au candidat qu'il était venu soutenir, François Mitterrand a pris la parole dans un tonnerre d'applaudissements.

La réunion touchait à sa fin. L'assistance s'était levée et entonnait l'Internationale. C'est alors que des remous et des sifflets se firent entendre au fond de la salle. Olivier Guichard, s'avançait jusqu'à la tribune.

Une affaire de famille

La vanité de son intervention crevait les yeux. Aussi bien n'explique-t-elle pas la manœuvre de ce candidat plus préoccupé de son retour sur le devant de la scène politique que d'un succès électoral qu'il considère comme acquis. Ce geste de « bravoure » semble plutôt destiné aux godillots de l'U.d.r. toujours en quête d'un leader pour remplacer un Sanguinetti de plus en plus contesté par les siens. Et ce n'est pas Poniatowski, dont le fils a épousé Constance Guichard, fille d'Olivier, qui se plaindrait d'une telle succession à la tête du premier parti de la majorité. Ainsi pourrait-il mieux en finir avec l'U.d.r., dont il s'est juré d'avoir la peau !

Toutes ces magouilles parisiennes échappent naturellement aux électeurs de La Chapelle-des-Marais. Pour eux, Guichard est surtout un des responsables de leurs difficultés. Un homme dont les hautes responsabilités politiques et gouvernementales n'ont pas été très profitables à la région. Maire de La Baule depuis 1971, Guichard a été élu député de la 7e circonscription, celle des premiers contreforts bretons, en 1967 et réélu sans problème, en 1968 et 1973 dès le premier tour.

Il faut dire que l'opposition de gauche revient de loin dans cette région. Mais elle en revient vite. Elle est passé de 6 340 voix en 1968 à 11 800 voix en 1973, soit un peu plus du quart des suffrages exprimés. Le 19 mai dernier, Mitterrand obtenait 37 % dans la

En Loire-Atlantique, la gauche revient de loin, mais elle en revient vite.

circonscription. La progression de la gauche s'accélère donc, mais le délai de quatre mois s[illegible]ffisant pour lui faire franchir [illegible] ? C'est un espoir un peu [illegible]nt les milliers de partisans [illegible]oir, en entendant le secré[illegible]s., Jean-Claude Routier-Leroy, leur rappeler la victoire du socialiste Charles Josselin sur René Pleven dans un autre département breton. Pleven, l'homme du pouvoir qui semblait, lui aussi, invincible...

Ce ne sont pas les motifs de mécontentement qui manquent, dans la circonscription. Guichard déclarait, au Croisic, le 21 septembre, devant une petite salle de supporters somnolents : « Nous avons dans cette région la chance d'être relativement protégés en matière d'emploi. » Fier aplomb ou humour noir ? En fait, la situation de l'emploi s'est considérablement dégradée dans la région ces derniers temps. Encore faut-il préciser que, qui dit emploi, dit Saint-Nazaire. Le secteur tertiaire est en effet pratiquement ignoré dans la presqu'île guérandaise et dans la Brière. A l'exception du tourisme, essentiellement destiné aux personnes aisées — « parler de tourisme de luxe n'a rien de péjoratif », explique Guichard — et qui fournit des emplois saisonniers particulièrement mal rémunérés.

Qu'a fait Guichard pour sauvegarder l'emploi dans « sa » région ? Il a dissuadé Renault d'implanter une usine à Nantes, comme la Régie en avait manifesté l'intention en 1964. Le patronat local n'aurait pas apprécié la présence d'une entreprise réputée pour bien payer ses travailleurs. « On fait plutôt dans le Smic chez nous », explique un jeune travailleur contraint de courir d'une agence d'intérim à l'autre. Ces agences ont proliféré dans la région. On y trouve surtout des jeunes qui n'ont le choix qu'entre cette mauvaise solution et leur départ pour quelque lointaine métropole industrielle.

Les femmes n'ont même pas cette chance. Sur 1 983 demandeurs d'emplois recensés en juin, on comptait 1 282 femmes. Une simple annonce pour la création de 20 emplois féminins à Herbignac n'a pas reçu moins de 400 réponses. La crise actuelle qui frappe la région de plein fouet n'est pas pour les inciter à l'optimisme.

La Semm, entreprise de construction de caravanes appartenant à Trigano a fermé ses portes (voir « l'Unité » nº 102). Sur les 630 travailleurs de cette entreprise, le groupe Maury-Garnier, spécialisé dans les machines agricoles, n'en a conservé que 480 lorsqu'il a « repris » la Semm. A cette réduction des emplois s'est ajoutée une baisse de 10 % des salaires et une prolongation de 40 heures à 43 heures de la semaine hebdomadaire.

Le "désert de l'Ouest"

L'industrie aérospatiale souffrante n'a pas permis, comme l'avait imprudemment annoncé Guichard, de faire de Saint-Nazaire « un petit Toulouse ». Les difficultés du Corvette et du Concorde ont amené la Snias à envisager des réductions d'emploi. L'inquiétude est vive à Saint-Nazaire où cette société emploie un peu plus de 3 000 personnes sur le Concorde et le Corvette justement, mais aussi sur l'Airbus et le Mystère 20 de Dassault. Une délégation de syndicalistes de la Snias s'en est entretenue avec François Mitterrand lors de son passage, lundi, à la mairie de Saint-Nazaire.

« Le petit Toulouse » n'est pas la seule expression malheureuse de Guichard. Posant la première pierre — une de ses spécialités — de l'Atlas (atelier très lourd d'assemblage) que Babcock Atlantique devait implanter à St-Nazaire, il avait prédit la disparition « du désert de l'Ouest ». Cet atelier, destiné à fabriquer des grosses pièces de chaudronnerie pour le nucléaire et la pétrochimie devait être une source privilégiée d'emplois. Las, après que 6 millions eurent été investis dans les fondations de l'Atlas, « capable de contenir dix Arcs de triomphe », le choix du gouvernement français en faveur de la filière américaine de réacteur nucléaire mettait fin aux espoirs nés en ce « jour historique » (dixit la presse locale) de septembre 1971. Et les fondations ont été reconverties en parking... Babcock Atlantique, qui comptait 1 200 emplois qualifiés, a fermé ses portes en juin 1973. D'autres fermetures ont suivi : Francisol à Trignac, Provimi à l'Immaculée, les conserveries Falcone à La Turballe (fin août) et une dizaine de P.m.e. du bâtiment ces derniers mois. Il est à craindre que les restrictions de crédit décidées par le gouvernement ne frappent de plein fouet l'économie régionale, amenant d'autres P.m.e. à fermer leurs portes et à gonfler, par là même, le nombre des demandeurs d'emplois.

La situation est d'autant plus alarmante que les créations d'emplois en perspective sont plutôt minces. Guichard parle beaucoup de l'implantation d'Eaton, entreprise américaine de boîtes de vitesses, qui devrait créer entre 600 et 1 000 emplois. En réalité, le vice-président mondial d'Eaton a déclaré qu'il n'était pas question d'en créer plus de 400. Et encore les premières embauches ne

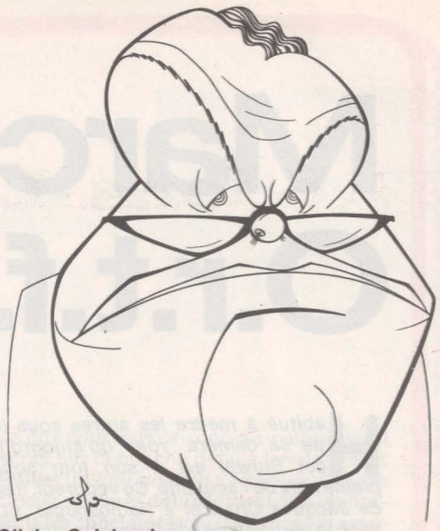


Les marais salants du pays de Guérande (Loire-Atlantique).

devraient-elles pas se faire avant l'automne de l'année prochaine.

La politique néfaste du gouvernement, si elle frappe durement les ouvriers, n'atteint pas qu'eux. Dans cette région d'élevage, les paysans, dont les charges augmentent tandis que leurs revenus baissent, ne cachent pas leur mécontentement. La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles est d'ailleurs en désaccord avec son responsable national, Michel Debatisse, jugé trop indulgent envers la politique agricole du gouvernement. Un groupe de responsables paysans dénonce, dans le journal de Philippe Segrétain, la spéculation foncière, le sous-équipement des campagnes et l'endettement croissant des agriculteurs qui aboutit à l'asphyxie des petites exploitations familiales.

Les paludiers des marais salants sont directement menacés. Ces marais constituent l'arrière-pays de la presqu'île guérandaise. La rocade autoroutière souhaitée par Guichard pour dégager la circulation trop dense de La Baule en période estivale — deux mois par an — condamnerait le tiers des marais. Les moindres prétextes sont utilisés pour décourager les paludiers. Des dizaines de milliers de tonnes de sel importées de Sicile et de Hollande par des négociants et jetées à moitié prix sur le marché local ont porté un rude coup aux 250 paludiers qui récoltent, dans cette région, 20 000 tonnes de sel par an. Ceux-ci s'évertuent à démontrer que le micro-climat qui a fait la gloire de La Baule est étroitement lié à la présence des marais. La teneur élevée de l'air en iode, les nuages chassés par la masse d'air chaud que dégagent les marais, le plancton et les micro-organismes qu'ils produisent en quantité, le vivier naturel qu'ils constituent ne sont cependant pas des arguments suffisants pour décourager les promoteurs. A La Baule,



Olivier Guichard.

cette ville où l'urbanisme se développe dans le plus grand « flou juridique », selon l'expression de Segrétain, les terrains du front de mer — devenu un mûr de béton de 7 étages — oscillent entre 10 000 et 100 000 francs le m2. A 3 kilomètres de là, les marais ne valent financièrement rien du tout. Quand on connaît les appétits des promoteurs, on comprend qu'ils soient tentés. Qu'attend Guichard pour s'engager sur l'avenir des marais ? Venue à sa réunion du Croisic à la tête d'une délégation de paludiers, leur porte-parole, Madame Monfort, a pu s'étonner de la méconnaissance qu'il affichait des tracasseries quotidiennes que leur impose l'administration. « Si vous ignorez toutes les choses qui se passent au niveau local, il serait grand temps de vous y remettre ! ».

D'autres encore peuvent s'inquiéter de leur avenir. Ainsi les pêcheurs du Croisic qui, touchés par les restrictions de crédit, pourraient pâtir de la construction d'un port de plaisance en eaux profondes dans cette ville. Comme l'a souligné Mitterrand, les candidats socialistes représentent « une capacité pour des millions de Français de vivre autrement demain ». Il semble bien que ce soit là, en effet, l'aspiration profonde des travailleurs de cette circonscription qui se sentent oubliés par un élu trop « parisien » et trop éloigné de leurs difficultés quotidiennes. Sauront-ils traduire cette aspiration dans leur vote ? C'est un pas décisif qu'il faudrait faire franchir dimanche à 13 % d'entre eux qui ne l'avaient pas « osé » en mai dernier.

JEAN-LOUP REVERIER

Sénat : + 4 pour la gauche

A entendre les commentaires du ministre de l'Intérieur et ceux des porte-parole de la « majorité nouvelle », sur les élections sénatoriales de dimanche, il semblerait que la coalition des droites actuellement au pouvoir ait enregistré un succès. Ces affirmations ne résistent pas à la simple constatation des faits : deux sièges gagnés par le Parti socialiste et deux autres par le Parti communiste, pour un même nombre global de sénateurs, comment interpréter ces chiffres autrement que comme un progrès indiscutable de la gauche ?

Présent dans la quasi-totalité des départements soumis à renouvellement — les candidats étant des radicaux de gauche dans les autres cas — le Parti socialiste enregistre un renforcement général de ses positions. La comparaison entre les résultats des candidats socialistes, ayant obtenu le plus grand nombre de voix en 1965 et en 1974, met en évidence un progrès total de 1852 voix. Ces élections traduisent l'amorce de la remontée de la gauche, sensible lors des élections municipales de 1971. Mais elle ne rend pas compte de la poussée socialiste liée au congrès d'Epinay, aux élections législatives de 1973 et à la campagne présidentielle. Un scrutin intégrant ces données nouvelles ferait évidemment apparaître des progrès nettement plus importants.

Tels qu'ils sont, les résultats de ces élections sénatoriales sont néanmoins satisfaisants. Le Parti socialiste garde tous les sièges qu'il détenait, dans l'Isère, les Landes, la Nièvre, le Nord, le Pas-de-Calais, et le Puy-de-Dôme, où Valéry Giscard d'Estaing n'est pas parvenu à faire reculer l'influence socialiste et où Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, élu avec ses deux colistiers, André Barroux et Gilbert Belin, va entrer au Sénat. Dans les Landes, M. Mirtin, ancien député U.d.r., invalidé puis battu par un socialiste, n'a pas pu s'imposer face à Gérard Minvielle, questeur du Sénat, brillamment réélu. Enfin deux sièges sont gagnés dans la Nièvre — où François Mitterrand avait fait personnellement campagne pour Fernand Dussert et Pierre Petit — et dans la Haute-Loire où René Chazelle, ancien député, est élu.

Au total, par delà la façade de l'optimisme officiel, les élections sénatoriales du 22 septembre 1974, ont marqué un recul incontestable de la majorité présidentielle.

ROGER FAJARDIE

Marcel Bluwal : O.r.t.f. pas mort

Habitué à mettre les autres sous le regard de sa caméra, voici qu'aujourd'hui Marcel Bluwal est à son tour soumis aux pleins feux de l'actualité. Ce vendredi, il est l'invité de Jacques Chancel à Radioscopie. Et surtout, avec la parution de son livre « Un aller » (Stock), il apporte sa contribution aux combats qu'entament les syndicats et la gauche pour sauver l'Office de la déroute où le Pouvoir a décidé de l'entraîner.

— Vous auriez pu écrire ce livre il y a six mois, il y a cinq ans, voire dans deux ans. Pourquoi aujourd'hui ?

— Il y a toujours un moment où un personnage fait converger sur lui de nombreux regards. Alors un éditeur se dit : « Je vais en profiter et faire une bonne opération financière ». Les circonstances d'édition sont donc capitales. Mais ce qui est décisif, et c'est là mon propos, c'est l'opportunité qu'il y avait à écrire ce livre dans la période actuelle. J'ai répondu à l'éditeur : « Je peux vous dire comment, depuis la guerre, à travers la société française et à travers la télévision qui est la pièce maîtresse du dispositif idéologique du pouvoir actuel, un metteur en scène de gauche devient communiste ; ça vous intéresse ? ». Le fait qu'un éditeur ait accepté ce projet clairement exposé prouve que les derniers événements politiques et la récente élection présidentielle font avancer les choses, prouve, comme le dit Gramsci, que « la sphère idéologique change ».

— Au fil des pages, vous développez l'historique de l'O.r.t.f. en terme de dégradation. Et dans le même moment, vous en défendez le principe. N'est-ce pas contradictoire ?

— Une condamnation globale serait fausse. Pourquoi renier, par exemple, la démocratie parlementaire sous prétexte qu'elle fonctionne mal. Après tout c'est une fenêtre ouverte pour parler. Pourquoi ne pas défendre le moyen ? Pour la télévision, j'ai surtout tenu à détruire une légende : en les découvrant peu à peu, on a trop dit que les mass media étaient systématiquement facteur de progrès : c'est faux ; elles peuvent bien sûr faire progresser l'humanité, mais aussi parfois être un instrument de régression sociale et culturelle. J'explique donc que l'O.r.t.f. est un moyen qui, s'il va actuellement à vau l'eau, était encore meilleur à son origine que ce qu'on nous prépare actuellement. Il ne faut pas oublier que l'Office est né d'une charte issue de la Résistance et du Conseil national de la Résistance, qu'il a d'abord permis jusqu'en 1958 de diffuser le répertoire populaire à des gens qui ne le connaissaient pas, qu'il a donc été un outil complémentaire du travail de Jean Vilar ; qu'il a ensuite permis de réfléchir sur l'acquis culturel ;c'est ainsi que j'ai tourné « Don Juan » comme Planchon a monté « Tartufe », avec une distance critique. Tout cela était positif. Et c'est quand il s'en est aperçu que le Pouvoir a décidé d'y mettre fin. Il a lutté contre ce qui avait été mis en place et contre la loi, en un mot contre la notion de service public de l'O.R.T.F. la régression a commencé quand on a vu l'information muselée et soumise aux ordres de l'Elysée.

Dans un second temps, à partir de 1966, l'Etat a déclaré publiquement que l'O.r.t.f. était tenu par des féodalités ; c'était un mensonge et un prétexte pour faire subir aux programmes le même traitement qu'à l'Information : les mettre sous le joug politique. Le premier coup dans ce sens a été porté par Claude Contamine (voir ci-dessous) qui a introduit la prestation de service et la coproduction, faisant ainsi entrer le secteur privé dans la maison. Il a « cassé » les pionniers de la télévision sous prétexte qu'ils étaient communistes — or je ne l'étais pas à l'époque !

L'offensive s'est précisée et affinée après 1968. Le Pouvoir avait compris ce que nous savions depuis longtemps : il n'y a pas de différence entre information et formation, entre journal télévisé et programme télévisé ; dans l'esprit du téléspectateur la notion d'œuvre n'existe pas ; car il conçoit la soirée comme une continuité : la fable du feuilleton, la chanson, Guy Lux, le journal, la pub sont reçus comme un discours linéaire et unique. D'où la nécessité de museler autant la production et la fabrication que les nouvelles.

— Mais devant cette affirmation, les gens au Pouvoir ont toujours prétendu le contraire...

— C'est effectivement ce qui est difficile de comprendre de l'extérieur et que nous avons, nous, subi de l'intérieur. Tout le jeu pour le Pouvoir consiste à s'assurer dans les faits une emprise et un contrôle absolus sur l'O.r.t.f., tout en prétendant publiquement n'en rien faire. Pendant des

Un avant-courrier du privé

« Nous l'avons choisi, affirme André Rossi, pour ses qualités, je vous le garantis, sans aucune arrière-pensée ». C'est de Jean-Charles Edeline, nommé P.d.g. de la Société nationale de production (ex-Buttes-Chaumont), que parle ainsi le porte-parole du gouvernement. Edeline est rond et bonhomme : une vraie caricature de P.d.g. ! En plus il aime les bons cigares. Va-t-il se contenter de faire des ronds de fumée ? Sont-ce là les qualités dont parle Rossi ?

En réalité, il a fait montre, par le passé, d'un talent bien spécifique. A titre personnel, il contrôle 75 salles de cinéma. En tant que patron de l'Union générale cinématographique il en supervise 624. On peut dire sans aucune exagération qu'il se partage pratiquement à égalité avec la société Gaumont le marché national de la distribution cinématographique. Comment en est-il arrivé là ? L'histoire mérite d'être contée.

L'Union générale cinématographique était une société nationale gérée par l'Etat, dont le P.d.g. était Claude Contamine (tiens, tiens !). En 1971, pour 59 260 000 F, le gouvernement l'a vendue aux frères Edeline, moyennant un cahier des charges vague et peu contraignant. Pour cette passation il y a eu des discussions entre l'industrie cinématographique et le ministère des Finances. Qui a présidé ces négociations ? Réponse : Jean-Charles Edeline. Qui était le ministre des Finances de l'époque ? Réponse : Valéry Giscard d'Estaing. Dans le rapport sur le cinéma qu'il a fait à l'Assemblée, lors de la séance du 10 octobre 1973, le député communiste Jack Ralite a pu affirmer : « L'Etat avec l'U.g.c. avait un secteur témoin qu'il a fait mourir pour mieux justifier son transfert. » Acteurs principaux de l'opération : Valéry Giscard d'Estaing et Jean-Charles Edeline. Et quand on demande à Jacques Chirac s'il n'y a pas, derrière la nomination d'Edeline, un risque de privatisation, il ose répondre sans vergogne que c'est là « un procès d'intention ». Rires sur les bancs de la gauche, comme on dirait au Parlement.

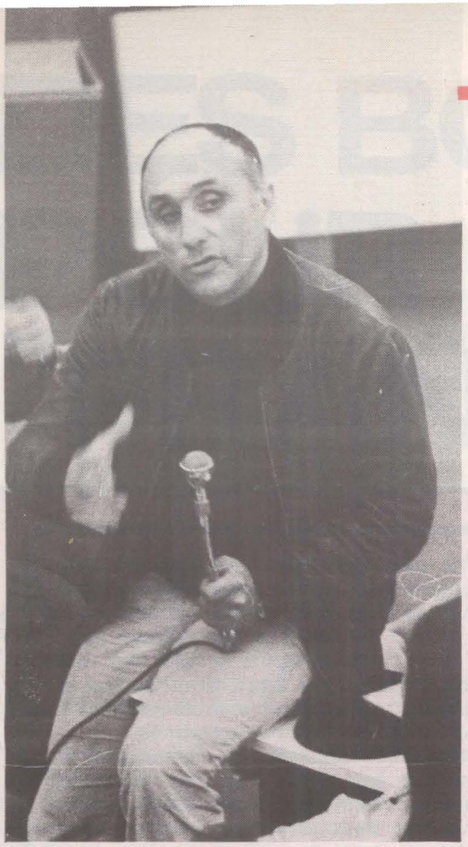
Que dit Edeline lui-même ? Première intention : il veut prouver que la société peut être « rentable ». On peut se demander si ce devrait être là la première préoccupation d'un vrai service public... Seconde affirmation : Edeline ne prendra pas de directeur général car « en bon égoïste qui vient du privé j'assumerai toutes les responsabilités. » (sic !) Une question surgit : une société de production télévisée nationale doit-elle être abandonnée aux mains d'un autocrate ? Enfin, il précise que la société ne restera pas seulement attachée aux trois chaînes de télévision : « Les trois chaînes sont libres, nous aussi ». Une façon à peine voilée d'avouer que ses préoccupations sont uniquement commerciales. Et d'oser conclure : « Je me considère comme le défenseur d'une société d'Etat et non comme l'avant-courrier d'une privatisation. » Non sans ajouter : « Je tiendrai compte bien sûr du privé ».



Jean-Charles Edeline.

Quand il présidait la Fédération nationale des cinémas français Edeline avait multiplié les prises de position hostiles à la politique cinématographique de l'O.r.t.f. Plus tard, en 1973 il a fait entrer l'U.g.c. aux côtés d'Hachette dans la Société Vidéogrammes de France, société originellement constituée par l'Or.t.f. pour organiser l'ère de la vidéo-cassette. Bref, Edeline a toujours fait le jeu du privé au détriment des deniers publics. Par quel miracle deviendrait-il soudain un apôtre de l'intérêt commun ?

J.P.-L.



années, on nous a donc dit à grand renfort de discours que la télévision était libre, alors que dans la réalité on mettait en place des structures et des hommes pour la cadenasser. L'illusion a duré tant que le discours des mots a réussi à masquer le discours des faits. La dernière réforme ne peut plus rien cacher : elle avoue au grand jour les intentions réelles des gouvernants.

— Vous employez à ce propos dans votre livre une expression frappante ; vous dites que maintenant « la censure a été déléguée à l'argent ». Pouvez-vous préciser votre analyse ?

— Le régime a coiffé la casquette de censeur, le jour où il a supprimé « La caméra explore le temps ». Ont suivi des cascades de mises au frigidaire, de suppressions d'émissions. Sous des formes diverses. De Bresson ne cachait pas ses intentions et déclarait tranquillement : « Je ne suis pas conservateur, je suis réactionnaire ». Arthur Conte voulait faire chanter la France, ce qui est une autre forme de censure. Mais toutes ces manœuvres pouvaient être facilement dénoncées comme politiques. Ce n'était pas très habile.

Au cinéma par contre, la censure est plus subtile ; le producteur se retranche derrière des arguments financiers : « Mon public n'apprécie pas les films politiques ou les films sérieux ; il aime la fesse ! » Le producteur s'abrite donc derrière les chiffres de la recette. C'est l'argent qui tranche. Le Pouvoir s'est donc décidé à introduire ce processus à l'O.r.t.f. C'est ainsi que nous aurons désormais à faire à une fausse télévision privée qui fonctionnera sur les normes de l'esprit de profit... avec de l'argent public. N'importe quel économiste peut démontrer que ce n'est pas viable. Mais, si le Pouvoir a décidé de trancher dans le vif, vingt jours après l'élection présidentielle, c'est parce que le suffrage populaire lui avait démontré que sa majorité est extrêmement fragile, c'est parce qu'il espère par le moyen des mass média gagner 2 à 3 % aux élections à venir.

— Faisons un peu de politique-fiction. Vous parlez, à propos de la réforme Giscard, d'irruption de la mentalité de profit dans la gestion de l'argent public. Quelles seront, selon vous, les modalités d'application de cette opération ?

— Les intentions étant claires, on peut décrire une méthode. Jean-Charles Edeline a parlé (voir ci-contre) ; je constate qu'il a parlé comme un producteur et un vendeur, comme quelqu'un qui fait du profit et qui l'investit ; il n'a pas parlé en homme qui prête des services aux chaînes pour fabriquer des émissions ; dans sa bouche il n'est plus question de service public. P.d.g. d'une société anonyme sans cahier de charges qualitatif, il va donc coproduire avec l'extérieur. L'extérieur, pour la Société anonyme de production, c'est bien sûr les chaînes, mais c'est aussi le cinéma, la publicité, le porno, etc. D'après la loi il n'y a plus aucune différence entre Buttes-Chaumont et la société Gaumont. Il est donc évident que Jean-Charles Edeline va se comporter comme un producteur et qu'en tant que tel il aura droit de regard sur le sujet des émissions, sur le choix du réalisateur et de la distribution. C'est bien l'argent qui va décider.

— Comment les réalisateurs de télévision vont-ils travailler maintenant ? Certains vont-ils échapper à la trappe ?

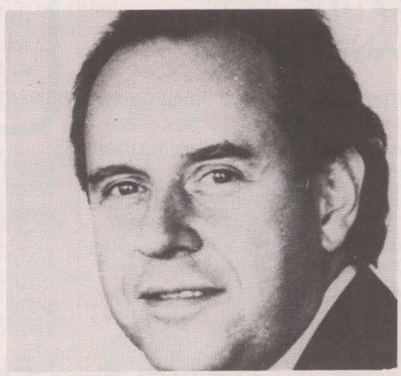
— Je suis de ceux qui ont été le secours technique de cette maison à ses débuts, quelqu'en soient les structures successives. Je reconnais que nous avons été parfois un alibi politique et que nous nous sommes autocensurés. Mais personne n'a jusqu'ici réussi à nous faire taire complètement. Il se peut donc qu'on nous supporte encore. Mais rien n'est sûr. Et il va falloir se battre. Si nous nous battons, ce n'est d'ailleurs pas tant pour nous que pour tous ceux qui se maintenaient un sparadrap sur la bouche depuis longtemps et qui espéraient un jour pouvoir l'arracher. Soyons lucides : nous sommes actuellement 300 réalisateurs ; seuls les spécialistes de la vidéo sont assurés de rester en place. Pour tous les autres, c'est la bouteille à l'encre. Et telle exception faite à la déroute générale ne saurait nous faire cesser de nous battre.

— Vous avez rajouté une bande en forme de slogan sur la couverture de votre livre : « O.r.t.f. pas mort ». Y a-t-il encore un espoir, vraiment ?

— Jusqu'ici nous n'avons pas fait une télévision révolutionnaire ; tout juste fabriquions-nous des émissions progressistes. Cela n'a même pas été supporté et les réformes successives prouvent qu'il n'y a rien à attendre du Pouvoir actuel. Mais l'espoir est ailleurs : la gauche unie propose l'établissement d'une Société nationale de radio et de télévision. Elle assurerait la pluralité d'expression des opinions et ceux qui la dirigeraient seraient déliés des rapports de sujétion au pouvoir politique. Là est la seule voie possible.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

"Pour faire du Guy Lux"



Claude Contamine.

Claude Contamine vient d'être nommé P.d.g. de la 3e chaîne. Ce n'est pas un inconnu à l'O.r.t.f. Dans « Un aller » (Stock), Marcel Bluwal raconte le remplacement d'Ollivier par Contamine, à la direction des programmes, en 1964. Instructif !

« Contamine avait été chef de cabinet de Peyrefitte. D'un seul coup, la préoccupation politique directe faisait son entrée en force à la télévision. (...)

Le premier slogan, parmi tant d'autres qui vont suivre, sera : « Il faut passer à l'ère industrielle : la télévision française, ça a été très bien ; mais l'artisanat, c'est terminé ! » Contamine affirme sèchement, devant un aéropage de réalisateurs qu'il a tout de suite réunis dans son bureau — une trentaine environ —, ce nouveau mot d'ordre. C'est un curieux homme dont on devine, derrière le goût du paradoxe, les affirmations péremptoires, le ton cassant et froid, qu'il n'est pas si entier que ça. Il résume sa politique en nous disant : « Je suis là pour faire du Janique Aimée. » Janique Aimée, c'était le Noëlle aux Quatre-Vents de l'époque — le premier feuilleton familial de la télévision — et, dans la bouche de Contamine, cette phrase impliquait un mépris du public très affirmé. Il complète en assenant : « Et je suis là pour faire du « Guy Lux ». « Nous nous retrouvons debout, Prat et moi, je me souviens. « Dans ces conditions, nous ne voyons pas ce que nous faisons ici. » Et d'esquisser un mouvement vers la porte. On nous retient. On affirme que c'était une image, que la mission de l'Office restera la même... Nous nous rasseyons. (...)

Mais l'intention gouvernementale est claire.

Elle va se traduire immédiatement par la suppression de « La Caméra explore le temps ».

C'est une sensation. Mais Contamine et le gouvernement ont décidé de frapper sur la table et de couper court par l'intimidation à toute velléité de révolte : Lorenzi est communiste, « La Caméra » l'émission la plus célèbre et la plus suivie de la télévision, Contamine va en faire la plus regrettée. Le mouvement d'opinion est énorme dans le pays (...)

C'est de l'« ère Contamine » que datent deux décisions parmi les plus graves qui aient affecté l'avenir de la télévision. Toutes deux sont basées sur l'hypothèse de travail que permet le nouveau statut de l'Office : réduire la capacité de combat des personnels et satisfaire certains intérêts privés. (...) »

changer la vie sociale et économique

IMMIGRATION : TOUJOURS SUSPENDUE

A peine un mois après les déclarations ronflantes du secrétaire d'Etat à l'Immigration sur la nécessité d'accorder « les mêmes droits sociaux et humains aux immigrés », le gouvernement passe à l'action. Il vient de prolonger la suspension de l'immigration qui devait prendre fin le 30 septembre. De plus, les familles n'ont plus le droit de venir rejoindre le travailleur en France.

« Encore une opération publicitaire » dénoncent simultanément la C.g.t. et la C.f.d.t.

FRAUDE A ANNONAY ?

Une information judiciaire va-t-elle être ouverte aux Tanneries françaises réunies ? Une question que chacun se pose maintenant. Car il est pratiquement prouvé que des opérations frauduleuses sont à la base du trou dans les comptes des Tanneries. « De toute façon, commente Guy Moineau, secrétaire de la Fédération C.g.t. des cuirs et peaux, cette nouvelle donnée ne regarde pas les travailleurs. Ils n'ont pas à payer la mauvaise gestion d'une équipe dirigeante. Encore moins ses malversations. »

Pour la première fois depuis la guerre de 1939-45, le Conseil national du cuir s'est réuni. Les syndicalistes comptent bien se battre pour obtenir une harmonisation des salaires et conditions de travail dans la profession.

Annonay plus que jamais, se bat pour ses 490 tanneurs. Le 25, une manifestation a réuni une foule nombreuse venue manifester son soutien et apporter les fonds réunis dans le cadre de l'opération « 50 millions pour les tanneurs ».

Au ministère de l'Industrie, on a demandé aux syndicats de se manifester en fin de semaine : juste avant les élections législatives qui doivent se dérouler dans l'Ardèche. Nul doute que le dénouement est proche. Mais les tanneurs restent mobilisés. Ils se méfient des solutions de dernier moment qui pourraient bien n'être qu'un coup de bluff pour aider le député U.d.r. en place à se faire réélire.

LA FORMATION PERMANENTE « DETOURNEE »

A côté des grands conflits qui opposent plusieurs centaines de travailleurs au patronat, la grève des formateurs de l'Irap (Institut de recherche et application de promotion) contre 8 licenciements risque de passer inaperçue. Pourtant l'enjeu de cette grève dépasse largement le cadre de cette entreprise.

Au départ, une association régie par la loi de 1901, subventionnée par les ministères du Travail et de l'Education nationale. Son but : offrir aux entreprises des cours d'alphabétisation pour les immigrés et de formation générale pour les O.s. et la maîtrise.

Trois ans après sa création, l'Irap compte une centaine de salariés à Paris et dans toute la France. Une entreprise en plein développement.

Mais tout se gâte quand les formateurs de l'Irap s'aperçoivent que leurs cours ne servent pas forcément les intérêts des travailleurs. Un jour, on leur demande de former des animateurs, employés chez Citroën. A priori, ils se méfient. Fortement syndiqués à la C.f.d.t. (la C.g.t. vient de monter une section), ils connaissent la réputation antidémocratique de cette entreprise. Renseignements pris, ils s'aperçoivent qu'il s'agit, en fait, de former des agents d'encadrement « maison », adhérant à la C.f.t., qui devront par la suite prendre en main les travailleurs immigrés dès leur arrivée chez Citroën. Un bon moyen de les mettre au pas.

Un mouvement de protestation naît au siège de l'Irap. Parallèlement, la direction fait savoir qu'elle a besoin d'une main-d'œuvre plus souple. Des intérimaires feraient mieux son affaire et huit licenciements de titulaires sont annoncés.

Aussitôt, les formateurs répondent par la grève. Mais leur lutte est difficile : les cadres de l'Irap, comme par hasard substantiellement augmentés avant l'annonce des licenciements, acceptent de faire cours à la place des grévistes. Quant au directeur, il reste introuvable.

Face à cette situation, les salariés de l'Irap s'organisent. Ils ont rencontrés les employés d'autres entreprises de formation permanente auxquels se posent les mêmes problèmes. Un comité de soutien a été créé. C.c.p. La Source 30 348 82 - A l'ordre du Saclep-soutien Irap.

LES FLICS A CADUCEE (SUITE)

Après notre enquête sur la médecine policière et la firme Sécurex **(voir « l'Unité du 6 septembre)** nous venons de recevoir d'un de nos lecteurs, médecin, la photocopie d'une lettre qui lui est parvenue. Elle montre, si besoin est, les dangers de cette forme très spéciale de médecine patronale.

En date du 19 août 1974 et à en-tête de « M. & R. Dekytspotter et fils, approvisionneurs de navires » à Dunkerque, cette lettre a été adressée au Dr J.B. En voici le texte :

« Notre attention est retenue par les fréquentes absences de Monsieur Georges X.

« Nous recevons aujourd'hui un nouvel avis d'arrêt de travail que vous avez signé le 14 août 1974 en tant que médecin traitant. Nous serions intéressés de connaître les motifs qui ont pu justifier ce nouvel arrêt et qui ne sont pas précisés.

« Nous connaissons Monsieur Georges X. comme étant un sujet mauricien, plus enclin à bénéficier des lois sociales françaises plutôt que de travailler pour honorer le contrat de travail qui nous lie et qui doit expirer d'ailleurs prochainement.

« Si nous ne recevons pas une réponse satisfaisante pouvant justifier ses absences, nous serons obligés de renoncer à renouveler son contrat de travail. C'est pourquoi nous attachons une importance toute particulière à la réponse que vous voudrez bien nous faire en toute confidence. »

Cette lettre, raciste à souhait, est bien évidemment signée d'une manière tellement illisible qu'il est impossible de savoir si elle émane d'un médecin ou d'un directeur de personnel trop zélé. Est-il besoin d'ajouter qu'elle a reçu une réponse plutôt sèche ?



● Au moment où les luttes sur l'emploi sont plus que jamais à l'ordre du jour, une petite brochure retrace la lutte des ouvriers de Salamander, à Romans. Publié par les Claj (69, rue de Condorcet, Paris 9e, 878.59.46), vendu 5 francs, un documentaire intéressant.

DES BOUÉES POUR "FRANCE"

Grèves

De notre envoyé spécial

Ainsi, le « France » ce n'est pas tout à fait fini. Enfin, cela dépend. Tout à fait pour Jacques Chirac. Pas du tout pour Michel Poniatowski. Ainsi dimanche matin, le sous-préfet du Havre, qui téléphonait sans cesse à Matignon pour prendre les ordres, interdisait à un prêtre de monter à bord pour dire la messe. L'après-midi, après une autre communication téléphonique, celle-là avec le ministère de l'Intérieur, le même sous-préfet se décidait à autoriser les parlementaires communistes à rencontrer les marins du France.

A la même heure, lundi à Saint-Etienne, Michel Poniatowski tenait absolument à parler du « France ». Soudainement le problème ne pouvait plus attendre. Et il déclarait : « J'ai soumis au Premier ministre un projet d'étude de la Datar (délégation à l'aménagement du territoire) qui tendrait, avec le concours de deux sociétés, et après épuration de la situation présente, à prévoir l'utilisation du « France » en direction des loisirs sociaux. Cela suppose un autre style de personnel, le désarmement du navire tel qu'il existe continuera ».

Ainsi les syndicats C.g.t.et C.f.d.t. des marins n'avaient donc pas tout à fait tort. Eux qui s'étaient opposés, en 1957, à la mise en chantier d'un unique paquebot de ligne, du type « France », avaient donc bien fait en présentant, à plusieurs comités centraux d'entreprise de la Transat, un plan d'économie de charges. Et en demandant que son exploitation se tourne vers un tourisme moins aisé. Il ne leur aura fallu que 13 jours de grève pour que le ministre de l'Intérieur daigne s'en rendre compte. Et passe au-dessus de son Premier ministre qui, comme un quelconque Messmer avec les ouvriers de Lip, jouait avec les marins du « France ».

Au Havre, lundi à 8 h 30, le France a appareillé. Le vent, avec des rafales de force 8 à 9 forcissait. La deuxième ancre du bord avait déjà été mouillée. Et les prévisions météorologiques, en ces jours d'équinoxe, s'annonçaient mauvaises. Les marins ont gagné le large, avec l'espoir de voir enfin des négociations s'ouvrir.

Et pourtant, tout avait été fait pour que le moral du bord craque. Au quai des pilotes, près de l'immeuble de l'administration du port autonome du Havre, des renforts avaient été amenés. Il y avait là la vedette des Affaires maritimes « Coriandre », deux embarcations de la Gendarmerie nationale, la G 59 et la G 21, une vedette des Douanes françaises, la D.f. 4 et même un patrouilleur de la Marine nationale, tout gris, immatriculé P 784. 24 heures sur 24, deux de ces bateaux étaient au large et tournaient autour du « France » pour en empêcher l'accès. Il fallait que la limite des cent mètres soit scrupuleusement respectée.

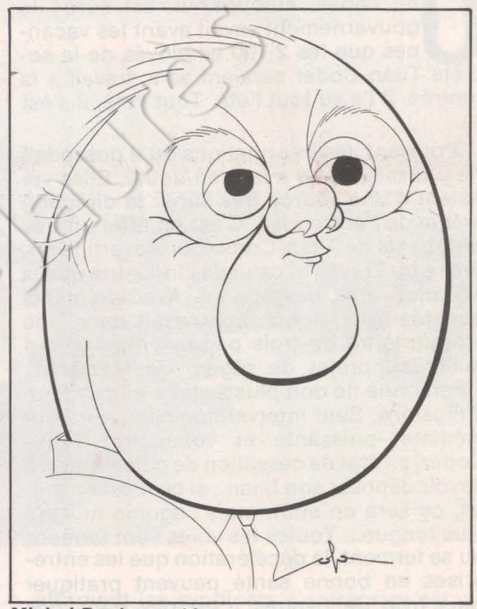
Pendant toute la semaine, les autorités portuaires du Havre, la sous-préfecture, la Gendarmerie maritime et la police des frontières ont fait régner autour du paquebot une ambiance ubuesque. Le mercredi 18 septembre, selon la demande des syndicats et du commandant du bord, le ravitailleur « Citerna 61 » avec à son bord 1 800 tonnes de fuel vint à couple du France. La sécurité du navire pouvait désormais être assurée. Mais, à la même heure, la Compagnie générale transatlantique publiait un communiqué annonçant que les deux croisières et les deux traversées transatlantiques prévues avant la date officielle du désarmement du 25 octobre, étaient purement et simplement supprimées. Plus de 6 000 passagers avaient déjà réservé leur place. C'était le régime de la douche écossaise.

Jeudi, Ubu rejoint Kafka. Les syndicats ont affrêté un chalutier, le « Saint-Joseph » pour porter à bord les 5 tonnes de vivres qu'ils ont recueillies. A 13 heures, ils doivent revenir : les vedettes de la Gendarmerie leur ont interdit le passage, à un demi-mille du « France » — Discussions. Envois de parlementaires. Le « Saint-Joseph » doit rester sagement amarré au quai. Vers 15 h. une manifestation spontanée réunit plus de 3 000 personnes devant la sous-préfecture. Il faut obtenir la levée de ce blocus. M. le sous-préfet est obligé de céder : les vivres parviendront bien à bord. Pas avec le « Saint-Joseph mais avec le « Chaumont », une vedette qui, elle, appartient à la Transat. Les apparences d'autoritarisme sont sauvées.

Pour les marins du « France », loin de leur famille, isolés de toute solidarité, il était difficile de résister à ces manœuvres. Pourtant l'équipage a tenu. Seuls une soixantaine de malades ont été débarqués par la vedette de la Transat. On va enfin discuter. Mais ce sera long et difficile. Pendant le week-end, avant que le « France » ne s'éloigne, vers l'ouest, de la tempête, les femmes de marins, amenaient au siège des syndicats de gros paquets soigneusement ficelés. Dedans, il y avait des pull-overs que les délégués montaient à bord. Dans les derniers jours de septembre, il fait déjà froid en mer.



Le « Saint-Joseph » interdit par la gendarmerie.



Michel Poniatowski.

Mardi, le bateau s'est abrité sur la côte est du Cotentin. En ordonnant au commandant Pettré de rejoindre la rade Brest dès que le temps le permettrait, le Transat a engagé l'épreuve de force. Pour les marins il n'était pas question de céder aussi subitement sans contrepartie. D'autant plus que les propos de Poniatowski ont inspiré d'autres « sauveurs », dont un gros groupe de financiers parisiens.

Le recul du pouvoir et les appétits des apprentis sauveurs n'offrent encore aucune garantie sur l'avenir des marins. Donc leur lutte continue.

NICOLAS BRIMO

Que vont devenir les 1 520 marins ?

Quels que soient les termes de la négociation entre les syndicats et le Pouvoir, le problème des emplois se pose ainsi sur le France.

Actuellement sur les 1 520 membres du personnel naviguant, 365 seraient conservés par la compagnie. Le retrait du « France » rend disponible chez les officiers 3 capitaines, 3 seconds, 8 lieutenants, 3 chefs mécaniciens, 8 officiers mécaniciens, 11 officiers radio, 3 médecins et 10 commissaires du bord.

Le personnel civil est le plus nombreux. 850 personnes, généralement des hôteliers, ne seront pas repris par la compagnie. Ils disposent actuellement du statut des marins et ont donc droit à la retraite à 55 ans. Eloignés de leur famille, obligés à mener une vie déréglée, ils ne veulent pas perdre leurs avantages. A terre, 610 emplois se trouvent supprimés, dont 140 membres du personnel étranger.

Toute possibilité de reconversion du paquebot passe avant par ce problème : que vont devenir ces 1 520 marins ?

L'ACTE D'ACCUSATION

Titan-Coder

(de notre envoyée spéciale à Maubeuge)

Lip, la Transat, Berliet, les Tanneries d'Annonay, Titan-Coder : un scénario classique où caprices, erreurs incompétence des P.d.g. conduisent à la crise. Mais ce sont toujours les salariés — et eux seuls — qui en supportent les conséquences.

Une chose, aujourd'hui, est sûre : le gouvernement savait avant les vacances que les 2 700 employés de la société Titan-Coder seraient sans travail à la rentrée. Il l'a su tout l'été. Tout l'été, il s'est tu.

Pourtant, les informations qu'il possédait ne pouvaient être mises en doute. Elles venaient d'une source très sûre : la direction même de l'entreprise. C'est en effet un des dirigeants de Titan-Coder qui a averti le ministre du Travail et celui de l'Industrie que la situation était désespérée. Avertissements que Marcel Delport renouvelait dans une longue lettre de trois pages, envoyée le 4 juillet au préfet de région de Marseille : « Personne ne doit plus se faire aujourd'hui d'illusions. Sauf intervention extérieure immédiate, puissante et volontaire, Titan-Coder, en état de cessation de paiements, va devoir déposer son bilan ; si ce n'est en juillet, ce sera en août, mais l'agonie ne sera plus longue... Toutes les voies sont fermées ou se ferment, la décélération que les entreprises en bonne santé peuvent pratiquer sans trop de risques n'est pas dans nos moyens ; il ne reste plus que le freinage brutal et nous n'avons pas de ceinture de sécurité... La défiance des fournisseurs, de la clientèle, du personnel se développe à une vitesse vertigineuse ; il ne reste plus que quelques jours avant qu'éclate dans la vie publique française « l'affaire Titan-Coder ».

Un mois et demi après cet avertissement, le 16 septembre exactement, l'affaire Titan-Coder éclate au grand jour. Après la liquidation décidée par le Tribunal de Commerce de Paris, les quatre usines de la société sont occupées, un conflit qui menace d'être long commence.

Que s'est-il passé avant d'en arriver là ? Il faut remonter quelques années en arrière pour le comprendre.

Tout démarre en 1970. Le P.d.g. de l'entreprise Coder, à Marseille, meurt. On découvre alors que cette vieille entreprise familiale, qui fabrique des semi-remorques et s'occupe de réparations ferroviaires, n'est pas aussi saine qu'elle le semble : un énorme déficit d'exploitation apparaît, que seules de graves irrégularités comptables avaient permis de masquer. Plusieurs administrateurs sont poursuivis pour abus de biens sociaux, et Coder doit déposer son bilan. Titan-Frangéco, filiale du puissant groupe des Ateliers du Nord de la France (A.n.f.), accepte alors de reprendre la société Coder en gérance. La société de gérance, la S.n.g.e.c. (Société nouvelle de gestion des établissements Coder) tourne pendant deux ans. Et, après bien des hésitations, Titan-Frangéco, largement aidé par des subventions, reprend officiellement Coder en créant une nouvelle société Titan-Coder. Employant 2 700 personnes au total, cette société possède alors quatre usines, à Marseille, Villefranche-sur-Saône, Maubeuge et Blanc-Mesnil.

A Marseille, où travaillent 1 100 personnes, l'usine est divisée en trois secteurs : le secteur routier qui fabrique des semi-remorques, le secteur des réparations ferroviaires, et le secteur armement qui fournit du matériel à l'armée française. A Villefranche, par contre, on fabrique uniquement des citernes avec un effectif de 600 personnes. A Maubeuge, 850 employés fabriquent en priorité du matériel roulant routier (en particulier des semi-remorques), et des containers. Un ensemble industriel disparate donc, qui, malgré une mauvaise gestion quasiment chronique, arrive quand même à prendre la troisième place sur le marché français de la semi-remorque, dont il fournit 18 %. Aidé, il faut le dire, par le gouvernement qui se montre avec lui prodigue en subventions. Mais le coup par coup, l'absence de coordination entre les différentes usines, l'utilisation au petit bonheur la chance de l'appareil de production, tout cela n'a jamais constitué une politique industrielle. La société accumule des dettes : quand elle dépose son bilan, le passif s'élève à 200 millions de francs : l'équivalent du chiffre d'affaires annuel. Dans les différentes usines où, depuis longtemps, les syndicats lancent des cris d'alarme, c'est la colère.

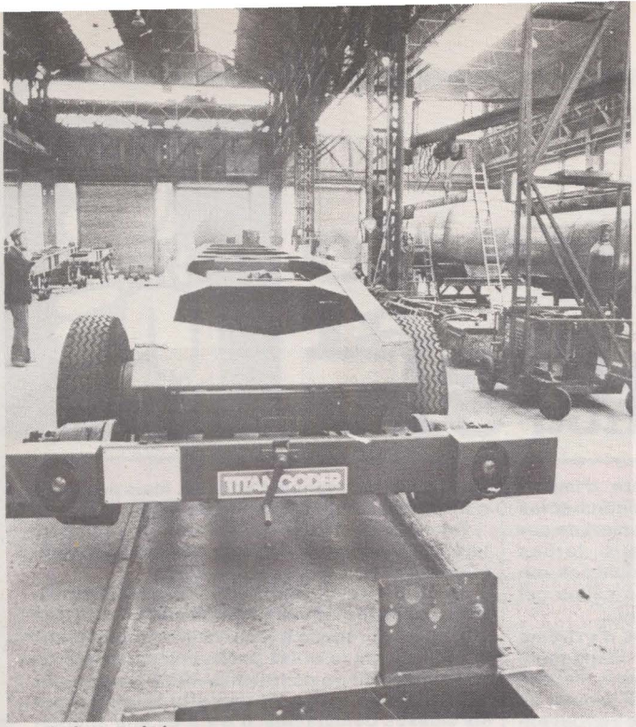
Les fautes accumulées

Et aujourd'hui, le drapeau rouge flotte sur Maubeuge ; il est planté rue d'Haumont, sur les trois étages de briques brunes qui étaient, il y a peu de temps encore, les locaux de la direction de Titan-Coder. Les grilles sont fermées, on n'entre pas sans montrer patte blanche ; depuis le 17 septembre, l'usine est occupée. Et, du local où ils montent la garde à tour de rôle, les grévistes dressent l'acte d'accusation de ceux qui les ont mené là.

« Le gouvernement élimine les canards boiteux, accuse Jean Desbouis délégué C.f.d.t. de l'entreprise. Il élimine les sociétés mal gérées, sans regarder les capacités du matériel de production. On a jugé notre société, alors que ce sont les mauvais gestionnaires qu'il aurait fallu juger. Les canards boiteux, ce sont ceux qui ont démissionné du poste d'administrateur. » Il est vrai que l'usine de Maubeuge est un exemple édifiant de la politique menée par Titan-Coder. Les A.n.f. portent dans l'affaire une lourde responsabilité.

Première faute : lorsque les A.n.f., qui possèdent 40 % des actions, fondent Titan par le biais de Frangéco, ils liquident, purement et simplement, tout le secteur de matériel ferroviaire implanté à l'usine de Maubeuge, fermant ainsi la porte à toute possibilité future de reconversion ou de diversification de leurs productions. En d'autres termes, ils mettent tous leurs œufs dans le même panier. Dans d'autres secteurs de l'industrie ce choix a parfois payé ; mais, parier sur le transport routier contre le transport ferroviaire, c'était une décision que beaucoup aujourd'hui jugent bien hasardeuse. « A l'époque, le choix était valable, dit Tabary, délégué C.g.t. de l'entreprise. Mais aussi alléatoire. Il ne laissait aucun recours en cas de crise. »

Seconde faute : tandis que le marché de la semi-remorque est immense dans les pays en voie de développement et dans les pays d'Europe de l'est, la direction de Titan-Coder s'est contenté de sous-traiter quelques opérations commerciales, notamment avec la Bulgarie et la Chine, sans mettre sur pied un véritable réseau, une politique et une stratégie commerciale à l'étranger compatibles avec sa capacité de p[illegible]ction et l'étendue de sa gamme. Un exemple [illegible] par un responsable syndical, Albert Doudet.



La chaîne arrêtée.



Maubeuge dans la rue.



Cantine occupée.



jour, on nous a dit : il faut faire des bennes basculantes, on peut en vendre autant qu'on veut. Et bien, c'était impossible, nous étions équipés pour en fabriquer dix, et personne n'avait songé à étendre notre capacité de production. Résultat : un marché de plus qui nous a échappé. »

Les autres fautes, il suffit de les énumérer pour mesurer le caractère improvisé et anarchique de la gestion de l'entreprise. En quatre ans, aucun investissement nouveau. Tous les deux ans, changement de directeur. Des prêts bancaires hâtifs et mal négociés, d'où des frais financiers énormes. Une gestion capricieuse, incroyable pour une entreprise de cette taille : après avoir ouvert à grands frais une chaine de fabrication de containers, la direction décide de la fermer. Il faudra l'arrivée du directeur actuel pour qu'elle soit remise en marche, il y a trois mois, à la satisfaction générale.

Le scénario, on le voit, est classique. Comme chez Lip, comme chez Berliet, comme à la Compagnie Générale Transatlantique ou aux Tanneries d'Annonay, les caprices, les fantaisies, les erreurs, l'imprévision et l'incompétence conduisent à la crise. Et tandis que les P.d.g. se font graver de nouvelles cartes de visite, les travailleurs ne sont pas sûrs de pouvoir travailler.

D'autant moins sûrs que la situation de l'emploi, dans le bassin de la Sambre, est plus que préoccupante. « Depuis plusieurs années l'industrie sidérurgique quitte notre région pour les complexes de Dunkerque ou de Fos, dit Emile Leduc, secrétaire de l'union régionale C.f.d.t. En dix ans, nous avons perdu plus de 5 000 emplois. On ne compte plus les entreprises qui ferment leurs portes. Le dernier exemple, la société H.K. Porter, qui vient de fermer. Elle employait 350 personnes. L'usine carrosserie Chausson, qui monte les R 15 et les R 16 et qui devait être le remède à tous nos maux, n'a rien guéri. Elle emploie une majorité d'O.s. et n'embauche plus. On n'embauche plus non plus à la cokerie. »

La solidarité de Maubeuge

Tout ceci explique que la grève Titan-Coder est celle de toute une région. Le 18 septembre, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Maubeuge sous une pluie battante pour le maintien de Titan-Coder. Ce jour-là, dans tout le bassin, les usines, même les plus petites, ont cessé de travailler. Entre 9 h et 11 h, les commerçants de Maubeuge ont baissé leur rideau pendant que sonnait le tocsin. L'archevêque de Cambrai a écrit une lettre de soutien aux membres de l'intersyndicale. Les prêtres de la Sambre ont lu en chaire, pendant la messe, une déclaration commune : « Nous appelons tous les chrétiens à poursuivre avec tous les hommes conscients de leurs responsabilités l'action collective au sein des diverses organisations qu'ils ont choisies. » la municipalité socialiste de Maubeuge a manifesté sa solidarité de multiples manières : entre autres, en organisant une grève administrative, ce qui ne s'était jamais vu. Les commerçants ont envoyé aux ouvriers en grève des camionnettes de vivres, les brasseries Porter ont fait livrer aux portes de l'usine 2 000 bouteilles de bière.

Mobilisée, la ville le restera jusqu'à une solution. Une solution qui doit aussi préserver l'unité de la société Titan-Coder. Ou du moins le réemploi de tous ses salariés. Car, affirment les syndicats, l'entreprise est viable. Seules des erreurs de gestion l'ont menée là où elle est. Personne ne conteste la qualité du matériel fabriqué par Titan-Coder, et surtout pas ses concurrents. Renault, appelé au chevet du malade, s'est récusé, bien que les éclaireurs envoyés par la direction de la Régie aient reconnu à l'entreprise de nombreuses qualités. « Maintenant, dit un responsable syndical, c'est une décision politique que doit prendre le gouvernement. Veut-il ou non maintenir en France l'existence d'une industrie de matériel roulant ? Ou bien Titan-Coder est-il condamné à être découpé en tranches, chacun récupérant le secteur qui l'intéresse ? Ou encore la société deviendra-t-elle, comme son concurrent Trailor, filiale de l'américain Pullman, l'appendice d'un groupe géant étranger ? Ce que nous voulons, c'est une solution nationale, et de cette solution, Renault serait le meilleur garant. »

Mais Renault, qui ne veut pas s'alourdir d'un secteur supplémentaire alors que la crise économique s'aggrave, est plus que réticent.

Pendant 4 ans, à coups de subventions l'Etat a artificiellement maintenu en vie une société que l'incapacité de ses dirigeants avait pratiquement condamnée. Celà lui donnait des devoirs. Qui a contrôlé l'utilisation de ces subventions ? Personne. Qui a surveillé la politique de l'entreprise ? Personne. Comment aujourd'hui faire supporter aux salariés — et à eux seuls — la responsabilité de ces négligences ? Dans cette affaire, quoi qu'il en dise, l'Etat n'est ni spectateur ni arbitre. Mais responsable.

MICHELE BACKMANN

Espagne

La guerre de succession (suite)

De notre correspondant en Espagne.

Impossible, dans ce climat de fin de règne, de raconter toutes les anecdotes qui font les bonnes conversations à Madrid. Il y en a pourtant des significatives. Lorsqu'une délégation de la « Conférence démocratique » — l'opposition centriste — rendit visite à Don José Maria Areilza, comte de Motrico, une des personnalités les plus influentes du clan monarchiste, l'ancien ambassadeur d'Espagne à Washington et à Paris, il leur tint à peu près ce langage pour refuser de les rejoindre : « Comme vous le savez, mon chemin vers le pouvoir politique passe par la « Zarzuela » (en castillan : Vaudeville, en catalan : bouillabaisse) palais du prince Juan Carlos — Et il ajouta, sans espérer la moindre réponse, « Je sais que vous pourriez me dire qu'à la solution monarchique, il manque l'appui populaire. Vous avez sans doute vos propres arguments. Mais en tout cas, je ne rejoindrai pas la conférence démocratique pas plus que tout autre organisation dans laquelle ne serait pas compris le parti communiste. »

Ce récit résume parfaitement les contradictions et la complexité de la situation actuelle en Espagne. Confronté à la lente agonie du franquisme, à la mort politique du Caudillo, chacun réagit, chaque clan se reclasse.

Le 13 septembre, dans la rue Correo de Madrid, juste en face de la direction générale de la sécurité — la police politique — une bombe soigneusement camouflée dans un drugstore, explose. C'est l'attentat le plus meurtrier depuis la guerre civile : 11 morts et 85 blessés et parmi eux 11 fonctionnaires de la police. Pour les autorités, l'explication vient de suite : c'est un coup de l'E.t.a., l'organisation nationaliste basque, dont les militants subirent le procès de Burgos en 1970. Mais personne à Madrid n'y croit : jamais les attentats de l'E.t.a. n'ont fait de victimes parmi la population civile. Et l'arrestation de huit personnes, membres supposées ou non de l'E.t.a., lundi à Madrid, ne prouve, elle non plus, rien. Deux autres hypothèses sont, par contre, plus plausibles : un groupe anarchiste d'extrême-gauche ou d'extrême-droite. Cet attentat ressemble comme un frère à ceux de « l'Ordine Nero », l'Ordre noir. (voir l'article sur les nazifascistes en page 18)

En lui-même, l'attentat n'a guère d'importance. Il est plus intéressant d'en chercher les conséquences politiques. En fait, la mort de ces 11 personnes ne profite qu'aux forces d'extrême-droite, à celles qui ne veulent pas voir le pays parvenir à la démocratie, à celles qui depuis 35 ans profitent du franquisme.

Deux tendances parmi ces forces d'extrême droite. L'extrême-droite fasciste espagnole possède un organe « Fuerza Nueva », hebdomadaire dirigé par Blase Pinar, frère jumeau de « Minute ». Autour de ce groupe se retrouvent diverses associations, comme la « Fraternité sacerdotale », qui compte 7 000 prêtres et évêques en lutte contre la hiérarchie catholique actuelle. Et certains milieux militaires qui se regroupent autour de deux généraux aujourd'hui à la retraite Iniesta Cano et Perez-Vineta. Elle possède même ses groupes de choc avec des organisations comme le Parti espagnol national syndicaliste et les guérilleros du Christ-Roi, auteurs d'opérations de commandos contre des journaux et des librairies. Dans le pur style nazi de l'Allemagne des années 30.

Avec eux, du moins très proche d'eux, on retrouve la Camarilla du Pardo : la famille Franco et ses affidés. Durant la maladie du général Franco, ce clan s'est appliqué à empêcher toute mesure, même les plus timides, d'ouverture et de libéralisation. Pour eux, une carte de réserve : le Duc de Cadix, le prince Alfonso de Bourbon Dampierre qui a épousé la petite fille du Caudillo. Homme-orchestre de ces manœuvres le gendre de Franco, le chirurgien Christobal Martinez-Bordiu, marquis de Villaverde. Affairiste notoire, il a tenté à plusieurs reprises et réussi à s'opposer aux velléités progressistes de certains ministres du gouvernement.

Certains se demandent à Madrid ce que cachait l'attentat de la Calle Correo. Il est possible que ces milieux ultras souhaitaient en profiter pour tenter un coup de force. Mais en réalité, les rapports de force leur sont actuellement défavorables. Y compris dans l'armée encore secouée par le limogeage bruyant du général Diaz Alegria. Les occasions ne leur ont pourtant pas manqué pour tenter une telle opération durant les derniers mois : l'attentat de décembre 1973 contre l'amiral Carrero Blanco, le véritable homme-clef du régime franquiste ; la maladie du Caudillo et maintenant l'attentat. Mais personne n'a voulu les suivre dans cette voie.

Peu importe finalement la cause de ces attentats. Aujourd'hui la crise du franquisme s'aggrave et elle tient à trois facteurs :

— 1°) Le développement du mouvement ouvrier. Les luttes de ces dernières années ont fait que dans un régime qui nie la liberté syndicale, le droit de grève et les partis politiques des dizaines de milliers de travailleurs se sont placés ouvertement en dehors de cette légalité. Pour les classes dominantes, il n'y a qu'une alternative : soit changer la légalité, soit entreprendre une répression implacable. Et l'Etat franquiste est aujourd'hui incapable de résoudre cette contradiction.

— 2°) Les propres intérêts des classes dominantes. Le régime franquiste a été l'instrument qui leur a permis une rapide et intense accumulation du capital. Ce développement économique a créé de nouveaux besoins parmi les tenants du capitalisme espagnol. Pour canaliser les contradictions de la bourgeoisie, le régime n'a rien prévu. Ni parti politique, ni Parlement. En France, par exemple, l'U.d.r. représente une bourgeoisie, les Républicains indépendants, une autre.

— 3°) Le régime ne dispose plus des mêmes bases idéologiques qu'après la guerre civile. Il n'a pas su se créer une idéologie du développement économique qui puisse satisfaire la petite bourgeoisie et la bourgeoisie urbaine. Il en est resté au bon vieux temps du corporatisme et du fascisme. Le gouvernement Arias Navarro a tenté de naviguer entre ces contradictions. Mais il n'a pu que promouvoir une politique totalement anarchique. Dans son discours programme du 12 février le successeur de l'Amiral Luis Carrero Blanco fait beaucoup de promesses. Il n'en réalisera aucune si ce n'est une toute relative et toute timide libéralisation de la presse et de l'édition. Mais dans le même temps, il ne s'opposera pas à la mise à mort de l'anarchiste Puig Antich. Et le nombre des détentions en Espagne est aujourd'hui le plus élevé depuis le procès de Burgos.

Tôt ou tard Franco mourra. Et il n'y a que trois solutions pour que le régime puisse se survivre. Arias Navarro le sait parfaitement, comme on sait que dans cette Espagne du presque après-franquisme, il est plus facile de ne rien faire que d'agir :

1°) La possibilité d'un coup de droite, mené et orchestré par la Camarilla du Pardo qui amènerait au pouvoir le prince Alfonse de Bourbon.

2°) Une vague ouverture du régime. En faisant appel à des secteurs de l'opposition officielle, démocrates-chrétiens et technocrates de l'Opus Dei. En déclenchant le processus prévu pour la succession qui doit amener sur le trône le prince Juan Carlos.

3°) Un gouvernement d'unité nationale qui tenterait une large ouverture à gauche. Sans inclure toutefois le parti communiste. Mais personne ne voit comment les ultras du Pardo tolèreraient une telle solution.

Reste une quatrième solution, celle qui n'arrangerait aucun des personnages en place : la démocratie. Celle-là est celle du peuple espagnol.

SALVADOR MARTI





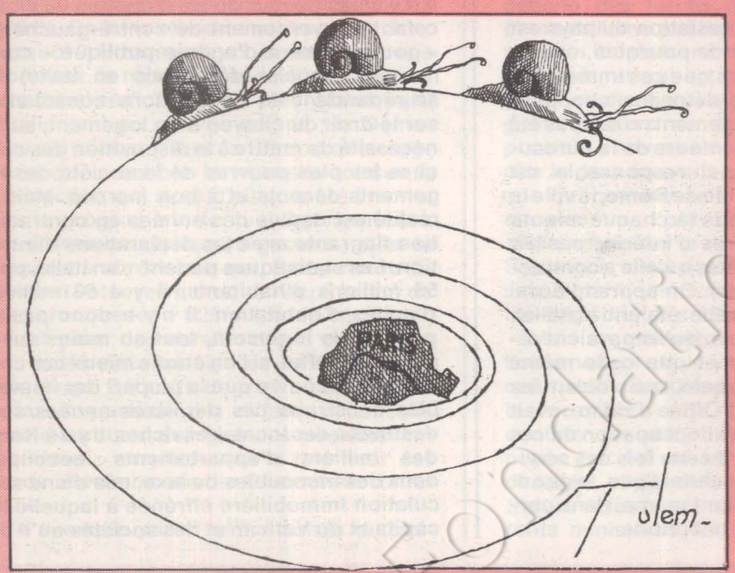
Les marquis de Villaverde.

changer la vie politique

LE PARIS DE GISCARD

Valéry Giscard d'Estaing n'a peut-être pas grand chose à dire sur la crise économique mais il a au moins un sujet d'intérêt : l'urbanisme parisien sur lequel il intervient presque quotidiennement. Ses derniers projets, exprimés dans une lettre au Premier ministre, tiennent en quatre points : arrêt de la construction de bureaux dans la capitale, suppression des projets d'autoroutes urbaines, priorité à la restauration des vieux quartiers plutôt qu'à la rénovation qui aggrave la discrimination sociale en chassant vers la banlieue les habitants les plus modestes, enfin développement des espaces verts et des espaces de loisirs pour améliorer le cadre de vie des Parisiens.

Toutes ces idées sont précisément celles que la gauche défend depuis des années et qui se sont toujours heurtées à l'opposition systématique des gouvernements précédents et donc à celle du ministre des Finances qui s'appelait Giscard d'Estaing, dont les amis politiques au Conseil de Paris ont voté, par exemple, pour la voie express rive gauche, pour l'opération Italie ou pour celle de Bercy. Certes, il n'est pas déshonorant de changer d'avis mais on pourrait aussi changer de méthode et faire en sorte que la gestion de la capitale cesse d'appartenir au domaine réservé de l'Elysée et revienne enfin aux Parisiens et à leurs élus.



L'AUDE FRAPPEE

L'été 1974 aura cruellement frappé la Fédération socialiste de l'Aude.

En juin, Francis Vals, député de Narbonne, Président du groupe socialiste au Parlement européen, disparaissait brutalement, ayant à peine dépassé la soixantaine, sans que rien ait pu laisser prévoir une fin si prématurée. Il était, la veille de sa mort, débordant d'activité et de projets. Comment aurions-nous pu imaginer qu'il allait manquer à notre amitié ?

C'est maintenant Antoine Courrière, Président du Groupe socialiste au Sénat, qui s'éteint, à peine plus âgé, au terme d'une implacable maladie supportée avec lucidité et courage. Il avait appartenu au Conseil de la République de 1946 et constamment, depuis, avait siégé au Palais du Luxembourg. Ses obsèques se sont déroulées dimanche dans l'Aude, le jour même des élections sénatoriales dans lesquelles le Parti socialiste remportait un nouveau succès.

Le souvenir de Francis Vals et d'Antoine Courrière pour tous leurs camarades, restera une présence.

ENCORE QUELQUES JOURS

Nous avons annoncé il y a trois semaines que nous étions dans l'obligation, après avoir porté à 4 francs le prix de vente au numéro, de relever à partir du 1er octobre nos tarifs d'abonnements. Il reste donc encore quelques jours à ceux qui désirent s'abonner à « l'Unité » pour bénéficier des tarifs actuels qui représentent une économie de 50 % sur le prix de 50 numéros.

Tous ces nouveaux abonnés sont en outre assurés de recevoir le numéro exceptionnel du 11 octobre dont nous préciserons le contenu la semaine prochaine et marquera le lancement d'une nouvelle campagne de diffusion de « l'Unité ».

(Le bulletin d'abonnement est en page 30)

LES RENCONTRES D'OCTOBRE

Plusieurs centaines de personnes ont déjà demandé à participer aux journées d'études qu'organise l'Institut socialiste de recherche du 1er au 5 octobre à la Cité Universitaire de Paris.

Le débat qui sera probablement le plus suivi sera le dernier. Il porte sur les nouveaux déséquilibres mondiaux et sera marqué par les interventions de Samir Amin, Jacques Attali, Jean Pierre Chevènement, Jean Pierre Cot, Jacques Delors, Robert Fossaert, Alfred Grosser et Pierre Uri. Le rapport introductif sera présenté par Christian Goux, Alexandre Faire et Jean-Paul Sebord et la conclusion sera tirée par François Mitterrand. Le Parti communiste sera représenté par Jean-Pierre Delilez à cette journée qui sera présidée par Gilles Martinet. Il reste encore des places disponibles mais il est prudent de s'inscrire dès que possible en écrivant (10 boulevard Poissonnière Paris 9) ou en téléphonant (523.02.11) au siège de l'Institut.

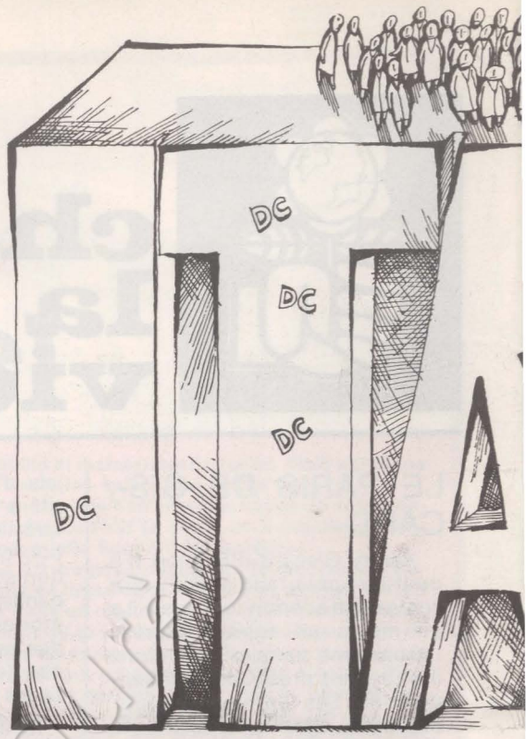
La première journée (1er octobre) consacrée à l'étude des luttes sociales en Italie de 1960 à 1974 attirera également du monde car elle est assurée de la présence de quatre leaders syndicalistes italiens appartenant au Parti communiste (Bruno Trentin) au Parti socialiste (Fabrizio Cichitto) à la gauche chrétienne (Piero Carniti) et au groupe de Manifesto (Valentino Parlato) et l'Italie se trouve au centre de la crise économique actuelle. La seconde journée (2 octobre) sera l'occasion d'un débat en profondeur sur la politique de l'espace vue trop souvent sous le seul angle de l'urbanisme. La participation de François Alquier, d'Henri Lefebvre, de Christian Palloix d'Edgar Pisani, de Michel Rocard ainsi que d'Yves Durrieu et Jean-Pierre Worms en garantit l'intérêt. Le troisième jour (3 octobre) on abordera d'une façon tout à fait nouvelle les problèmes de l'information et de la communication dont la décentralisation est sans doute rendue possible par les dernières avances technologiques dans le domaine de l'impression et de l'audio-visuel.

Le vendredi 4 octobre verra un débat particulièrement important puisqu'il porte sur le problème des régions et des ethnies (ou, comme le disent certains participants, des nationalités) Robert Lafont et Yves Person y exposeront leurs positions qui seront critiquées par Jean Claude Barreau et nuancées par Emmanuel Leroy Ladurie. Dominique Taddei, Louis le Pensec et Christian Gras interviendront dans la discussion.

Toutes les journées commenceront à 15 heures de l'après-midi pour se terminer vers 23 heures après une interruption pour le dîner (on peut prendre le repas sur place au restaurant de la Cité universitaire). Le dernier débat — celui du 5 octobre — ne sera cependant pas prolongé dans la soirée : il prendra fin vers 19 h 30.

Italie

LE CANCER DEMOCRATE-CHRETIEN



Dimanche 8 septembre : profitant de cet exceptionnel été tardif, les touristes étrangers se pressent sur la place de la Basilique de Saint-Pierre pour voir l'une des plus grandes attractions touristiques de la capitale italienne : le Pape, qui, comme chaque dimanche, se montrera au balcon pour bénir Rome et le monde. Ceux des Romains qui peuvent encore se le permettre ont pris leur voiture avec femme, enfants et l'inévitable vieille tante et, pare-chocs contre pare-chocs, se dirigent lentement, sous le soleil, vers les plages les plus polluées d'Europe : Ostia et Fregene.

Un dimanche comme les autres, s'il n'y avait cet extraordinaire défilé des camions de la police vers les quartiers est de la ville, vers les « borgate », surgies à tort et à travers, mi-habitations populaires, mi-bidonvilles, qui enferment la ville dans un cercle de ciment et de misère.

Une colonne de jeep et de camions les vitres protégées par des grilles anti-pierres, sur lesquels a pris place une armée de policiers en tenue de guerre. En voyant cette colonne, les passants du dimanche pensent à un exercice ou à une opération de chasse au terroriste comme on en a tant vu à Rome et ailleurs en cette fin d'été, après l'attentat de l'Italicus, et qui se sont toutes conclues misérablement, avec beaucoup de poussière et les filets vides. Mais l'objectif de la police est tout autre cette fois : il s'appelle San Basilio, l'une des « borgate ». L'ennemi à abattre, cent familles qui se sont installées, abusivement, c'est-à-dire sans autorisation, dans des immeubles neufs construits par l'Office public d'H.l.m. italien. L'opération se déroule selon les plans prévus. Les locataires sont chassés, leur mobilier débarrassé et souvent les pauvres objets des locataires abusifs, venus pour la plupart du Sud, dévalent les escaliers ou sont même jetés par les fenêtres. Les habitants du quartier se rassemblent, tenus à l'écart par un cordon de police. Quelques pierres volent et, enfin, c'est l'affrontement. Sur le terrain, un mort, un jeune homme de 19 ans, membre d'un mouvement extra-parlementaire, tué d'un coup de pistolet que la police nie d'ailleurs avoir jamais tiré.

"Gouvernement d'agonie publique"

Le lendemain, la protestation du pays est unanime. On se demande pourquoi, on enquête. On apprend alors que ces immeubles ont été construits il y a deux ans, que, pendant douze mois, les logements n'ont pas été attribués à cause des lenteurs de la bureaucratie dont le principal responsable est l'administration de la Ville de Rome, la ville la plus mal gérée du monde (à chaque minute la ville paye 700 000 lires d'intérêts passifs pour les milliards de dettes qu'elle a contractées envers les banques). On apprend aussi que les locataires abusifs étaient installés depuis plus de huit mois, qu'ils payaient régulièrement leur loyer et que cette même administration communale, qui voulait les chasser avec l'aide de l'Office d'H.l.m., avait en quelque sorte avalisé l'occupation de ces logements avec l'accord cette fois des services techniques, en branchant l'eau, le gaz et l'électricité et en installant même, dans certains appartements, le téléphone.

Enfin, le cas de San Basilio mettait à jour le vaste problème des habitations populaires et le problème de la construction en général. Il n'y a pas de jour où les ministres du chancelant gouvernement de centre-gauche (le « gouvernement d'agonie publique » comme on l'appelle désormais en Italie) ne se répandent en déclarations consolantes sur le droit du citoyen à un logement, sur la nécessité de mettre à la disposition des couches les plus pauvres de la société des logements décents et à bon marché. Mais la réalité est depuis des années en contradiction flagrante avec les déclarations d'intention. Les statistiques parlent : en Italie, pour 55 millions d'habitants, il y a 63 millions d'unités d'habitation. Il n'y a donc pas de pénurie de logement, tout au moins sur le papier. En effet, si l'on étudie mieux ces chiffres, on découvre que la plupart des immeubles construits ces dernières années sont destinés à des locataires riches. Il y a à Rome des milliers d'appartements inoccupés, dans des immeubles de luxe, nés d'une spéculation immobilière effrénée à laquelle les capitaux du Vatican et des sociétés qu'il pa-



Les "nazifascist

Quatre groupes néo-fascistes clandestins s'activent actuellement en Italie : l'Avanguardia nazionale ; Ordine nero (Ordre noir), créé en 1973 pour relayer Ordre nouveau, interdit ; la Squadra d'azzione Mussolini (Sam) ; le Movimento d'azzione revoluzionaria (Mar). Mais tous ne sont que des déguisements du Mouvement social italien de Giorgo Almirente, la tristement célèbre organisation néo-fasciste de la péninsule. Autant d'instruments bien pratiques pour la nouvelle stratégie du M.s.i. : infiltrer les rangs des organisations de la gauche et de l'extrême-gauche et mettre sur pied des provocations. Pour cela, le M.s.i. peut compter sur le soutien de ses homologues étrangers (français, notamment). Mais il bénéficie surtout d'appuis importants, quoique occultes, dans la droite démocrate-chrétienne et dans les rouages du Pouvoir : armée, police et services de contre-espionnage.

C'est ainsi que l'un des fondateurs du mouvement Ordine nuovo, Pino Rauti — l'un des responsables du fameux attentat de la place Eontana de Milan, en 1969 (seize morts, cents blessés) — est très lié à l'Etat-major italien... Ainsi, d'ailleurs, qu'aux colonels grecs : en 1969, l'« Observer » avait publié un document secret de Rauti préconisant une situation « à la grecque » dans la péninsule italienne. De la même façon, des liens extrêmement troubles unissent la police officielle aux groupes fascistes. Les fils passent par deux personnages : Stefano della Chiaie, le patron d'Avanguardia nazionale, qui est en rapport avec le ministère de l'Intérieur et agit pour le compte de la police. Et Santillo, lui-même chef d'une division du ministère de l'Intérieur, dont le passé est éloquent : c'est lui

L'Italie est en train de comprendre, avant les autres nations occidentales, que la crise économique ne peut être résolue qu'avec l'appui des masses travailleuses, des syndicats qui les encadrent et des partis qui les représentent.



tronne ne sont pas étrangers. Mais les H.l.m. manquent. La participation de l'Etat, directe ou indirecte, dans l'industrie immobilière, est dans les pays européens les plus évolués de 50 %. En Italie elle est seulement de 3 %. Pourquoi ? A travers des chemins détournés et tortueux, la réponse conduit, comme toujours dans ces cas-là, au plus grand parti actuellement au gouvernement : la Démocratie chrétienne. C'est la Démocratie chrétienne qui a saboté la nouvelle loi sur la construction qui avait d'ailleurs été inscrite dans le programme de l'un des nombreux gouvernements de centre-gauche ; c'est la Démocratie chrétienne qui, après l'avoir finalement votée, en a bloqué l'application de telle sorte que les 1 026 milliards inscrits au budget pour des constructions populaires sont restés dans les caisses de l'Etat. Et au profit de qui ? Il suffit de jeter un coup d'œil sur la composition des différents conseils d'administration des grandes sociétés immobilières : on y trouvera la fine fleur des grands électeurs de la Démocratie chrétienne.

Un exemple parmi tant d'autres du système créé, en trente ans de gouvernement, par le parti catholique italien. De cette vaste formation, condamnée, à cause de l'hétérogénéité des forces qui s'y regroupent, à l'immobilisme politique, sous peine d'assister à un éclatement vertical entre ses composantes, et qui est donc contrainte à une politique de clientèle pour s'attacher le plus grand nombre de disciples et d'électeurs possible à travers un enchevêtrement d'intérêts le plus souvent parasitaires. Une tactique qui commence à n'être plus aussi efficace comme l'ont démontré le résultat du référendum sur le divorce, les élections en Sardaigne ainsi que le dernier échec qu'a subi le parti démocrate-chrétien dans la petite République de San Marino.

Mais en attendant, le problème est là et l'observateur de la politique italienne y est confronté quotidiennement. La lutte contre le terrorisme noir est entravée par les conflits des différents clans qui sont appuyés par tel ou tel dignitaire démocrate chrétien, et qui divisent la police, la magistrature et les hauts-fonctionnaires des différents ministères. La lutte contre l'inflation est conduite dans la plus grande confusion, soit par manque d'un diagnostic précis du phénomène, et donc des remèdes à y apporter, soit par inefficacité totale de l'appareil étatique qui n'est même pas capable de percevoir les sommes dues au titre de l'impôt extraordinaire sur les automobiles. Une administration qui doit être réformée depuis des années et qui ne le sera jamais, tant que la Démocratie chrétienne conservera des liens privilégiés avec les hauts fonctionnaires, caste qui détient pratiquement tous les leviers du pouvoir.

Federconsorzi : un monstre

Puisque la crise de l'agriculture est l'argument à l'ordre du jour en Europe, et en Italie, il faut dire que le problème ne fera pas un pas en avant dans la péninsule tant que le sort de l'agriculture italienne sera entre les mains de ce monstre créé par un démocrate chrétien, Paolo Bonomi, la Federconsorzi et ses sociétés associées : celle-ci s'oppose en effet à quelque changement que ce soit, bloque même les subventions de la Communauté agricole européenne et on assiste à ce paradoxe : les organismes communautaires qui citent en jugement un pays, l'Italie justement, pour ne pas avoir encaissé des contributions votées en faveur des agriculteurs italiens. Il ne faut pas oublier, parce que cela explique tout, que la Federconsorzi est l'une des grandes machines de guerre électorale du parti catholique...

On pourrait donner bien d'autres exemples. La vie politique italienne apparaît, à un

es" ou les déguisements du M.s.i.

qui, en 1960, alors qu'il était chef de la police de Rome, avait dirigé la répression meurtrière du soulèvement de juillet ; lui encore qui avait fondé, l'année suivante, la Squadra Speziale (S.s. !), formée de policiers en civil et de provocateurs ; lui encore qui assura, de 1970 à 1972, la protection des agents fascistes à Reggio de Calabre. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que, depuis 25 ans, les ministères de la Défense et de l'Intérieur sont des chasses gardées de la Démocratie chrétienne.

Plus intéressant encore est le rôle du Sid, chargé de l'espionnage et du contre-espionnage, c'est-à-dire l'équivalent à la fois de la Dst et Sdece français. L'un des agents de ce service n'est autre que Guido Gianettini, ancien journaliste de la publication du M.s.i. « Seccolo d'Italia. » C'est grâce à la « couverture » du Sid et du ministère de la Défense que Gianettini a toujours pu arguer du « secret militaire », puis s'enfuir lorsque les choses ont trop mal tourné : jusqu'en juin dernier il était en France — le contre-espionnage français y aurait-il relayé son homologue italien ?

Ce personnage n'est pas n'importe qui. Depuis 1965, c'était l'un des théoriciens de l'infiltration fasciste dans les rangs communistes et révolutionnaires — avec recours à des méthodes empruntées à l'O.a.s. et aux services américains de guerre psychologique. On aura un bon exemple de cette stratégie avec l'« affaire Valpreda » : l'attentat meurtrier de la place Fontana, avait fait faussement accuser l'anarchiste Valpreda ; on sait désormais que la responsabilité en incombe à deux néo-fascistes, Fredo et Ventura, l'un et l'autre en rapport avec Ordre nouveau en France après l'avoir été avec l'O.a.s. Les mêmes Fredo et Ventura avaient participé à plusieurs réunions avec Gianettini entre 1966 et 1969. Et il est probable que Gianettini est l'un des principaux instigateurs des projets d'attentats fascistes qui ont eu lieu depuis 1968. Entre 1966 et 1974, Gianettini a pu, pour cela, bénéficier de l'indulgence des deux chefs successifs du Sid, l'amiral Henke et le général Miceli.

Dernière vedette de cet « Orchestre noir » à l'italienne : Fumagalli, animateur du Mar. Longtemps, Fumagalli — ainsi qu'Enzo Salcioli, au-aujourd'hui en Espagne, où il travaille pour les services secrets — «travailla » avec l'O.s.s. (ancêtre de l'actuelle C.i.a.) dans le Nord de l'Italie. Puis, en 1969, le Mar passa au terrorisme ouvert, avec une série d'attentats dans le Val Tellina et en Toscane. Mais lorsque le procès de Fumagalli pour ces attentats vient en 1970, lui et son organisation furent innocentés. Cela pour une raison bien simple : le Sid n'avait pas envoyé les rapports qu'il détenait sur eux. Et pour cause, puisque Fumagalli n'était autre qu'un agent du Sid !

Certes, le Sid ne contrôle pas directement d'organisation fasciste. Mais de curieuses relations, à travers ses hommes de main, l'unissent à ceux qui réalisent les plans terroristes du néo-fascisme. Et peut-on trouver normal que l'une des plus importantes sections du Sid, la section D, soit dirigée par l'étrange général Naletti, qui comme par hasard était attaché militaire d'ambassade en Grèce lors du putsch des colonels en 1967 ?

J.-C. R.

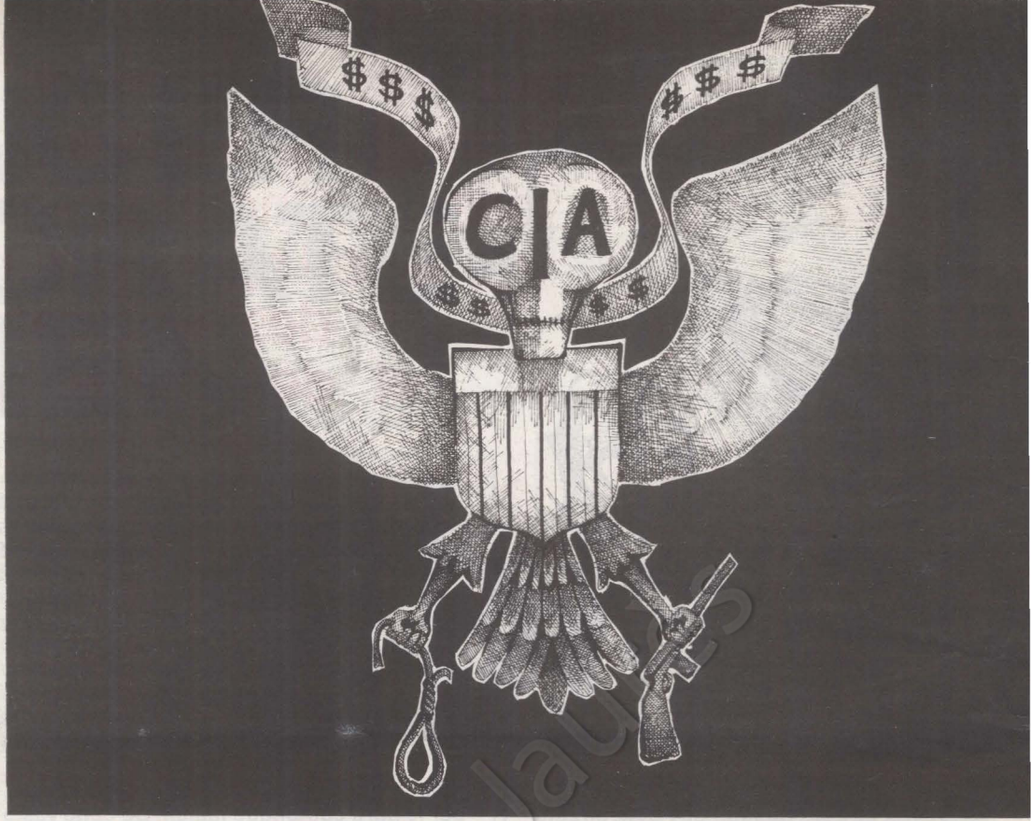
observateur impartial comme bloquée par un énorme bouchon qui fait obstacle à la circulation du sang dans ce grand corps malade qu'est l'Italie de 1974. Tout le monde l'admet désormais. Même ceux qui furent, dans le passé, les grands électeurs de la Démocratie chrétienne : les industriels et les grands patrons de l'économie. La gangrène menace même de s'étendre aux forces saines de la nation. Celles qui pourraient, par leur engagement, contribuer de façon décisive, à triompher de la crise : les partis de gauche et surtout les syndicats qui offrent collaboration, engagement, sacrifices même mais qui veulent en échange une politique de changements radicaux qui compense par des conquêtes démocratiques solides et durables, par des profondes réformes en somme, les larmes et le sang que l'on demande aujourd'hui aux forces du travail pour sauver le pays de la faillite économique. Mais le gouvernement hésite, temporise, renvoie. L'unité syndicale, difficilement atteinte, est secouée par des craquements sinistres et des groupes spontanés recommencent à agir, par des menées extrémistes, aux limites de l'illégalité. C'est peut-être ce que souhaitent les partisans de la manière forte qui ne sont pas seulement les sinistres disciples de M. Almirante, le Duce du néo-fascisme italien qui se trouve d'ailleurs confronté à de sérieuses difficultés après la découverte de ses liens avec les terroristes noirs qui ont ensanglanté la chronique de ces dernières années.

Comment en sortira-t-on ? Difficile à dire. Malgré le sombre tableau qui vient d'être tracé, malgré les sombres retouches que l'on y fera en Italie et à l'étranger (et cela ne sera certainement pas gratuit) le pays peut sortir du tunnel. Le problème à résoudre n'est pas tant économique que politique. Avant les autres, l'Italie a compris une chose bien simple : la crise économique que traversent tous les pays du monde occidental ne peut être résolue qu'avec l'appui des masses travailleuses, des syndicats qui les encadrent et des partis qui les représentent. « L'état d'urgence dans lequel se trouve le pays aujourd'hui — dit le vieux leader socialiste italien Pietro Nenni — peut être réglé seulement par un gouvernement de crise qui doit avoir l'appui des syndicats et du parti communiste ». Le secrétaire du P.c. italien, Berlinguer, a réaffirmé devant 500 000 personnes au Festival National de « l'Unità » à Bologne, cette même idée en rappelant les thèmes du « compromis historique » dont on discute depuis un an en Italie.

Au sein de la Démocratie chrétienne, les composantes d'inspiration populaire ont bien accueilli ces propositions mais le secrétaire du parti, Amintore Fanfani les a repoussées. Cependant, l'automne approche et avec l'automne la menace d'une épouvantable augmentation du chômage : 700 000 chômeurs aujourd'hui qui pourraient être un million et demi à Noël. Par la voix de son secrétaire, De Martino, le parti socialiste, qui fait encore partie de la coalition de gouvernement, a posé un ultimatum : « Ou l'on change radicalement de politique ou nous nous en allons». Déjà, dans toutes les villes où l'administration de centre-gauche survivait à grand peine, c'est la crise. Les socialistes donnent leur démission et de nouveaux conseils régionaux, ouverts au P.c., sont élus.

En Italie, les formules politiques naissent à la périphérie et font leur chemin jusqu'à la capitale. Il y a dix ans, l'expérience de centre-gauche est née dans les conseils communaux et elle a fini par arriver à Rome...

CARLO BONETTI



Henry Kissinger a le sens de la formule. Selon lui le droit pour un Etat d'intervenir dans les affaires des autres pour y protéger ses intérêts est une « question académique et digne d'être étudiée ». Car ce qui compte avant tout pour lui c'est l'efficacité. Exemple, le Chili. Les grandes compagnies américaines y avaient des « ennuis ». Le gouvernement populaire était une menace parce qu'un exemple. Il fallait donc en venir à bout. Ce qui fut fait. Quitte à démentir ensuite toute participation à l'affaire. Et en affirmant que « la C.i.a. n'est pour rien dans le coup d'Etat » Kissinger a menti. Quatre fois : tout a été fait pour empêcher qu'Allende ne devienne président, la C.i.a. a tout fait pour que le coup d'Etat ait lieu, les autorités nord-américaines avaient été informées du coup d'Etat, les Forces américaines y ont directement participé. Les révélations de ces dernières semaines (voir « l'Unité » nº 121) permettent de commencer à écrire l'Histoire. Et le « cher Henry » n'en sort pas innocent.

Juillet 1970. La campagne présidentielle chilienne bat son plein. Pour la première fois le candidat de la gauche unie, l'Unité populaire, semble avoir une sérieuse chance de l'emporter. La C.i.a. qui a une certaine expérience des campagnes électorales est prête. Et le premier effort va être financier. Il faut corrompre, donner à la droite les moyens de mener une campagne électorale à la mesure du danger. William Colby, actuel chef de la C.i.a., a reconnu depuis, que de l'argent avait été versé à des « individus, partis politiques et organismes de presse adversaires d'Allende ». Pourtant, le 4 septembre, Salvador Allende obtient la majorité. Mais celle-ci n'est pas absolue. Il faut un vote du Congrès pour la ratifier. La puissance américaine qui « avait noté la croissance de l'influence marxiste depuis plusieurs années » se déchaîne. I.t.t. mène la danse. Ses dirigeants font appel à la C.i.a. et à Kissinger. Harold Geneen président du trust fait savoir au conseiller de Nixon qu'il est prêt à fournir « à titre d'assistance financière une somme allant jusqu'à sept chiffres ». C'est-à-dire des millions de dollars.

Des documents aujourd'hui publiés révèlent que dans la nuit du 15 septembre « l'ambassadeur Korry a finalement reçu un message du Département d'Etat lui donnant le feu vert pour agir au nom du président Nixon. Le message lui donne l'autorité pour faire l'impossible, à l'exclusion d'une action type Saint Domingue, pour empêcher Allende de prendre le pouvoir. »

La seule question est « comment faire ? ». Les représentants de l'I.t.t., les fonctionnaires du Département d'Etat et de la C.i.a. s'interrogent.

L'objectif essentiel est l'intervention des militaires. Mais deux problèmes doivent d'abord être résolus. Le commandant en chef, le général René Schneider, est légaliste. Réponse : on l'assassine. L'armée est divisée et d'après l'ambassadeur américain Korry comprend trop de « soldats d'opérette » — ce qui n'est d'ailleurs pas l'avis de la mission militaire nord américaine — Réponse : on change de tactique.

Alors qu'un coup d'Etat militaire était préparé pour le 9 ou le 10 octobre, par le général Viaux, il semble qu'au dernier moment les autorités américaines l'en aient dissuadé. Mais en même temps elles lui promettaient de l'aide en « moyens et en armes ». Pour plus tard. On estime en effet dans les milieux U.s., que la préparation — politique, psychologique et technique — est insuffisante et qu'un échec ressemblerait à une nouvelle baie des Cochons.

L'ordre est donc donné de « geler » jusqu'à une date ultérieure toute intervention militaire. C'est sans doute ici qu'interviennent Kissinger et le Comité des 40 — l'équipe de coordination des « experts » de la C.i.a. et du Pentagone —. A la suite de discussions entre représentants du Département d'Etat et de l'I.t.t., un nouveau plan est élaboré. Il est communiqué le 29 septembre par William Broe, directeur de la C.i.a. responsable pour l'Amérique Latine à Ed.Guerrity vice-président de l'I.t.t. responsable des... relations publiques. Il porte sur quatre points : les banques ne doivent pas renouveler leur crédit ; les compagnies doivent faire traîner l'envoi des pièces détachées et les paiements ; il faut pousser les caisses d'épargne et de crédit à fermer leurs portes ; un retrait de l'aide technique doit être envisagé, ainsi que la fermeture, dans la mesure du possible, des succursales des entreprises étrangères.

C.I.A.: LE COUP D'ETAT PERMANENT

Comment Kissinger a fait abattre Allende

Cette offensive économique s'accompagne d'une offensive politique. Colby a reconnu devant une sous-commission du Sénat que la C.i.a. avait des relations avec presque tous les partis anti-allendistes. Berellez disait le 17 septembre : « Korry a commencé à manœuvrer avec la Démocratie chrétienne, le Parti radical et le Parti national dès qu'il a connu les résultats de l'élection. Il n'a pas laissé Frei tranquille un seul instant. Il a été jusqu'à lui dire qu'il devait se décider à « porter la culotte », « à prendre ses responsabilités ».

Offensive aussi en direction de la presse. Berellez proposait une action spécifique sur le « Mercurio » et surtout « sur la presse européenne, à travers nos contacts là-bas, pour qu'ils publient la version des désastres qui tomberaient sur le Chili si Allende et compagnie gagnaient ce pays ».

Offensive tous azimuths qui malgré l'assassinat de Schneider échoue. Le 4 novembre, Allende devient président.

C'est alors que Kissinger met en place sa vietnamisation du coup d'Etat. Les militaires U.s. dorlottent les militaires chiliens. La C.i.a. verse de l'argent aux opposants et suscite des troubles, le blocus économique est mis en place. En un mot, le grand jeu.

Alors que l'aide civile était réduite à presque rien — même pour le blé — des crédits exceptionnels sont accordés aux militaires chiliens : 5 millions de dollars supplémentaires en 1971, 10 millions en 1972. Sans parler de la vente de matériel sophistiqué comme les chasseurs à réaction F5E et les crédits spéciaux accordés pour la formation d'officiers supérieurs dans les écoles U.s. de la zone du Canal de Panama. Ce n'est pas un hasard si tous les membres de la junte sont passés par cette école et si Pinochet a été attaché militaire à Washington...

L'aide ne se limite pas aux dollars. La C.i.a. envoie à Santiago des spécialistes. L'ambassade héberge une équipe d'experts en coup d'Etat au triste passé. Nathaniel Davies, le nouvel ambassadeur a été membre de l'O.s.s. Dean Hinton chef de l'A.i.d. (Agence internationale pour le développement) avait coordonné les relations entre les bérets verts locaux et la C.i.a. au Guatemala en 1968 lors de la répression contre les paysans. Frederick Latrash participa au coup contre Arbenz au Guatemala en 1954 et à celui contre N. Krumah au Ghana, Harry Schlaudeman était en République Dominicaine lors de l'intervention des Marines. Une quarantaine d'agents de cette importance a été recensée. Sans compter les sans grade.

Le blocus économique est mis en place par une équipe dirigée par Hinton qui rentrera à Washington en 1971 et sera nommé Directeur du Conseil de politique économique internationale (dépendant du Conseil national de sécurité.) Un « comité ad hoc » est mis en place par l'I.t.t. et par les plus grandes compagnies américaines ayant des intérêts au Chili. Il a pour but de faire pression sur la Maison Blanche. Ce comité remet en octobre 1971 un plan en 18 points à Peter Peterson conseiller de la Maison Blanche pour les affaires économiques internationales. Objectif : mettre à mal l'économie chilienne en quelques mois. Dès le début 1971 les Etats-Unis bloquent les crédits accordés au Chili tant au niveau national que par les organismes internationaux qu'ils contrôlent (Bid, Banque mondiale). Ils exercent des pressions sur les pays créditeurs pour qu'ils aient une position dure lors des négociations du Club de Paris (remboursement rapide des dettes contractées par Frei pour mettre en difficulté Allende). Le gouvernement U.s. met sur le marché ses réserves stratégiques de cuivre. Les cours s'effondrent. Or le cuivre représente 80% des rentrées de devises du pays. Il est le « salaire du Chili ».

L'ensemble de ces mesures doit permettre de dresser les classes moyennes contre l'Union populaire, de pousser les militaires au coup d'Etat. La limitation des crédits extérieurs entraîne logiquement une diminution des importations dont les classes moyennes sont les premières victimes. Le chaos et le mécontentement offrent à l'Armée les justifications dont elle a besoin pour intervenir.

Reste la participation des Etats-Unis au coup d'Etat lui-même. Si l'opération Kissinger est basée sur la discrétion — tout doit apparaître comme une affaire chilienne qui se règle entre Chiliens — la réalité est différente.

Le 4 septembre, Nathaniel Davies s'envole pour les U.s.a. Il en reviendra le 9. Le gouvernement U.s. reconnaîtra plus tard qu'il avait eu vent de rumeurs de coup d'Etat, mais que comme plusieurs dates avaient été avancées, « il n'avait pas accordé d'importance à ces rumeurs ».

En fait, le voyage de Davies avait pour but de mettre au point les derniers détails du plan Centauro préparé depuis deux ans par le Comité des40.

Quelques semaines avant le coup d'Etat les U.s.a. avaient accordé des crédits à l'Armée chilienne pour l'achat de nouvelles armes. Il s'agissait, entre autres, de fusées air-sol téléguidées par télévision du type de celles utilisées contre les hôpitaux et les digues au Vietnam du Nord. Quelques jours avant le 11 septembre, les Forces armées chiliennes demandaient que l'envoi des fusées soit accéléré. Seules de telles armes permettent de comprendre la stupéfiante précision des bombardements sur le Palais de la Moneda.

Le 7 septembre, 32 avions U.s. atterrissent à la base d'El Plumerillo près de Mendoza en Argentine à la frontière du Chili. 15 seulement retourneront aux U.s.a. six jours plus tard. Les 17 autres ont disparu. La liste des hasards va en s'allongeant : l'équipe d'acrobatie aérienne nord-américaine était stationné à Santiago lors du coup d'Etat. Le 11 septembre se déroulent — au large du Chili — les manœuvres maritimes Unitas auxquelles participent différentes flottes du continent dont la 4e flotte américaine. Elles ont servi de prétexte à des mouvements de la Marine chilienne. Et toujours le hasard : c'est dans le port de Valparaiso que l'offensive a commencé !

Les télécommunications des insurgés ont été assurées par les Etats-Unis soit grâce à leurs bateaux, soit par l'intermédiaire d'un avion du type W 57 S immatriculé 6313298 et piloté par les majors V. Duenas et Ph. Shull. Spécialement équipé pour les missions d'espionnage, doté d'un matériel de télécommunication ultra-modernes, cet avion, basé à El Plumerillo, a effectué plusieurs missions à partir du 7 septembre. Du 11 au 13, il a réalisé une couverture quasi permanente au-dessus du Chili. Le nom officiel de la mission était « mission courant d'air ». Quelques jours plus tard, Kissinger était nommé Secrétaire d'Etat.

M. FABIEN

PARIS-NORD EN DANGER

Le D.e.u.g. (1), ça ne vaut rien ! ». Péremptoire, M. Jean-Pierre Soisson venait de juger l'œuvre universitaire de son prédécesseur. C'était le 16 août. Et de publier, avec une désinvolture bien giscardienne, une esquisse de projet mal dégrossie, celle d'un cursus de trois fois deux ans (licence, maîtrise, troisième cycle).

En annonçant en plein été un projet très flou, M. Soisson avait un objectif partiellement atteint : jeter un rideau de fumée sur les difficultés que connaissent actuellement les universités françaises.

La situation est en effet dramatique. La hausse fabuleuse du cours des papiers et des livres, par exemple, a épuisé les crédits des bibliothèques universitaires. Plusieurs n'achètent plus rien, ou vont bientôt cesser leurs achats. La hausse des prix du fuel a frappé de plein fouet les universités, souvent logées dans des bâtiments immenses, mal conçus et difficiles à chauffer. Plusieurs grandes universités sont au bord de la « faillite » (Lille, Paris VI) ; d'autres sont déjà en état de cessation de paiements, ou peu s'en faut. L'université de Rouen a un trou de 1,5 million de francs actuels, celle de Marseille 1 une impasse de deux millions. Mais c'est sans doute l'université de Paris-Nord (Paris XIII : Saint-Denis-Villetaneuse) qui connaît, avec 2,5 millions, la situation la plus grave et sans doute la plus significative.

Villetaneuse est en effet une université bien particulière. Elle est située, au nord-ouest de Saint-Denis, en pleine « blanlieue rouge ». Quarante pour cent de ses étudiants proviennent des milieux exploités (ouvriers, employés), 50 % doivent travailler au dehors en même temps qu'étudier. Mal aimée du Pouvoir, Paris-nord souffre d'un sous-équipement tragique. Il lui faudrait 127 enseignants en plus des 227 actuels pour atteindre à la moyenne nationale ; il manque 60 personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service.Les bâtiments n'étant pas tous achevés, les crédits de « premier équipement » n'ont été que très partiellement versés. Du coup, l'Université a dû, sur ses crédits de fonctionnement, et simplement pour pouvoir travailler, se payer des équipements coûteux (un labo de langues, un ordinateur, etc.). A cela, il faut ajouter que, pour des raisons historiques, les disparités entre les unités d'enseignement et de recherche (U.e.r.) sont criantes : « Avec six professeurs et maîtres de conférences, douze assistants et quatre maîtres-assistants pour 1 218 étudiants, déclare le socialiste Georges Lescuyer, directeur de la Faculté de Droit et de Science politique, nous détenons un record bien peu enviable. D'autant, ajoute-t-il, que nous devons partager nos 17 employés administratifs avec l'U.e.r. de Sciences-éco., qui compte 800 étudiants ! ». La situation n'est pas aussi caricaturale partout, mais aucune U.e.r. n'est correctement lotie. Conscient des disparités, Marcel Jozefowicz, président de l'Université, n'en peut mais, sauf à déshabiller Pierre pour habiller Paul, ce qu'il refuse.

Pourtant, malgré cette situation, Paris-nord a entrepris depuis plusieurs années un effort de rénovation audacieux et, à beaucoup d'égards, sans précédent.

Comme on le sait, le chômage des diplômés est un des drames de notre enseignement supérieur. Il ne provient pas tant du trop grand nombre d'étudiants que de la totale inadéquation entre les formations offertes par les universités et les formations réclamées par les employeurs. Actuellement, l'université française dispense des formations de bon niveau scientifique (aux étudiants qui achèvent leurs études), mais celles-ci correspondent à un découpage purement universitaire du savoir. Les formations à la fois scientifiques, technologiques et professionnelles complètes ne sont dispensées que par les grandes écoles publiques et privées. Moyennant finances.

Or les finances manquent singulièrement aux étudiants de Villetaneuse. Pas question, pour eux, de suivre pour le plaisir des études aléatoires ou d'attendre, licence ou maîtrise en poche, pendant quelques mois, que la bonne occasion d'emploi se présente par relation, par concours ou par petite annonce. Il leur faut des diplômes immédiatement négociables, qui soient pour les employeurs une garantie de sérieux et d'efficacité.

On ne chôme pas

Ces diplômes, l'université de Paris-nord en a créé certains depuis quelques années. Elle a mis au point trois « maîtrises de sciences et techniques (M.s.t.) » : Une M.s.t. des matériaux (2 options), une M.s.t. des télécommunications et une M.s.t. de la communication (six options) préparée par l'Isteco, Institut de l'U.e.r. des sciences de l'expression et de la communication dirigé par le socialiste André Abbou. Il s'agit, déclare ce dernier, « de fournir aux étudiants une triple formation — scientifique de haut niveau, technologique, professionnelle — et de leur assurer des débouchés dans des secteurs souvent réservés aux élèves des grandes écoles ou des instituts privés. »

Au début, l'université eut quelque peine à trouver des stages pour ses étudiants. Il n'en va plus ainsi. En sciences et techniques des matériaux, il y a eu, l'an passé, plus d'offres que de besoins. C'est dire le sérieux des formations dispensées.

De fait, on ne chôme pas à Villetaneuse. Avec trente heures en moyenne de cours hebdomadaires, et trente-deux semaines par an, les étudiants de ces maîtrises reçoivent une formation complète et intensive. D'autant plus complète qu'à côté des universitaires traditionnels, enseignent des professionnels engagés dans les métiers préparés.

Le succès a incité les responsables de l'université à étendre l'expérience, notamment à la faculté des lettres. Plusieurs projets de maîtrise sont déposés à l'heure actuelle sur le bureau du C.n.e.s.e.r. (2) en vue de leur prochaine habilitation nationale. Ce sont les maîtrises de sciences et techniques de spécialiste socio-culturel de l'enfant et de l'adolescent ; d'attaché multilingue d'administration et d'entreprise ; d'information et documentation ; de gestion publique enfin (entreprises publiques ou d'économie mixte). Par ailleurs, la Faculté de Droit préparera, pour la première fois cette année, au C.a.p.a. (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) et au concours de l'administration des Finances.

Selon les responsables de l'Université, toutes ces maîtrises ont été précédées d'études de marché qui en garantissent les débouchés. Il n'est pas jusqu'aux maîtrises traditionnelles (histoire, maths, lettres) que l'Université de Paris XIII n'entende progressivement rénover. En ajoutant aux études « classiques » une formation pédagogique réelle dans des lycées des environs, elle entend créer des « maîtrises de sciences et pédagogie » qui ont sans doute l'ambition de fournir le modèle d'une solution au problème de la formation des maîtres.

Mais, ce faisant, l'Université de Paris-nord s'oppose directement à une politique vieille de plusieurs années qui consiste à créer en dehors de l'université des filières professionnelles de bas niveau scientifique placées pour le contrôle des employeurs. Les instituts de formation des maîtres en fournissent une illustration caricaturale. Depuis des années, le Pouvoir cherche à toute force à sortir des Universités la formation des en-

L'Université de Villetaneuse, Paris-Nord, offre un contre-modèle aux projets de Soisson et une solution au problème de la formation des maîtres, c'est sans doute pourquoi elle est en danger ...

seignants. De ce point de vue, Villetaneuse risque d'offrir un contre-modèle. D'autant que la recherche n'est nullement négligée. L'U.e.r. d'André Abbou, par exemple, est un des établissements de pointe en matière d'expression et de communication.

Une pareille entreprise n'est pas sans danger. Un danger de « récupération » d'abord. Pour étudier l'évolution des formations et des débouchés, chaque maîtrise est suivie par un « Conseil de perfectionnement » où siègent des « représentants des professions ». Il est bien évident qu'il y a là le risque d'ouvrir une porte au patronat. Mais, outre que celui-ci n'est pas dominant, comment faire autrement, tant que l'essentiel de notre économie restera propriété privée ?

Il y a un second danger, plus grave, et clairement perçu par tous les responsables de Paris-nord. Avec trente heures d'enseignement hebdomadaire en moyenne, les étudiants des nouvelles maîtrises ne pourront pas exercer une activité rémunérée en dehors de leurs études. La simple instauration des maîtrises nouvelles systématise la sélection par l'argent. C'est pourquoi le Conseil de l'université de Paris-nord demande la création d'un contingent spécial de bourses (de quoi en verser à la moitié des étudiants des nouvelles maîtrises). Et d'ajouter, à l'intention de Soisson qu'il s'agit là d'une condition sine qua non de la mise en place des nouvelles maîtrises.

Il faudrait être naïf pour croire que le financement ira de soi. Si l'habilitation prochaine des nouvelles maîtrises paraît acquise, il n'en va pas de même ni pour les crédits de premier équipement sollicités, ni pour les bourses spéciales revendiquées, le tout se montant à 18 millions de francs pour l'année à venir. Quoiqu'il ne s'agisse pour les deux premières, que de mesures de rattrapage partiel par rapport à la moyenne des universités, il est probable que Soisson n'en accordera au mieux qu'une partie.

Exemplaire à certains égards, la démarche du Conseil de l'Université de Paris XIII représente un type de rénovation dont le Pouvoir ne veut pas. Il n'est prêt à financer le renouveau que dans la limite qui lui permettrait de le récupérer. Avec trop peu de crédits, Paris-nord pourrait devenir une expérience détestable : faute de bourses, ce serait la sélection par l'argent, faute d'enseignants et d'équipements, la dévaluation du niveau scientifique des diplômes, voire le numerus clausus — les buts du Pouvoir. C'est dire que l'université de Villetaneuse traverse une passe délicate où elle aura besoin du soutien de tous ses amis, au nombre desquels ses enseignants socialistes sont loin d'être à négliger.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Diplôme d'études universitaires générales. Se passe au bout de deux ans de faculté.
L'année d'après, c'est la licence et, la 4e année, la maîtrise. Au-delà, le troisième cycle.
(2) Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

LE PRIX D'UN PETIT FRANÇAIS

Une semaine après la rentrée, les grands magasins, grandes surfaces et librairies, vivaient samedi dernier une ambiance de fête : guirlandes en moins, la bousculade ressemblait à celle des achats de Noël. Des enfants excités avec en main une liste bien établie, imposaient leurs achats aux parents qui suivaient. Conscients d'accomplir leur devoir — en contribuant à ce que leurs enfants aient tout ce qu'il faut pour « bien travailler » — et résolus après de telles dépenses, à ne leur accorder aucune excuse...

La rentrée des classes est toujours un bon argument de vente. L'indispensable ayant pour le lycéen ou l'écolier des limites particulièrement élastiques. Les fabricants ont su exploiter la gadgétisation dans le domaine des fournitures scolaires. Ils ont commercialisé les feuilles de copie par mille, les feutres par 12, les cahiers par 5. Les éditeurs aussi proposent aujourd'hui des ouvrages des plus luxueux. Reste aux parents à trouver la solution « au mieux »pour passer le cap de la rentrée : les librairies de lycée, lorsqu'elles existent, ou les occasions. Bien sûr pour les élèves de 6e l'Education nationale a fait savoir que cette année la rentrée serait vraiment gratuite. Il n'en est rien. La dotation budgétaire qui était jusqu'alors fixée à 17 F par élève et par an est passée à 30 F. Une augmentation nettement insuffisante, il ne restait plus aux professeurs qu'à demander le complément... aux parents.

Nous avons pris quelques exemples au hasard. En demandant justement aux parents de comptabiliser leurs dépenses. Les sommes sont éloquentes. De Frédérique qui rentrait « à la grande école » et dont les parents ont dépensé 50,70 F « en bricoles » (de l'ardoise au petit pot de colle) à Laurence qui pour son entrée en seconde a dépensé 290 F. Ces quelques exemples montrent le prix d'un petit Français.

Thierry, cours élémentaire 1, Sainte-Geneviève-des-Bois.

1 cartable (celui de l'année dernière avait été volé)	37,50
Fournitures scolaires (liste de la maîtresse) :	
1 classeur petit format	2,50
1 ardoise	1,45
éponge	0,90
1 godet à peinture	1,50
1 série de pinceaux (8, 10, 14)	1,65
1 boîte de crayons de couleur de 18 (conseillé Caran d'Ache)	18
1 porte plume	1,40
1 stylo à bille vert	0,75
1 tube de colle en stick	3,40
1 paire de ciseaux à bouts ronds	3,40
1 gomme	0,90
1 taille crayon	1
1 boîte de craies	1,25
Protège cahiers (4)	1,25
Buvards	1,25
	78,10
Fournitures pour la gymnastique :	
1 survêtement (qualité moyenne)	85
Chaussures (celles de l'année dernière encore utilisables)	
Coopérative scolaire	10
Assurance	7
	102
Total général :	180,10 F



Stéphane, 4e de C.e.s., rue d'Alésia.
632,90 F : fournitures scolaires uniquement.
610 F : renouvellement de garde-robe.

Se détaillant ainsi :

6 livres (commandés par l'association des parents d'élèves dans le cadre d'une bourse aux livres avec une réduction de 15 %)	119,40 F
1 livre d'Allemand qui n'a pas été commandé par l'Association et qu'on a acheté en librairie	18,50 F
Fournitures de technologie (nouvelle matière au programme en 4e)	60 F
Fournitures de dessin : brosses, pinceaux, gouache, blanc	35 F
Fournitures de gymnastique :	
1 short	15 F
1 tee-shirt aux couleurs de l'établissement	15 F
1 paire de basket	60 F
Fournitures générales	
5 gros cahiers	15 F
1 paquet copies doubles	5 F
2 classeurs	15 F
intercalaires	5 F
1 cahier textes	3,50 F
1 protège-cahiers	2,50 F
1 trousse	4 F
2 rouleaux papier pour recouvrir livres	8 F
Scotch	4 F
Stylos divers (4 feutres, 1 Waterman)	25 F
2 grands cahiers pour géographie et histoire	10 F
1 carnet de correspondance	3 F
1 livret de rédaction	5 F
Total fournitures générales	105 F
Fournitures de musique	
1 flûte + 1 cahier de musique	20 F
Cotisation à l'association parents d'élèves + assurance scolaire	30 F
Participation (obligatoire) à la coopérative scolaire	50 F
Vêtements	
1 anorak	150 F
2 pantalons (1 jean, 1 pantalon velours)	250 F
1 pull	90 F
1 paire de chaussures	120 F



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

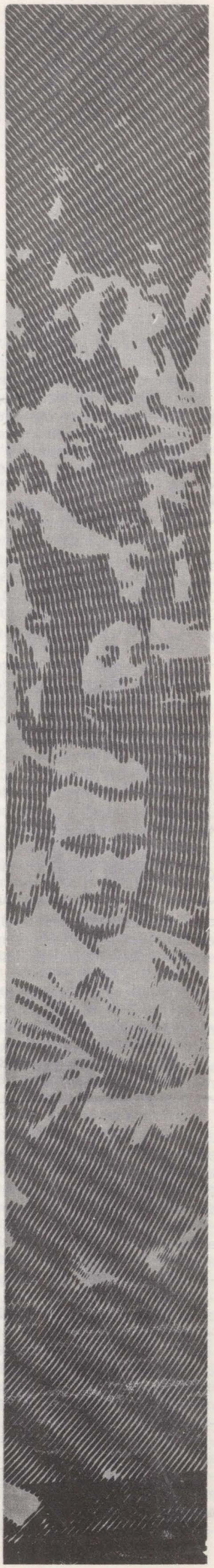
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Assises nationales du socialisme (12-13 octobre 1974)

POUR LE SOCIALISME

Le document qui sera présenté aux Assises du socialisme des 12 et 13 octobre est maintenant prêt. Nous en publions dans les pages suivantes le texte intégral

Le monde s'interroge. Le capitalisme avait promis une ère indéfinie de progrès. L'inquiétude, pourtant, est devenue la marque de notre époque. La rupture des équilibres naturels, l'accumulation des moyens de destruction, le sous-développement posent à l'humanité le problème de sa propre survie. L'aspiration à un nouvel ordre des choses grandit parmi tous les peuples de la terre. Un monde ancien se disloque, le nouveau cherche à naître.

D'où partira le nouveau cours ?

Des tentatives ont déjà eu lieu : soit parce qu'elles menacent l'homme d'une soumission totale à un Etat tout-puissant, soit parce qu'elles n'ont pas su proposer une alternative suffisante aux défaillances économiques et sociales de la croissance capitaliste, elles ne constituent pas aujourd'hui une référence acceptable pour la construction du socialisme.

D'autres expériences se cherchent dans le Tiers-Monde. Elles requièrent notre attention et notre solidarité. Mais c'est d'abord là où il a posé les fondations de son pouvoir que le capitalisme doit être mis en cause.

Il n'y a plus de solution que dans l'audace d'une expérience nouvelle.

Par les atouts qu'elle possède aujourd'hui, la France peut répondre à l'attente. Disposant pour quelque temps encore d'une marge de mobilité dans le jeu figé des puissances dominantes, elle se doit de saisir cette chance avant qu'elle ait tourné.

L'histoire récente de notre pays a manifesté sous plusieurs formes la volonté de son peuple d'engager la marche sur ce nouveau chemin. Mai 68, c'était l'éclatement spontané de tout un possible longtemps réprimé. Mai 74, la démonstration que l'union politique des forces populaires est là, prête à assumer la responsabilité qui lui incombe.

Le présent est fait des difficultés et des inquiétudes quotidiennes, le budget familial ploie sous la hausse des prix, l'équilibre nerveux s'use de la menace sur l'emploi, de la fatigue du travail, de la longueur des transports, de l'inconfort du logement, la joie de vivre subit l'assaut de la publicité et des marchands de bonheur.

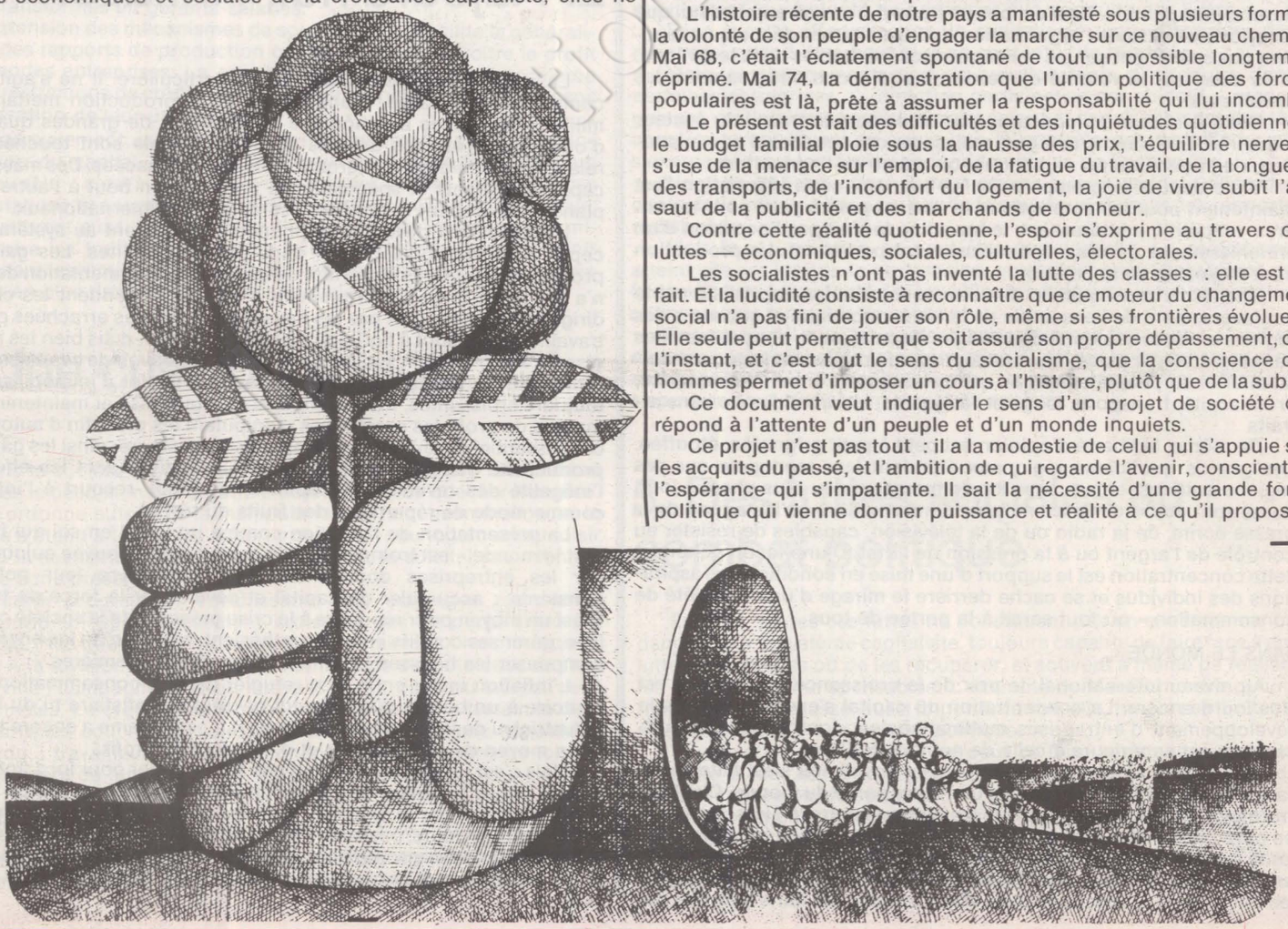
Contre cette réalité quotidienne, l'espoir s'exprime au travers des luttes — économiques, sociales, culturelles, électorales.

Les socialistes n'ont pas inventé la lutte des classes : elle est un fait. Et la lucidité consiste à reconnaître que ce moteur du changement social n'a pas fini de jouer son rôle, même si ses frontières évoluent. Elle seule peut permettre que soit assuré son propre dépassement, dès l'instant, et c'est tout le sens du socialisme, que la conscience des hommes permet d'imposer un cours à l'histoire, plutôt que de la subir.

Ce document veut indiquer le sens d'un projet de société qui répond à l'attente d'un peuple et d'un monde inquiets.

Ce projet n'est pas tout : il a la modestie de celui qui s'appuie sur les acquits du passé, et l'ambition de qui regarde l'avenir, conscient de l'espérance qui s'impatiente. Il sait la nécessité d'une grande force politique qui vienne donner puissance et réalité à ce qu'il propose.

→



UNE SOCIETE DANS L'IMPASSE

Mai 1974 : 13 millions d'hommes et de femmes démontrent que l'union des forces politiques et syndicales de la Gauche constitue la clé de toute transformation de la société. La victoire échappe de peu à la coalition populaire : elle demeure aujourd'hui à sa portée. Nous entendons le montrer.

Une période historique touche à sa fin. Elle a permis, par une croissance exceptionnelle, une importante amélioration du niveau de vie des populations, mais à quel prix !

I. Le prix de la croissance

EN FRANCE :

La croissance du capital dans notre pays a eu des conséquences majeures : elle a entraîné un changement important dans les conditions du travail salarié et provoqué une importante concentration économique et financière et un bouleversement de l'ensemble des conditions de la vie économique et sociale.

Dans les entreprises petites ou moyennes les conditions de travail étaient et sont encore souvent très dures, et la répression antisyndicale sévère. Le passage à l'économie de grandes unités de production peut donner l'impression d'une amélioration de ces conditions : et il est vrai que les gains de productivité réalisés grâce au progrès technique, que l'efficacité croissante de la pression syndicale, ont permis aux travailleurs d'améliorer sensiblement leur niveau de vie.

Mais les conséquences de ce progrès technique, utilisé aux seules fins du profit, sont lourdes pour les travailleurs : par l'augmentation des cadences, par la parcellisation des tâches, le travail est en fait devenu plus pénible. Ce n'est pas un hasard : on sait aujourd'hui que le taylorisme et toute l'organisation du travail qui en découle ne reposent pas seulement sur les conséquences inévitables de la technique, mais aussi sur la volonté d'interdire les relations directes entre les travailleurs.

Cette évolution ne concerne pas seulement le travail du secteur industriel. Elle touche une part croissante des services d'administration, de commerce ou de banque, ou même de l'agriculture.

Vraie depuis longtemps pour les ouvriers, cette affirmation l'est maintenant pour les employés et le devient petit à petit pour les cadres : répétitif, inintéressant, le travail ne fournit pas l'occasion d'un enrichissement ou d'un épanouissement personnel. La production s'est dissociée de la création.

Une autre conséquence de cette concentration capitaliste est le bouleversement de l'ensemble de la vie économique et sociale : des régions entières se vident, des villages disparaissent, des petites villes périclitent. A leur place, une concentration urbaine sauvage, un habitat cher et surpeuplé et tout ce qui en découle : ennui, délinquance, promiscuité, transports longs et fatiguants, vie quotidienne sans attraits

De même, la liberté d'opinion est petit à petit grignotée, étouffée. Les grands quotidiens régionaux étendent leur monopole sur des régions entières, et la presse locale meurt un peu plus chaque jour. Rares sont aujourd'hui les moyens d'information, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la radio ou de la télévision, capables de résister au contrôle de l'argent ou à la pression de l'Etat. D'une façon générale, cette concentration est le support d'une mise en condition des aspirations des individus et se cache derrière le mirage d'une « société de consommation » où tout serait à la portée de tous...

DANS LE MONDE :

Au niveau international, le prix de la croissance occidentale est plus lourd encore. La concentration du capital s'exerce à travers le développement d'entreprises multinationales, dont la puissance financière est supérieure à celle de nombreux Etats.

De surcroît, la fortune du capitalisme occidental s'est faite sur la base d'une exploitation brutale d'une autre partie du monde. C'est par une mystification du langage que les rapports entre le Tiers-Monde et les pays capitalistes industrialisés sont appelés « libre échange ». La vérité est : échange inégal, impérialisme, néo-colonialisme. Grâce aux mouvements et aux révoltes populaires, de nombreux pays colonisés ont accédé à l'indépendance. Mais ont succédé dans bien des cas



des régimes locaux contrôlés par l'impérialisme, qui le déchargent le plus souvent de son rôle de police en préservant ses sources de profit.

L'histoire du capitalisme est traversée de nombreuses crises. Il les a surmontées en se modifiant, tout en conservant sa logique essentielle. Notamment sous la poussée des luttes sociales, le capitalisme est constamment obligé de déplacer le lieu des contradictions qu'il secrète, par une sorte de fuite en avant qui ne lui permet pas de les régler, sans en faire naître d'autres. La contradiction fondamentale demeure, qui est l'opposition d'intérêts entre une minorité qui domine la vie sociale et l'immense majorité des hommes, exploités et dominés. Ainsi l'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée de victoires partielles, souvent importantes, mais jamais encore décisives. Les analyses qui annoncent constamment la fin prochaine du capitalisme, son effondrement inéluctable, nous sont étrangères. Le catastrophisme a toujours été le support de pratiques tantôt démobilisatrices, tantôt exaltées, empêchant de situer les véritables enjeux.

2. Aujourd'hui, l'inflation

La crise actuelle est d'une nature particulière. Il ne s'agit plus, comme dans le passé, d'une phase de surproduction mettant des millions d'hommes au chômage et stérilisant de grandes quantités d'outillages. Tous les aspects de la vie sociale sont touchés. Les relations économiques internationales sont menacées. Des masses de capitaux flottants et spéculatifs se portent d'un bout à l'autre de la planète, disloquant le système des paiements internationaux.

L'inflation est devenue un phénomène inhérent au système, accepté et même voulu par lui dans certaines limites. Les gains de productivité sont très importants, mais jamais l'augmentation des prix n'a été aussi forte. Contrairement à ce que prétendent les classes dirigeantes, ce ne sont pas les hausses des salaires arrachées par les travailleurs qui sont à l'origine de cette situation, mais bien les mécanismes d'exploitation sur lesquels repose le pouvoir de ces classes. La rentabilité du capital tend à s'abaisser par l'effet d'immobilisations toujours croissantes. Pour compenser cette baisse et maintenir leurs marges de profit les entreprises manipulent les prix afin d'autofinancer l'essentiel de leurs investissements et accaparer ainsi les gains de productivité dus au travail de tous. A cela s'ajoutent les effets de l'inégalité des revenus. Le capitalisme affaibli recourt à l'inflation comme mode de répartition des fruits du travail.

La présentation de l'inflation comme un « mal en soi qui frappe tout le monde » est trompeuse. Elle est la parade trouvée aujourd'hui par les entreprises dominantes pour poursuivre leur politique constante : accumuler du capital et dévaloriser la force de travail. C'est un moyen pour répondre à la crise présente de la société capitaliste, gérer ses conflits en les anesthésiant, et tenter, en les noyant, de compenser les hausses légitimes des matières premières.

L'inflation incite enfin à se refugier dans la consommation, seul exutoire à un besoin d'exister qui ne peut se satisfaire ni du travail industriel ni de la vie urbaine actuelle. Le capitalisme a encore trouvé là un moyen de se perpétuer et d'assurer son profit.

Mais c'est un moyen qui n'est pas sans danger pour lui. L'inflation met en cause le niveau de vie et contredit l'idée d'un progrès social continu garanti par le système : elle est donc génératrice de conflits sociaux (travailleurs, paysans, PME). De plus, les structures sociales et les habitudes de consommation la rendent difficile à maîtriser. L'inflation n'est donc que l'expression de déséquilibres sociaux plus généraux.

3. Des déséquilibres nouveaux

Le problème de l'énergie et la menace de pénurie des ressources non renouvelables servent, aux défenseurs du système, à expliquer les difficultés auxquelles il se heurte aujourd'hui. Il est vrai que certaines ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Il est vrai que des problèmes sérieux ont récemment surgi, notamment dans le domaine de l'énergie. Mais la politique du capitalisme international — et en particulier des grandes compagnies pétrolières — porte aussi la principale responsabilité de cette situation. De même, cette politique a retardé la mise en application des mesures capables de compenser la raréfaction prévisible de certaines matières premières. Problèmes d'autant plus graves qu'ils se situent dans le contexte de la poussée démographique mondiale.

DANS LE MONDE

Le capitalisme international cherche à mettre à profit une situation qu'il a contribué à créer, non pas pour freiner la croissance et réduire la consommation globale, mais pour redistribuer les pôles de cette consommation. Les nations riches qui forment le « centre » économique du monde exportent certaines industries vers certains pays de la « périphérie ». On connaît alors dans le Tiers-Monde des zones de développement relatif, des zones de sous-développement relatif et des zones de sous-développement accentué. Les inégalités s'approfondissent, mais elles sont différemment réparties. Dans le même temps, les oppositions d'intérêts entre les U.S.A., les pays capitalistes européens et le Japon vont en s'accentuant.

EN FRANCE

A l'échelle de notre pays, l'écart se creuse aussi toujours plus entre « pôles de développement » et zones économiquement sacrifiées. Les paysans chassés de la terre, ou tenus sur leurs terres par les firmes agro-alimentaires et l'endettement permanent, constituent une main-d'œuvre disponible à bon marché. De même, les petits commerçants transformés en gérants-salariés.

L'extension des mécanismes de sous-traitance facilite la généralisation des rapports de production capitaliste pour accroître le profit des grandes entreprises. La concentration capitaliste est accélérée par les restrictions de crédit qui frappent principalement les PME sans considération de leur utilité sociale.

Paradoxalement, au moment même où se développe l'internationalisation du capital, les Etats nationaux sont appelés à jouer un nouveau rôle : c'est à eux que revient d'éviter que les conséquences des mutations économiques ne conduisent à une crise sociale grave. Ils constituent aussi une instance d'arbitrage des intérêts économiques entre les fractions rivales de la classe dominante, sans avoir pour autant les moyens de la décision économique majeure, qui relève de plus en plus des sociétés multinationales.

4. Une crise de société

Dans la société capitaliste, l'étalon auquel se réfère tout produit n'est pas le besoin, mais l'argent. L'objet n'est plus que marchandise. Tout s'ordonne autour de la manipulation de la consommation, et le marché s'étend à toutes les sphères de la vie : du logement au loisir jusqu'à la sexualité, en passant par l'espace, le soleil, l'eau... Il n'y a plus de zone préservée.

A cette progression envahissante des échanges marchands correspond un appauvrissement croissant des rapports entre les hommes. Plus que jamais les foules sont solitaires et l'homme éclaté, divisé. A la division du travail dans l'entreprise s'ajoute celle de l'espace (ville / campagne, habitat / travail, etc...), celle du temps, celle des activités. La croissance urbaine matérialise sur le terrain la division entre les couches sociales, en même temps qu'elle fait éclater l'individu : travailleur- acheteur- consommateur- homme de loisirs- père ou mère de famille, etc...

QUELLE CROISSANCE ?

Cette idéologie de la croissance se trouve d'ailleurs aujourd'hui remise en cause. Certains experts ont souligné les dangers d'une progression trop rapide de la consommation des ressources disponibles. Ils en ont tiré la leçon qu'il faut bloquer la production, imposer dans tous les domaines ce qu'ils ont appelé « la croissance zéro ».

Cette notion à la mode mérite d'être étudiée. Que signifie-t-elle ? Il s'agit en fait de limiter l'effort industriel à un bas niveau pour mettre fin au gaspillage et préserver ce qu'il reste des réserves naturelles. Mais une telle politique reviendrait à perpétuer les mécanismes qui font naître les inégalités : elle est à ce titre inacceptable.

Aussi entendons-nous apporter une autre réponse : en substituant à cette notion de croissance, de nature essentiellement économique, la notion de développement qui compte, elle, de multiples dimensions touchant à l'éducation, à la culture, à l'environnement, la santé, au loisir, à la responsabilité et aussi, bien sûr à la science, la technique, la productivité. Il s'agit donc moins de limiter la production que de produire autrement, autre chose, et dans d'autres buts.

DES CONTESTATIONS NOUVELLES

Le système se heurte à la résistance, à la contestation, à la révolte. Loin de s'atténuer, la lutte des classes prend une nouvelle ampleur, trouve de nouvelles expressions.

Face à l'exploitation de la force du travail — qui reste la base du système capitaliste — les revendications premières demeurent, qui portent sur l'augmentation du niveau de vie et la réduction du temps de travail.

Mais on en voit surgir d'autres, qui s'attaquent directement à l'organisation capitaliste du travail, remettent en cause les rapports hiérarchiques, imposent l'exigence du contrôle des travailleurs. Les exemples sont multiples, dans l'entreprise (du Joint Français à Rateau, en passant par Thionville, Péchiney-Noguères et bien sûr Lip) mais aussi en dehors du terrain de la production. Etat, Eglises, Armée, Ecole, aucune des valeurs, aucune des institutions ne sont aujourd'hui épargnées.

Les femmes prennent conscience de leur sujétion et exigent leurs droits élémentaires. La famille est remise en question. Les prisonniers se révoltent contre la condition pénitentiaire. Des quartiers s'animent sous l'impulsion de comités locaux. Des minorités culturelles ou régionales revendiquent leur droit à l'existence. Les travailleurs immigrés défendent de plus en plus fermement leurs propres intérêts. On pourrait multiplier les exemples : tout bouge, tout bouillonne.

De même dans les entreprises, un nombre croissant de salariés manifestent leur volonté de participer à la conduite des luttes.

Face à cette effervescence, le capitalisme tente d'apporter des réponses, quand il ne peut plus se contenter de réprimer.

Mais les changements partiels que l'on tente d'introduire dans certaines entreprises : « direction participative par objectif », management, ateliers autonomes, élargissement et enrichissement des tâches, resteront illusoires parce que le contrôle des travailleurs ne s'exerce pas sur les décisions fondamentales de l'entreprise.

Hors de la production, il peut arriver que le capital utilise des contestations nouvelles pour ouvrir de nouveaux champs aux rapports marchands.

Mais la récupération ne peut être que partielle. Le capitalisme atteint vite ses limites en ce domaine, puisqu'est posé le problème de la démocratie : la volonté des travailleurs est de définir eux-mêmes les changements auxquels ils aspirent.

Encore faut-il que les contestations diverses trouvent à s'unifier dans un projet global de transformation. C'est sur cette dynamique et cette aspiration à « changer la vie » que les socialistes entendent s'appuyer pour réaliser un projet de société.

5. Des luttes sociales au combat politique

En effet, toutes ces luttes ne constituent pas en elles-mêmes un danger pour le système capitaliste, toujours capable de faire face à des luttes ponctuelles ou de les récupérer, et souvent à même de réaliser les adaptations indispensables. L'exemple de Mai 68 montre qu'une mobilisation de masse, aussi importante soit-elle, trouve ses limites si elle est privée d'un débouché politique.

L'unification de ces luttes ne peut se faire spontanément : leur diversité et leur aspect catégoriel ou corporatif reflète la division du travail imposée par le système.

Il est indispensable de surmonter les oppositions ainsi créées entre catégories de travailleurs.

Pour lever ces contradictions, pour réussir cette unification, il n'est qu'un moyen : l'insertion de toutes ces luttes, y compris électorales,

→

de toutes ces aspirations, dans un combat politique global qui vise la conquête de l'Etat, sa transformation et, à terme, le renversement du pouvoir de la classe dominante.

Les programmes des différentes formations de la gauche, le programme commun de gouvernement, indiquent la direction où il faut s'engager pour aller vers une société différente. Il appartient maintenant aux socialistes de définir d'une façon plus précise encore les objectifs, la logique et le mode de développement de la société à construire.

Cette définition est indispensable, si nous voulons rallier ceux qui hésitent encore, ceux qu'effraient certaines expériences entreprises au nom du socialisme et qui ne sauraient être convaincus par l'expression de certaines utopies récentes. Il ne suffit pas de prendre des distances à l'égard des unes et des autres. Il faut au contraire montrer que des enseignements ont été tirés de celles-là, et que de celles-ci ont été retenus les aspects positifs.

LE SOCIALISME A L'ORDRE DU JOUR

Un but lointain clairement défini, mais trop de flou quant aux périodes intermédiaires nécessaires pour l'atteindre : tel est pendant longtemps apparu le projet socialiste.

Le but lointain : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la disparition du salariat, c'est-à-dire une société où sera abolie la division entre tâches de direction et tâches d'exécution, entre travail manuel et travail intellectuel ; où la diversité des talents ne sera plus hiérarchie des talents ; où s'effaceront les rapports marchands ; où le calcul monétaire fera place à un calcul social fondé sur la quantité de travail dépensé ; où enfin l'Etat dépérira jusqu'à disparaître complètement.

Ces objectifs, formulés dans la deuxième moitié du 19e siècle, expriment encore — et justement — aujourd'hui des aspirations profondes qui s'opposent de façon radicale à l'idéologie des classes dominantes. Ils font apparaître le caractère relatif et transitoire des conceptions que ces classes considèrent comme naturelles et éternelles.

Mais on ne peut se contenter d'un but lointain : nous savons d'expérience qu'il est impossible de supprimer dans un court délai historique tous les mécanismes économiques et toutes les structures mentales que nous lègue le capitalisme.

Le socialisme de demain restera longtemps tributaire de l'héritage du passé.

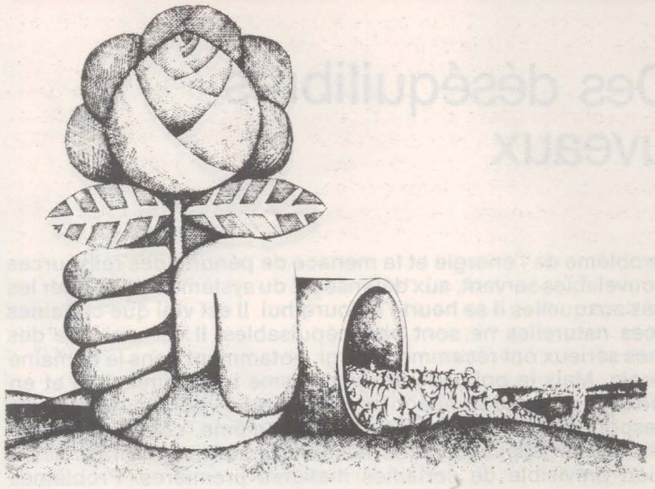
L'héritage technique et culturel

Cet héritage nous offre, sur le plan scientifique, technique et culturel, une base de départ infiniment plus favorable que celle qu'ont connue les précédentes tentatives.

Mais il n'a pas que des côtés positifs. Adapté au système capitaliste, il continuera d'en porter les caractéristiques au-delà de l'abolition du système d'appropriation privée des principaux moyens de production et d'échange. Il est impossible d'agir comme si la technique était neutre et pouvait être indifféremment mise au service du socialisme et du capitalisme. La machine peut être libératrice, mais elle peut être aussi aliénatrice.

Des choix s'imposent donc. Il incombera au nouveau régime de faire évoluer la conception même de l'outil et de la machine de façon à écarter les techniques qui sont de nature à perpétuer les rapports d'exploitation et à favoriser celles qui rendent possible l'introduction du principe de responsabilité collective.

Nous héritons aussi d'un monde pollué. Qu'il s'agisse de simples déchets, de fumées industrielles, de produits toxiques déversés sur les cultures, dans les eaux ou dans l'atmosphère, de réchauffement de la



température ou de bruit, il y a un seuil limite au-delà duquel ces pollutions mettent en danger la vie elle-même. Il est bien des domaines, à commencer par l'eau des océans et l'oxygène atmosphérique, où ce seuil se rapproche et sera atteint dans deux générations.

Là encore, il faudra faire des choix : c'est une nécessité absolue de survie collective que de développer les sources d'énergie les moins polluantes, de remplacer, partout où faire se peut, les techniques lourdes et génératrices de déchets ou de toxicités par des techniques souples, d'imposer enfin à toute activité de production les contraintes de salubrité nécessaires non seulement à la préservation de l'équilibre écologique de la planète, mais à celle de l'espèce humaine.

Tout aussi ambigu est l'héritage culturel. Le niveau d'enseignement et de culture auquel est déjà parvenu l'ensemble de la population est un atout considérable pour une expérience socialiste. Mais le système éducatif a trop souvent abouti à développer la compétition, le sens de la hiérarchie et de la soumission. Bien des habitudes mentales qui sont à transformer profondément resteront ancrées et pour longtemps dans les comportements individuels et collectifs.

Parallèlement, l'organisation capitaliste du travail aboutit à un abaissement du niveau technique de nombreux travailleurs et à une véritable déqualification. A cet égard, l'établissement du socialisme sera le résultat d'une création continue faisant appel à une pédagogie collective respectueuse des personnalités et des rythmes d'évolution ; en un mot, à ce que la tradition ouvrière française appelle l'enseignement mutuel.

La propriété sociale, condition du socialisme

Remettre l'économie au service des hommes plutôt que de maintenir les hommes au service de la production est un objectif fondamental du socialisme.

Cela implique que les éléments les plus importants de l'activité nationale soient soumis à la volonté collective. C'est pourquoi la nationalisation des grands moyens de production figure dans tous les programmes socialistes.

Cette socialisation est une condition nécessaire à leur réalisation. Elle n'est pas une condition suffisante. Elle ne modifie en elle-même ni la division du travail, ni l'existence d'une hiérarchie qui risque d'entraîner l'apparition d'une nouvelle couche dirigeante.

La seule voie qui ait été jusqu'à présent empruntée repose sur la centralisation des décisions. Ses partisans considèrent la propriété sociale comme étant déjà la propriété de la société tout entière. Les différentes unités économiques reçoivent, à partir d'un centre unique, les directives qu'elles doivent suivre. Ainsi pense-t-on briser la logique de l'entreprise capitaliste qui produit en vue du seul profit. Ce qui compte dans ce système, c'est l'importance du surplus qui est tiré de l'ensemble de l'économie nationale. Peu importe que telle ou telle unité soit financièrement déficitaire.

Cependant, la socialisation réelle des forces productives — autrement dit le caractère collectif que revêt la production dans tel ou tel domaine — n'est nulle part suffisamment poussée pour que les différentes unités économiques puissent être considérées comme les ateliers d'une même entreprise gérée à partir d'un seul centre. La propriété sociale se confond dans ce cas avec l'unique propriété d'Etat et la bureaucratie tend peu à peu à se comporter comme si elle était propriétaire de l'Etat, s'arrogeant le droit de décider de l'utilisation de la plus-value sociale produite par l'ensemble des travailleurs et recou-

rant pour s'assurer de ce monopole à des méthodes qui rendent très formelle la référence à la démocratie socialiste.

Nous n'oublions pas pour autant les conditions historiques très particulières dans lesquelles sont intervenues il y a plus d'un demi-siècle la révolution russe et il y a déjà un quart de siècle la révolution chinoise. Nous n'ignorons pas les résultats qui ont été obtenus dans un certain nombre de domaines et nous voyons comment les puissances capitalistes ont dû en tenir compte. Après avoir pendant de longues années espéré que les régimes communistes pourraient être progressivement « refoulés » des zones où ils se sont établis, ces puissances ont été finalement contraintes à pratiquer une politique de coexistence. Elles cherchent maintenant à tirer profit de ce recul en favorisant une certaine intégration des pays communistes dans un système mondial dominé par le capitalisme. Les prix du marché capitaliste sont les prix mondiaux. Le modèle de consommation capitaliste influence sinon l'ensemble des pays communistes, du moins les pays communistes européens. Cette évolution se poursuivra vraisemblablement jusqu'au jour où le rapport des forces sera renversé à l'échelle mondiale, c'est-à-dire concrètement jusqu'au jour où un nouveau type de société socialiste s'établira dans l'Europe de l'Ouest.

Il n'y a pas de modèle qui puisse nous renseigner sur ce que pourrait être cet autre socialisme. Mais il est désormais possible d'en établir le projet sur des bases solides et crédibles.

L'autogestion, clé de voûte d'un socialisme démocratique

Le socialisme autogestionnaire vers lequel s'oriente aujourd'hui le mouvement socialiste français, s'appuiera sur différentes formes de propriété collective (Etat, région, commune, associations diverses, etc...) et sur des pouvoirs aussi décentralisés que possible. Ces formes de propriété tendront ici à coïncider avec la socialisation réelle des forces productives. Partout où le processus interviendra, et donc, en premier lieu, dans toutes les entreprises qui constituent les pôles de domination économique, devra avoir lieu l'élection des organismes d'administration et de gestion par les travailleurs concernés.

Des adaptations peuvent sans doute être prévues (association des usagers ou maintien d'un rôle décisif de l'Etat, en fonction de la nature de la production ou des services). La règle générale sera bien l'extension progressive du principe démocratique à l'ensemble des activités économiques et sociales.

Mais l'élection, c'est-à-dire la délégation du pouvoir ne résoud pas tous les problèmes. Le rapport mandant-mandataire tend, d'une certaine manière à reconstituer le rapport dirigeant-dirigé. Pour que cette situation puisse être modifiée, il faut que les mandants soient en mesure de contrôler les mandataires. Cet objectif du contrôle apparaît déjà à travers les luttes actuelles ; mais il ne peut être véritablement atteint dans la société capitaliste. Car tout contrôle est précaire, voire éphémère, si la source du pouvoir lui échappe.

Dans le système actuel, le pouvoir appartient aux actionnaires ou plus exactement aux groupes financiers et aux managers qui manipulent leurs assemblées. Dans le socialisme d'Etat, la source du pouvoir, c'est la désignation par les organes de l'Etat central. Dans le socialisme autogestionnaire, ce sera l'élection des responsables par les travailleurs, avec ce souci d'un contrôle permanent de l'élu.

Un autre risque serait d'enfermer l'autogestion dans le cadre étroit de l'unité économique de base : l'égoïsme d'entreprise pourrait alors se développer.

Par ailleurs, les directions des banques, des organismes commerciaux et des unités de très grande dimension échappent pratiquement à tout contrôle populaire. Le danger technocratique s'ajoute au danger bureaucratique, comme le démontrent certaines difficultés de l'expérience yougoslave. Le contrôle de la base sur les décisions ne suffit pas à pallier ces dangers.

En effet, au-delà d'un certain niveau, le contrôle ne peut s'exercer qu'en fonction de références précises et ces références ne peuvent elles-mêmes être fournies que par le Plan ou plus exactement par les plans (nationaux, régionaux et locaux). La planification démocratique, c'est-à-dire la détermination démocratique (par le débat et par le vote), des besoins considérés comme prioritaires est indissociable de l'autogestion dont elle est la forme généralisée.

L'autogestion définit donc un système social dont les collectivités de base jouissent d'une grande autonomie de décision : entreprise, quartier ou commune rurale, agglomération, région et aussi associations de tous types, qu'il s'agisse des syndicats, des associations de consommateurs, ou de résidents, des amicales sportives, ou des mouvements pédagogiques, etc...

Un système social de cette mesure, loin de prétendre faire disparaître les conflits inhérents à toute société, vise au contraire à en permettre l'expression précoce et la solution pacifique grâce à une redistribution des pouvoirs.

Pour cette raison, l'autogestion ne prend tout son sens que si elle est étendue à la société tout entière, ce qui implique la généralisation de ses deux règles de base : décisions prises au niveau le plus proche possible de ceux qui sont concernés, choix et contrôle des responsables par ceux-là même qui les auront mandatés pour décider.

Cette forme d'organisation de la vie sociale est la seule qui aujourd'hui puisse prendre en charge le besoin de responsabilité et de création et que le capitalisme réfreine si puissamment.

Les structures constitutionnelles et juridiques qui définiront les pouvoirs politiques et économiques de la société socialiste autogestionnaire varieront selon le niveau (local, régional, national) et la nature du domaine concerné (production, collectivités publiques territoriales, vie associative et services sociaux). Pendant toute une période, le statut de l'entreprise autogérée aura un caractère expérimental. En tout état de cause, il écartera l'apport en capital et le contrat de louage de service pour s'orienter vers des formules où l'apport de travail ouvrira le droit à une part des fruits de ce travail et à la participation à la prise des décisions essentielles : nature de l'activité productrice et grille de partage des résultats (dans le cadre des objectifs planifiés), modes de désignation des directions, de l'ampleur de leurs pouvoirs et des contrôles auxquelles elles sont soumises.

Quant aux fonds nécessaires à la création de nouvelles entreprises autogérées, ils proviendront soit de l'épargne collectée par l'intermédiaire du secteur socialisé du crédit, soit de prêts publics. Ce capital, de préférence loué, sera rémunéré sur une base forfaitaire, et par conséquent privé de toute influence sur les décisions, puisque étranger au risque économique.

Il faut le redire : l'autogestion n'est compatible qu'avec une société très égalitaire. La longue période de sa mise en place exige donc une lutte constante pour diminuer les inégalités héritées du capitalisme.

Enfin, le socialisme autogestionnaire entend développer et non réduire les possibilités d'innovation. Dans le système actuel, l'impératif du profit gèle des innovations d'utilité sociale indiscutable. A l'inverse, il favorise l'essor de productions dont l'utilité sociale est quasi nulle. La faculté d'innover est circonscrite au cercle étroit de ceux qui pensent et dirigent. Le socialiste autogestionnaire libèrera dans toutes les sphères de la vie sociale d'immenses possibilités de création aujourd'hui stérilisées. La planification démocratique prévoiera une enveloppe de crédits non affectés à l'avance pour appuyer toutes les propositions d'amélioration et de changement et notamment de création d'entreprises, venues des cellules de base du pays. Il faut lier cette activité créatrice aux nouvelles procédures d'expression des besoins, elles-mêmes liées à la représentation des collectivités de base dans l'élaboration de la planification.

La planification, instrument de la volonté collective

Appliquée dans des circonstances historiques de guerre et de pénurie, la planification s'est souvent traduite par une bureaucratisation de l'économie, source de gaspillage et d'inefficacité ; accaparée ensuite par les technocrates du néocapitalisme, la planification a été réduite à une vaste étude de marché. Aucune de ces conceptions n'illustre ce que pourrait être le plan comme instrument de développement socialiste dans un pays économiquement avancé.

Le Plan doit d'abord exprimer une volonté politique : il est un moyen de réaliser un choix de société, un type de croissance voulu et non subi. En ce sens, on ne peut séparer son contenu de ses méthodes d'élaboration. Le Plan ne peut être l'expression d'une volonté politique s'il n'est pas élaboré démocratiquement. Car il n'y a pas d'intérêt général abstrait. C'est dans le processus démocratique de confrontation entre les différentes instances et collectivités concernées que se définit l'intérêt commun, que se tranchent les conflits et que se préservent les droits des minorités. C'est ainsi que la planification démocratique suppose une société décentralisée, vivante, fondée sur des unités de collectivités autogérées : elle exprime un processus de confrontation permanente. Un plan national ne saurait, dans cette logique, être conçu isolément. Si sa signification essentielle est d'exprimer clairement les grandes orientations de la volonté collective en

→

ce qui concerne la transformation de la société, il ne prend tout son sens que s'il est aussi pour une part un élément de régulation et de choix inséré dans un tissu de plans ou de programmes décentralisés au niveau des régions et des secteurs industriels.

Le Plan peut aujourd'hui être conçu comme impératif dans ses grandes orientations et souple dans son application. Les choix centraux concerneront la durée du travail, la part relative de l'investissement productif, de la consommation collective et de la consommation privée et les priorités respectives données au développement des diverses branches et régions. A l'appui de ces choix, dotations budgétaires, maniement sélectif de l'impôt et politique des prix viennent en assurer l'application. L'exécution correcte du Plan, la clarté dans la répartition des revenus, la préservation des fruits du travail et de l'épargne qu'ils peuvent engendrer exigent une société débarrassée du cancer de l'inflation. Cela appelle la restauration des rapports vrais entre prêteurs et emprunteurs (c'est-à-dire, dans la conjoncture présente, l'indexation de toute épargne) et une réorganisation complète de tous les mécanismes de financement de l'investissement. Seul le crédit, en effet, remboursé sur une base indexée quand l'investissement devient effectivement productif, avec un intérêt inférieur à l'augmentation de productivité, peut financer l'équipement dans des conditions non inflationnistes. Ces mesures toutefois, si elles sont absolument nécessaires, ne sauraient être suffisantes, car le problème de l'inflation est aussi d'ordre politique en ce sens qu'il concerne la société toute entière. Il n'y a pas de lutte efficace contre l'inflation sans une réduction très importante des inégalités de revenus et de fortune et sans introduction progressive d'une nouvelle structure des consommations, objectif qui est en pleine cohérence avec les orientations évoquées plus haut.

L'entreprise voit donc ses décisions canalisées par les incitations du Plan. Mais, restant en situation de compétition, qu'elle soit socialisée ou privée, elle reste libre de ses décisions, quitte à réviser les barèmes d'incitation ou de pénalisation prévus au Plan si la volonté politique qu'exprime celui-ci tarde à se traduire dans les faits.

La transformation de l'Etat

Qu'est-ce que l'Etat socialiste ? L'utopie anarchiste d'une fédération de producteurs ? La réalité du centralisme bureaucratique ? L'imagination oscille entre ces deux caricatures opposées qui traduisent une contradiction fondamentale.

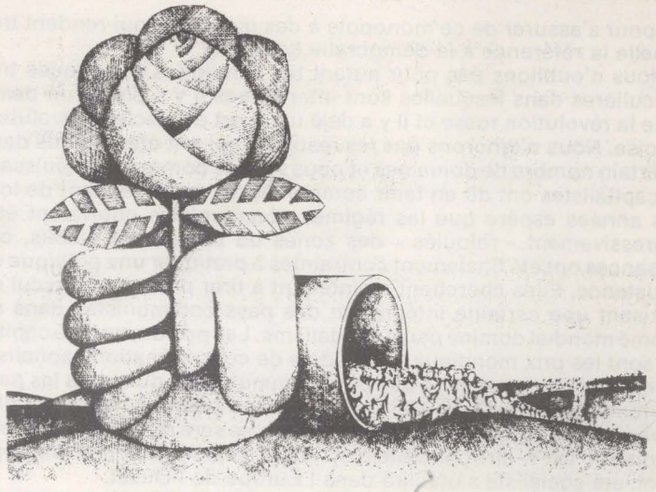
D'une part, les socialistes ne peuvent conserver l'Etat capitaliste tel quel. Les institutions, l'administration ne sont pas neutres, mais profondément imprégnées par le système capitaliste dont ils assurent la garde. Dans ces conditions, maintenir les structures de l'Etat capitaliste, ce serait perpétuer la domination de la bourgeoisie, renoncer à une démocratie authentique et risquer de remettre en cause à tout instant les conquêtes du socialisme. Il faut substituer à cette construction une organisation socialiste des pouvoirs, reflet dans l'ordre politique du socialisme autogestionnaire.

D'autre part, le problème de l'Etat ne se pose pas en soi. Il ne peut être séparé du problème de la lutte des classes. Car c'est illusion de croire que le capitalisme disparaîtra du seul fait de la prise du pouvoir par les socialistes. Les forces capitalistes garderont des positions solides dans des secteurs importants de l'économie, dans l'appareil d'Etat et trouveront des appuis extérieurs puissants dans un monde dominé par l'impérialisme américain. Les socialistes ne peuvent faire l'impasse sur la nature et les fonctions du pouvoir d'Etat. Durant la transition au socialisme, l'Etat sera bien entendu maintenu, mais il sera profondément transformé.

Pour donner aux groupes et aux collectivités le moyen d'assurer le plus strictement possible la gestion de leurs intérêts, la maîtrise de leur avenir, la nouvelle organisation des pouvoirs repose sur ce principe déjà énoncé : la décision doit être prise au niveau le plus proche de ceux qu'elle concerne en tenant compte de ses incidences sur le reste de la collectivité.

Une même fonction, la gestion de l'économie par exemple, comporte des responsabilités de nature diverse et implique donc une pluralité d'instances de décisions : unité de production, localité, département, région, ensemble national. Ce principe implique la rupture avec toutes les formes actuelles de centralisation.

Il faut envisager des transferts de pouvoirs pour certaines grandes fonctions collectives (éducation, santé, transports, équipement régional). Certains services administratifs actuellement assurés au niveau central peuvent l'être dans un cadre différent (services centraux sous le contrôle des travailleurs et des usagers) ou dans d'autres instances régionales, locales ou sectorielles.



Un certain nombre de responsabilités ne peuvent cependant s'exercer qu'au niveau central. C'est le cas en particulier des attributions spécifiques de l'Etat ; mais aussi de certaines exigences de la planification telles que le maintien des équilibres régionaux.

L'armée devra être profondément transformée pour correspondre à sa vocation de défense d'une collectivité nationale assurant librement son destin pour rompre avec la tendance du pouvoir actuel d'en faire l'instrument dirigé contre ce que le pouvoir actuel appelle « l'ennemi intérieur ».

Contre la conception abstraite du citoyen isolé face à l'Etat, le socialisme entend donner aux hommes et aux femmes la maîtrise des pouvoirs politiques. Deux notions se trouvent au cœur du débat : celles de représentation et de contrôle.

La représentation est indispensable. Mais il ne faut pas l'assimiler au blanc-seing. L'élu doit être désigné sur la base d'un mandat précis et contrôlable, défini en fonction des problèmes posés et de la nature des tâches qui lui sont confiées.

Le contrôle doit compléter la représentation et assurer sa fidélité. Cette revendication est exprimée par de nombreux organismes dont les pouvoirs d'initiative et d'intervention doivent être considérablement développés : comités d'entreprise, comités de quartier, associations de consommateurs, collectifs d'animation, etc. Le corps électoral a le droit de savoir et de demander des comptes : les moyens nécessaires doivent être fournis. La remise en cause des délégués et du contenu de leur délégation doit être possible.

Il faut affirmer le droit au savoir des citoyens et des associations, leur libre accès aux dossiers et l'information sur les décisions à prendre. Il s'agit là d'une importante modification dans nos habitudes, pourtant indispensable si l'on ne veut pas qu'une nouvelle couche dirigeante confisque le pouvoir dans l'Etat socialiste.

Le rôle des Partis n'est en aucun cas de monopoliser l'exercice des fonctions de gestion et d'animation dans l'ensemble de la société. Ils ont à exprimer les grands choix qui s'offrent à la collectivité et à en permettre la mise en application.

Les organisations syndicales, les mouvements d'usagers, les associations de consommateurs, de locataires, de résidents... devront contribuer à définir les orientations qui seront prises à chaque niveau d'organisation des pouvoirs publics. A ces divers niveaux, des conseils spécifiques (sur l'urbanisme, la scolarisation, la circulation, etc...) permettront d'associer à l'exercice de ces responsabilités un plus grand nombre de citoyens selon leurs compétences et leurs centres d'intérêt.

La réalisation de ces objectifs implique la formation des hommes. L'idéologie dominante a largement pénétré dans toutes les classes de la société. Les inégalités entretenues par le système d'éducation permettent la manipulation de l'opinion publique.

L'accès à l'information est faussé par les inégalités culturelles autant que par la concentration des moyens d'information.

Sans la mutation de notre système scolaire et le développement de l'éducation permanente, la démocratie socialiste risque de rester le privilège d'une élite, élargie et différente sans doute, mais accaparant le pouvoir social contre les principes du socialisme.

La libération des hommes permettra l'accès à la liberté, c'est-à-dire aux libertés. Celles-ci trop souvent bafouées aujourd'hui et constamment défendues par les forces démocratiques, doivent être considérées comme intangibles dans les phases suivantes du socialisme. Le socialisme autogestionnaire repose sur le pluralisme. Il garantit la liberté d'expression à tous, partisans ou adversaires du socialisme, il reconnaît à toutes les minorités le droit à la différence et à l'affirmation de leur identité collective.

UNE STRATEGIE POUR VAINCRE

Ainsi défini le projet d'un socialisme démocratique fondé sur l'autogestion, il reste à préciser les éléments d'une stratégie qui permette à ce projet de se réaliser.

Une stratégie de lutte

Bâtir le socialisme suppose l'unité d'action, par la constitution d'un véritable front de classe, de tous ceux qui ont intérêt à détruire la domination économique, sociale, idéologique et politique du capitalisme.

La lutte des classes reste, nous l'avons dit, le moteur indispensable du changement social. Rien ne peut se faire sans la mobilisation et l'action à la base de tous les exploités du système.

Une stratégie de luttes doit partir des formes actuelles de l'exploitation et de la domination capitaliste.

Un large front de classe doit donc s'appuyer d'abord sur la classe ouvrière, la très grande majorité des travailleurs salariés, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs qui subissent tous une exploitation.

Il repose également sur ceux que l'évolution du capitalisme dépossède de leur outil de travail : paysans, travailleurs individuels. D'autres catégories sociales, notamment de petits et moyens entrepreneurs, se trouvent également atteintes par le pouvoir des entreprises dominantes.

Il serait cependant dangereux de penser qu'un même mécontentement contre le régime puisse suffire à unir toutes ces catégories. Cette unité volerait en éclats au moment de passer de la contestation à la proposition, dans l'opposition comme au pouvoir.

La réalisation du front de classe suppose donc également la volonté de mener des luttes unifiantes, de s'attaquer aux divisions nées de l'exploitation capitaliste, de remettre en cause les structures hiérarchiques, de trouver des terrains de combat où puissent se révéler des solidarités communes.

Ainsi, ce front de classe, spontanément défensif, antimonopoliste, doit par la clarification de ses objectifs politiques à court et à long terme, devenir offensif, anti-capitaliste. Pour mener une telle stratégie des luttes, pour cimenter le front de classe, un grand parti socialiste est indispensable.

Un grand Parti socialiste

La droite peut se permettre de réduire une organisation politique à quelques appareils électoraux destinés à assurer au travers de querelles de clans et de personnes, la promotion de nouvelles équipes gouvernementales.

La gauche ne le doit pas. Parce que son projet ne se limite pas à l'accès au pouvoir, parce qu'il implique une transformation profonde des structures économiques et politiques de ce pays, parce qu'elle doit s'appuyer sur l'adhésion populaire, la gauche a besoin d'organisations de masse.

Ainsi un Parti Socialiste est d'abord l'outil que se donnent ceux qui subissent l'exploitation capitaliste pour unifier leurs luttes.

Pour cela, il faut faire cesser le divorce trop fréquent entre l'action politique et les luttes sociales : il ne doit pas y avoir d'action politique sans action menée sur le double terrain des institutions (parlement, régions, municipalités, etc...) et des lieux où sont vécues directement l'exploitation, l'aliénation, la domination.

Cette coupure entre l'action politique réduite au champ institutionnel et la lutte sociale, limitée à un terrain particulier, n'a jamais permis, quand elle existait, de rendre le socialisme possible. La tâche d'un Parti Socialiste est aujourd'hui d'être partout présent. Mais, il ne peut y parvenir que si sa propre base sociale est effectivement ouvrière et populaire. Or, la structure de la vie politique française, les conséquences de la division sociale du travail constituent des obstacles considérables à l'engagement politique, notamment pour les militants d'entreprise, les femmes, les jeunes. Un parti socialiste se caractérise donc par la volonté d'accorder une véritable priorité politique et matérielle à son implantation sur tous les lieux de travail, d'où le développement du secteur entreprises, la formation et l'accès à des fonctions de responsabilité de militants venant de ces secteurs.

A partir de telles bases, un parti socialiste, pour assurer son rôle de direction politique et d'animation des luttes sociales et de conquête du pouvoir, doit également remplir plusieurs fonctions :

— une fonction de mémoire collective des expériences, des élaborations stratégiques, des recherches antérieures du mouvement ouvrier. Sans elle, les militants socialistes risquent de renouveler les erreurs du passé dans les actions qu'ils mènent ;

— une fonction de rencontre de militants intervenant dans les secteurs différents et qui ne peuvent mener à bien leurs tâches que s'ils disposent de lieux d'information, de confrontation et de critique mutuelle. Si ces lieux n'existent pas, un Parti Socialiste recréera en son sein les mêmes coupures entre élus et militants, entre dirigeants et dirigés, entre travailleurs manuels et intellectuels qui caractérisent la division sociale du travail en système capitaliste ;

— une fonction de synthèse et d'élaboration collective. Il s'agit alors de concevoir le travail intellectuel nécessaire comme une fonction à remplir par tous et non comme le travail des intellectuels au sein du parti.

Il serait cependant erroné de penser que l'ensemble des batailles à livrer puissent et doivent être menées par les seuls partis. En particulier, les syndicats jouent un rôle essentiel. Dans le cadre de leur autonomie, il leur appartient de définir leurs propres orientations et les conditions de leur nécessaire unité d'action.

Par ailleurs, d'autres organisations : groupes municipaux, comités de défense et d'usagers, organisations de consommateurs, associations familiales, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire... apparaissent sur les différents terrains de la vie quotidienne.

Toutes ces organisations, si elles ne sont pas partie prenante des responsabilités gouvernementales, doivent intervenir dans l'élaboration du projet et dans le débat stratégique.

Il faut donc rechercher l'unité d'action des partis, des syndicats et de ces organisations en respectant leur spécificité et leur autonomie pour animer un véritable front de classe.

Dans une telle perspective, la question décisive de la prise du pouvoir peut alors être posée.

Prendre le pouvoir pour le transformer

La conquête de l'appareil d'Etat est un objectif nécessaire ; mais il n'est pas suffisant.

Une étape indispensable de cette stratégie passe par la prise en mains des leviers de commande de l'Etat. Sans elle, tous les succès partiels ou sectoriels ne pourraient déboucher sur la transformation de la société. Nous rejetons donc le rêve de foyers de socialisme qui prolifèreraient jusqu'à vider l'Etat bourgeois de toute sa substance. Nous rejetons aussi le mythe du « Grand Soir » censé permettre de façon instantanée une gigantesque prise de conscience collective et l'établissement d'un Etat socialiste.

Nous n'avons pas plus, en effet, l'illusion de penser que la prise de pouvoirs partiels permet progressivement de prendre le pouvoir, que celle de croire à la possibilité de tout régler par la conquête du pouvoir d'Etat.

La gauche au pouvoir subira les contraintes liées à un type d'Etat, d'appareil économique, d'armée et de police dont elle aura hérité. Par ailleurs, elle ne peut se permettre d'attendre longtemps avant de transformer la nature du pouvoir dans le pays. Faute de quoi, elle connaîtrait les mêmes impasses qui furent celles de tous les gouvernements de gauche qui se contentent de gérer au mieux un appareil politique et économique dont les structures sont liées directement au système capitaliste.

On comprend donc que l'action d'un gouvernement de gauche ne saurait suffire à elle seule à amorcer le passage au socialisme. Celui-ci tout en garantissant à toutes les étapes les possibilités d'une alternance démocratique, doit s'appuyer sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront porté au pouvoir.

Un tel objectif ne sera atteint que si les travailleurs ne se déchargent pas sur leur gouvernement de la tâche de faire avancer la transformation de la société. Le degré de conscience collective et d'organisation des travailleurs, leur capacité d'initiative dans leurs secteurs, sont une condition essentielle pour que soit mise en œuvre la transformation des rapports de production.

C'est l'articulation constante entre la mobilisation populaire et l'action gouvernementale qui sera le moteur de la transformation sociale.

Pour amorcer une telle rupture, il faut privilégier, dès la prise du pouvoir, plusieurs directions ; amorcer un changement des rapports de production dans l'entreprise, limiter l'arbitraire patronal par l'introduction de premières règles démocratiques, transformer le mode d'élaboration du plan et assurer le contrôle démocratique de son

→

exécution, redéfinir la place de l'armée et de la police dans la société, réorganiser les institutions dans le sens du projet autogestionnaire, promouvoir à tous les niveaux une action culturelle véritable.

Une stratégie européenne, anti-impérialiste

La politique internationale d'une France d'orientation socialiste devra rapidement s'engager dans deux directions fondamentales : la politique européenne et la politique à l'égard du Tiers-Monde.

L'Europe des marchands a fait faillite, car il n'y a pas pour les capitalistes de frontière significative aux limites de l'Europe. Plus de quinze ans après la signature du traité de Rome, il apparaît clairement que l'union douanière, à laquelle s'est réduite l'exécution de ce traité, n'aboutit pas à jeter les bases économiques et politiques d'une Europe indépendante.

Il n'en subsiste pas moins une évidente communauté de culture et de traditions entre des pays devenus trop petits pour jouer seuls l'inquiétante aventure du monde moderne. L'heure est à l'Europe des peuples, l'Europe des travailleurs, l'Europe de l'économie collectivement maîtrisée, l'Europe des libertés collectivement garanties. Une action coordonnée des forces socialistes devrait préparer l'égalisation du Statut des travailleurs, la mise en place de grands services publics, notamment en matière de production et d'achat d'énergie, d'intervention régionale, et d'expériences pilotes dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Ce ne sont là que de premiers exemples.

L'Europe que nous concevons ne saurait assurer son développement par l'exploitation du reste du monde en compétition ou en complicité avec l'impérialisme américain. C'est par rapport au Tiers-Monde que se juge une politique internationale.

La France socialiste œuvrera pour la disparition des formes que prend aujourd'hui l'exploitation du Tiers-Monde : le pillage de ses ressources, la sous-rémunération de sa main-d'œuvre et l'asservissement de ses marchés. Il faudra admettre et prévoir des hausses régulières des prix des matières premières, à la mesure des différences entre les rythmes d'augmentation des productivités. Il faudra une coopération internationale compatible avec les choix de développement que les pays du Tiers-Monde doivent effectuer librement. Il faudra une protection internationale des travailleurs immigrés.

Qu'il s'agisse en effet du coup d'Etat fasciste du Chili, de la crise de l'énergie, de nombreux événements récents viennent rappeler combien l'impérialisme, par le canal de sociétés multinationales comme de l'Etat américain, à travers le relais de régimes instaurés ou maintenus par lui, exerce sa domination sur une large partie de notre planète.

C'est donc en définitive le soutien actif aux luttes des peuples dominés qui consolidera la convergence profonde de notre propre combat pour le socialisme et de celui des forces qui travaillent à la libération du Tiers-Monde.

L'union de la gauche : un engagement irréversible

Aujourd'hui, la prise du pouvoir à la suite de victoires électorales paraît être l'hypothèse plausible. Mars 1973 et Mai 1974 ont montré que de telles victoires étaient désormais possibles à court terme.

En vue de cette victoire, l'Union de la Gauche est une condition nécessaire. Recherchée depuis de nombreuses années, elle demeurera indispensable après la prise du pouvoir et tout au long du passage au socialisme. En ce sens, l'Union de la Gauche est un engagement irréversible.

C'est pourquoi le programme commun signé en Juin 1972 constitue un tournant si important dans l'histoire de la Gauche contemporaine, reconnu comme tel par ceux-là mêmes qui ne le signèrent pas. En l'adoptant, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont voulu donner une forme concrète et actuelle à ce qui constitue désormais pour eux une stratégie permanente d'unité. Ils ont ainsi rendu plus crédible la capacité des forces de gauche à gouverner, pour réaliser leurs objectifs prioritaires et marqué leur volonté de s'attaquer aux puissances financières qui dominent notre société.

L'Union de la Gauche ne s'est pas arrêtée avec la signature du programme commun.

Cette alliance profonde de la Gauche française n'a cessé depuis de s'élargir et de s'approfondir, permettant ainsi de sceller en Mai 1974 autour de François MITTERRAND l'union des signataires du programme commun et d'autres forces qui comme le Parti Socialiste se réclament du socialisme autogestionnaire.

Ainsi, un nouveau pas dans l'unité des socialistes est apparu possible, traduisant la profonde maturation qui transforme le mouvement ouvrier et populaire de ce pays.

Mai 1968, Mai 1974, deux dates importantes dans la longue histoire des luttes populaires. La gauche se doit de faire la synthèse de leurs enseignements. Ainsi elle assumera la double exigence de son renouvellement et de son union. Sa victoire est à ce prix.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F*	[ ]
normal d'un an à	*100 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Yann Fitt, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Livres

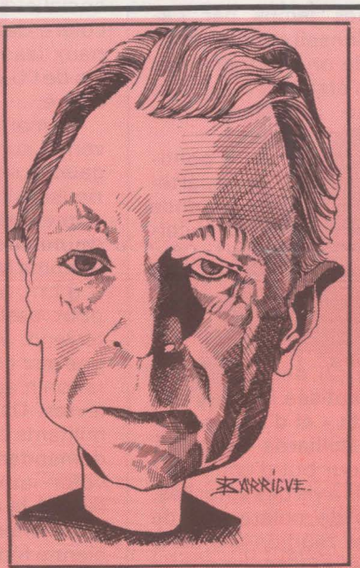
LE ROMAN D'UNE MULTINATIONALE

Depuis Balzac, le monde de l'argent, l'univers du fric, ne semble plus beaucoup intéresser les auteurs. Seul, depuis longtemps, Michel Vinaver avait signé il y a deux ans une pièce de théâtre que Roger Planchon a montée au T.n.p. : « Par-dessus bord » racontait comment la filiale française d'une boîte américaine de papier hygiénique sombrait corps et biens sur la seule injonction d'une communication téléphonique partie de Wall Street. Le romancier René-Victor Pilhes, prix Médicis 1965, s'attaque aujourd'hui au même sujet dans « L'Imprécateur » (Le Seuil). D'une manière assez semblable à celle de Vinaver : humour noir et faux lyrisme. Ce qui donne un roman économico-politico-fantastique assez époustouflant.

Tout commence quand les fondations de l'immeuble du siège français de la Rosserys and Mitchell commencent à se fissurer. Cette fêlure est bientôt suivie par un immense malaise qui gagne tout le staff de l'entreprise, contaminant jusqu'au P.d.g. américain — le dénommé Des Moines, dont on sait qu'il manipule les gouvernements d'une quinzaine de pays. Le délire s'amplifie qui oppose quelques humanistes « arriérés » aux tenants du management, aux champions de l'amortissement rapide, aux adeptes des télétraitements, aux jouisseurs du cash-flow. On voit à l'œuvre — certains diraient à la manœuvre — des cadres devenus machines qui font peu de cas de la liberté et des idéologies, que n'intéressent que les capitaux et les marchandises et qui adorent un seul veau d'or : le dollar.

Contre cette puissance gigantesque que constituent les sociétés multinationales, René-Victor Pilhes pique une colère terrible. Sous la forme d'un grand éclat de rire féroce. Cette charge n'excluant pas une description méticuleuse de la situation des cadres. Le vitriol et l'art aigu de la narration ne faisant que donner du poids à l'analyse.

J.P.-L.



LES RENDEZ-VOUS DU DIABLE

Aux Etats-Unis ou en Angleterre, où le film est sorti l'an dernier, chaque séance se jouait à guichets fermés. Les spectateurs, qui n'avaient pas hésité à faire huit heures de queue pour payer 50 dollars la place au marché noir, s'évanouissaient, pris de nausées. « L'exorciste », tiré d'un best seller de William Peter Blaty, — qui a tenu à produire le film et à écrire le scénario lui-même en s'inspirant du cas connu le plus récent aux Etats Unis, produit en 1949... — raconte le supplice d'une fillette de douze ans en proie à des troubles si inquiétants qu'on en arrive à admettre qu'elle est possédée par Satan. La pauvre gamine subit une série d'épreuves que le réalisateur William Friedkin (auteur déjà d'un « film-choc », **French Connection**) a dosé avec un art... diabolique.

Il y a de quoi être chahuté par l'incroyable violence des images et de la bande sonore, stridente, hantée par les hurlements et les ricanements de Lucifer. Mais « L'exorciste » soulève des tonnes de problèmes sans les traiter jusqu'au bout, par hantise du sensationnel. Cette parabole de la lutte du Bien contre le Mal succombe au goût du Grand Guignol, au lieu de tenter d'expliquer ce genre de phénomènes, et la psychiatrie n'est ici qu'un accessoire.

J.-L.D.

Sélection télévision

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

Le deuxième épisode de « la route de l'or ». Un très remarquable documentaire sur le Niger et le Sahara. (20 h 35, ch. 3).

« Vivre une marée », un reportage sur la vie et le travail des marins pêcheurs de Lorient (21 h 50, ch. 1)

DIMANCHE 29

« La main gauche du Seigneur ». Un fort mauvais film américain. Mais Humphrey Bogart joue (14 h 30, ch. 2).

« Légion » la rediffusion d'une dramatique de Bernard Clavel. Une excellente peinture du monde paysan (17 h 10, ch. 1).

« Les liaisons dangereuses ». Un film qui fit scandale mais qui a beaucoup et mal vieilli. Pour Gérard Philipe et Jeanne Moreau (20 h 55, ch. 1).

« Le surréalisme ». Une émission de Michel Arnaud et Reiner Moritz. Une bonne initiation à l'école fondée par André Breton. (21 h 35, ch. 2).

« Boom », un des meilleurs et sans doute le moins connu en France des films de Joseph Losey (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 30

« Rio Bravo ». C'est « le » western (20h 35, ch. 3).

MARDI 1ER OCTOBRE

« Richard Nixon » Un film de montage sur la carrière de l'ancien président. Un portrait cruel mais certifié conforme. Les dossiers de l'écran (20 h 35, ch. 2).

« La sonate à Kreutzer », une réalisation de Marcel Cravenne, d'après l'œuvre de Léon Tolstoï (20 h 40, ch. 3).

MERCREDI 2

« Lettres ouvertes » la nouvelle émission-débat de la 1ère chaîne. Avec Françoise Giroud (20 h 30, ch. 1).

« La ligne transatlantique », une émission qui vient à propos pour comprendre la lutte des marins du « France » (20 h 35, ch. 3).

JEUDI 3

« Manèges », un film sulfureux d'Yves Allégret avec Simone Signoret — de 1949 (20 h 30, au cinéma ce soir, ch. 1).

Radio

LA FIN D'INTER-VARIETES

« Inter-Variétés » va disparaître. C'était la chaîne de Saint-Granier, du « bonsoir, mes chers auditeurs, bonsoir ». C'était les ondes favorites du troisième âge. Jusqu'à l'apparition d'Europe 1, en 1955, la « chaîne parisienne » — comme on l'appelait alors — vivait dans l'univers du disque et de la chanson : « L'école des vedettes », « Performance » et « La coupe des variétés » furent autant d'émissions qui firent fonction de « hit-parade » et de rampe de lancement des jeunes talents. Devenu France II en 1965, le poste se lança dans les grands feuilletons populaires (« Anna Karénine », « Les rois maudits », « Rubempré »), les créations théâtrales radiophoniques et l'art lyrique. Définitivement nommée Inter-Variétés, la station avait sa place et son originalité en face d'un France-Inter donnant de plus en plus dans l'imitation des périphériques. On trouvait sur Inter-Variétés ce que les pirouettes d'un Yves Mourousi ou les tristes élucubrations d'un Gérard Sire ne pouvaient remplacer : les invitations au voyage, les initiations musicales et les chansons poétiques, le folklore et l'opérette, les pièces policières et les magazines scientifiques. Autant de rendez-vous que nombre d'esseulés ne manquaient jamais au hasard de leurs goûts et de leurs habitudes. Malheureusement on sait maintenant comment le Pouvoir parle de la radio et de la télévision : en termes de rentabilité et d'indice d'écoute. Le défaut d'Inter-Variétés était de ne pas être concurrentiel face à Philippe Bouvard ou Ménie Grégoire.

Inter-Variétés supprimé, France-Culture prochainement réformé, pour ne pas dire épuré — au sens politique... Voilà deux exemples significatifs : à la diversité et à la qualité des programmes, à la richesse culturelle, aux besoins réels des auditeurs, les gens en place préfèrent la standardisation des radios.

LA FIN DU DEBREISME

Alain Vivien, revient de La Réunion où il a assisté à la naissance de la nouvelle Fédération socialiste.

L'avion, brusquement, perce la brume et plonge sur des fonds bleus tachés de nappes émeraudes. Avant d'atterrir à Gillot, le seul aérodrome de la Réunion, il contourne de puissants à-pics qui donnent à l'île dont les sommets disparaissent sous les nuages gris, un aspect wagnérien, curieux sous les tropiques. Dans la touffeur de la piste, le regard ne peut guère porter loin. Il lutte contre cette évidence : l'immensité des terres plantées de canne à sucre qui forment, sur l'auréole utile de ce volcan, comme une couronne odorante.

Après une période de stagnation, ressentie aujourd'hui comme une ère moins rude, car si on connaissait la misère, c'était tout de même celle de l'autoconsommation, les principes de la départementalisation, votés en 1946, ont abouti, paradoxalement, à accroître les difficultés et à multiplier les problèmes. Il est vrai que tout s'est fait sans suite et que l'intervention de Michel Debré venu trouver là un havre politique après ses échecs métropolitains, a lourdement pesé par ses inconséquences. Au point que, en dépit, de constructions neuves évidentes, de l'amélioration du réseau routier, de progrès en matière sanitaire et hospitalière, la situation économique s'est dégradée d'année en année.





L'explosion démographique (46% de la population n'a pas 20 ans), l'exiguïté des sols agricoles utiles (25,3 % de la surface de l'île) étaient, soit connus, soit prévisibles. Par contre, l'extension de la monoculture de la canne sur des domaines concentrés aurait pu être freinée (elle occupe à elle seule 19,4 % des surfaces cultivables). Le maintien des autres cultures (rivières, florales, fruitières, de parfum etc...) aurait pu être encouragé. Le développement d'industries non alimentaires et créatrices d'emplois aurait pu être facilité. La naissance, au sein de l'administration, d'une classe parasitaire dont le seul but est de faire du C.f.a. (1), aurait pu être évitée. Pour cela, il aurait fallu mener une politique courageuse, contre tous les privilégiés et les accapareurs de richesses locales : les fameux « 20 % » dénoncés, il y a quelques temps par Lagourgue, Président du Conseil général, avec une objectivité à laquelle on rendrait hommage... si cet élu local n'était pas devenu le correspondant politique de Giscard au cours des dernières présidentielles !

Debré choisissait une toute autre politique. Devoyant les principes de la départementalisation qui prévoyait l'équivalence entre les prestations métropolitaines et celles de l'île, le debréisme a consisté localement a déverser une manne d'aide sociale d'origine métropolitaine sur une population qui réclamait autre chose : du travail et des salaires décents.

Par le canal de l'A.m.g. (2), des allocations spéciales à l'enfance, baptisée ici avec humour « l'argent-braguette » et d'autres protections sociales, des milliards sont déversés sur l'île. Ils ont pour but d'entretenir un état de dépendance vis à vis des autorités, d'éviter des explosions de colère... et de maintenir la majorité des réunionnais dans un état de misère qui ne prédispose ni à la réflexion, ni à la révolution sociale.

En créant chez ce peuple travailleur une « mentalité d'assisté », le debréisme a ressuscité une manière d'esclavage à la sauce du XXème siècle.

Depuis les origines de la Vème République, les hommes de gauche se sont dressés contre une politique aussi inhumaine : militants minoritaires de l'ancienne fédération socialiste, membres du Parti communiste réunionnais, autonomistes etc...

Engagés dans une dure lutte quotidienne, risquant parfois leur vie pour tenter d'empêcher des fraudes électorales instituées par un Préfet de sinistre mémoire, ils avaient conscience d'être la majorité réelle dans l'île. Mais par le jeu de la fraude et des truquages, cette « opposition majoritaire » ne disposait (et ne dispose encore) d'aucun élu parlementaire.

Tenant tous les leviers du pays, les partisans de Debré avaient même obtenu, au nom de la départementalisation, un soutien plus ou moins apparent de l'ancienne fédération socialiste. Aussi avait-on pu voir, à la grande colère des gens de gauche, un des principaux leaders « socialistes » figurer aux côtés de l'U.d.r. lors d'un meeting organisé par Debré.

En mai 1974, les socialistes métropolitains venus sur place apporter leur soutien à la gauche réunionnaise, rencontraient une curieuse situation. Un Parti Socialiste autonome s'était constitué (le P.s.r.). Aux côtés de celui-ci, du P.c.r. et de ses antennes (comme le F.j.a.r.) et du principal syndicat (le C.g.t.r.), un vaste regroupement s'opérait pour assurer le succès de François Mitterrand. « Officiellement » dans la campagne aux côtés de la gauche, l'ancienne fédération n'apportait qu'un soutien du bout des lèvres. Dans telle section, par exemple, les militants étaient convoqués pour s'entendre demander « Pour quel candidat allons-nous voter aux prochaines présidentielles ? » (sic). A la mairie de la Plaine des Palmistes, seule municipalité « contrôlée » par l'ancienne fédération, on distribuait jusqu'au 18 mai... la seule propagande de Giscard d'Estaing !

Il était temps de mettre un terme à une situation plus que préjudiciable aux intérêts du P.s. et de clarifier l'échiquier politique. Un congrès d'unification, tenu le 8 septembre à Saint-Louis, rassemblait dans un même parti les militants du P.s.r., de nombreux adhérents de l'ancienne fédération et la quasi totalité des élus (conseillers généraux et maires) de la gauche socialiste. Levant enfin le masque, les « sept nationaux de gauche » qui dirigeaient l'ancienne fédération n'acceptaient pas la fusion et se constituaient en un M.r.s., Mouvement social réunionnais.

La réponse du peuple réunionnais ne se faisait pas attendre : entre le 8, date du congrès de fusion et le 11 (conférence de presse de la nouvelle fédération), 29 adhésions parvenaient au Premier Secrétaire, Joseph Mondon et les effectifs additionnés des courants socialistes réunifiés dépassaient 300 adhérents, contre les 20 cartes réglées en 1973 par l'ancienne fédération ! Les conditions sont donc remplies pour que la gauche socialiste reprenne sa place au premier rang dans le combat pour rendre aux hommes et aux femmes de la Réunion la maîtrise de leur propre destin.

Pour mettre fin, définitivement, aux privilèges des 20%. Pour faire de cette île lointaine, une terre de liberté et d'égalité sociale, dans l'interdépendance avec la France. En un mot, pour clore l'ère des Debré et de leurs amis.

ALAIN VIVIEN

(1) Le maintien d'une monnaie particulière, le C.f.a. double pratiquement les salaires des fonctionnaires. Un administratif qui gagne, par exemple, 2 100 F en métropole perçoit à la Réunion 2 100 C.f.a. ; soit en réalité 4 200 F. Or la cherté de la vie locale ne justifie pas un tel doublement de salaire dont le volume apparaît scandaleux à la masse croissante des chômeurs.

(2) Assistance médicale gratuite.